

Liste des procédures pour lesquelles le silence gardé par l'administration sur une demande vaut accord

TABLE DES MATIÈRES

TEXTES CODIFIÉS

Code civil	8	Code du sport	50
Code de commerce	8	Code du tourisme	52
Code de la construction et de l'habitation	8	Code du travail	52
Code de la défense	10	Code du travail applicable à Mayotte	57
Code de la mutualité	12	Code forestier	58
Code de la propriété intellectuelle	13	Code général de la propriété des personnes publiques	60
Code de la route	14	Code général des collectivités territoriales	60
Code de la santé publique	16	Code général des impôts	61
Code de la sécurité intérieure	17	Annexe II au code général des impôts	62
Code de la sécurité sociale	23	Annexe III au code général des impôts	62
Code de l'action sociale et des familles	23	Annexe IV au code général des impôts	63
Code de l'aviation civile	24	Livre des procédures fiscales	64
Code de l'éducation	24	Code minier	65
Code de l'énergie	25	Code monétaire et financier	66
Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile	33	Code rural et de la pêche maritime	67
Code de l'environnement	34		
Code de l'urbanisme	34	PROCÉDURES NON CODIFIÉES	77
Code de procédure pénale	38	– Décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978	77
Code des assurances	39		
Code des douanes	40	Procédures non codifiées du secteur des affaires étrangères	77
Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre	42	– Arrêté du 17 juin 1998 relatif au recensement et à la participation des français de l'étranger à l'appel de préparation à la défense	77
Code des postes et des communications électroniques	44	Procédures non codifiées du secteur de l'agriculture	77
Code des transports	45	– Décret n° 83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel	77
Code du cinéma et de l'image animée	45	– Décret n° 94-510 du 23 juin 1994 relatif à la commercialisation des jeunes plants de légumes et de leurs matériels de multiplication et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1 ^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants	77
Code du patrimoine	46	– Décret n° 97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel	78
Code du service national	47		
	50		

- Arrêté du 8 juin 2004 relatif aux conditions d’attribution d’autorisations de plantation nouvelle de vignes au titre de l’expérimentation pour des superficies non destinées à la production de vins de qualité produits dans une région déterminée
- Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d’entreposage et de transport de produits d’origine animale et denrées alimentaires en contenant
- Arrêté du 28 juin 2010 établissant les normes minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande (Directive n°2007/43, art 4)
- Arrêté du 13 juillet 2012 relatif aux conditions de production et de mise sur le marché de lait cru de bovins, de petits ruminants et de solipèdes domestiques remis en l’état au consommateur final
- Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux conditions de délivrance du certificat de compétence concernant la protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort
- Règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la commission du 6 novembre 2013 complétant le règlement (UE) n° 228/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des opérateurs, le montant de l’aide pour la commercialisation des produits hors de leur région, le symbole graphique, l’exonération de droits à l’importation pour certains bovins et le financement de certaines mesures relatives aux mesures spécifiques en faveur de l’agriculture dans les régions ultrapériphériques de l’Union
- Cahier des charges SIQO
- Règlements intérieurs des établissements d’enseignement supérieur agricoles
- Règlements intérieurs des établissements d’enseignement technique agricoles
- Arrêtés ou circulaires d’ouverture des examens

Procédures non codifiées du secteur de la culture 80

- Loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values et création d’une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d’art, de collection et d’antiquité
- Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l’architecture
- Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l’exercice de la profession d’architecte
- Ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles
- Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l’enseignement de la danse
- Arrêté du 30 juin 2004 relatif à l’agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle
- Arrêté du 23 décembre 2008 relatif aux conditions d’exercice de la profession de professeur de danse applicables aux ressortissants d’un état membre de la Communauté européenne ou d’un autre état partie à l’accord sur l’Espace économique européen

Procédures non codifiées du secteur de la défense 81

- Loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970 portant loi de finances pour 1971
- Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l’économie numérique
- Décret n° 54-1304 du 27 décembre 1954 portant statut du patriote résistant à l’occupation des départements du Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux
- Décret n° 90-881 du 26 décembre 1990 relatif aux modalités d’attribution du titre institué par la loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 portant création du statut de prisonnier du Vietminh
- Décret n° 96-1124 du 20 décembre 1996 relatif à l’organisation et au régime administratif et financier de l’Ecole polytechnique

- Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l’insertion et au contrat de service en établissement public d’insertion de la défense. 82
- Décret n° 2009-450 du 21 avril 2009 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Polynésie française 82
- Décret n° 2009-451 du 21 avril 2009 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Nouvelle-Calédonie 83
- Arrêté du 10 mai 1954 « Suppression des commissions départementales de contrôle des prisonniers, déportés et internés et composition et conditions de fonctionnement de la commission départementale itinérantes pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle » 83
- Arrêté du 7 juin 1973 « Attribution d’un titre aux Français d’Alsace et de Moselle qui se refusèrent à l’annexion de fait » 83
- Arrêté du 2 mai 1984 « Reconnaissance de la qualité d’incorporé de force dans les formations paramilitaires allemandes » 83
- Arrêté du 10 juillet 1985 concernant l’attribution d’un titre d’évadé 83
- Arrêté du 29 novembre 1985 portant création du titre de personne transférée en pays ennemi 83
- Règlement intérieur du cercle national des armées 83
- Règlement intérieur général de l’Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne 83
- Règlement intérieur « Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation » de l’Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne 84
- Règlement intérieur « Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation » de l’Ecole nationale supérieure des techniques avancées Paris Tech 84

Procédures non codifiées du secteur de l’écologie, des transports et de l’énergie 84

- Décret n° 71-362 du 6 mai 1971 relatif aux autorisations de prospections préalables de substances minérales ou fossiles dans le sous-sol du plateau continental 84
- Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives 84
- Décret n° 93-344 du 9 mars 1993 relatif à la notification de projets concernant les installations pétrolières comprises dans une usine exercée de raffinage de pétrole brut ou de produits pétroliers 85
- Décret n° 93-1342 du 28 décembre 1993 relatif aux conditions d’exercice des fonctions de capitaine et d’officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance 85
- Décret n° 96-611 du 4 juillet 1996 modifié relatif à la mise sur le marché des bateaux de plaisance et des pièces et éléments d’équipement 86
- Décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive 86
- Décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France 86
- Décret n° 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d’exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d’équipage. 86
- Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression 86
- Décret n° 2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l’autorisation d’exploiter les installations de production d’électricité 86
- Décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 relatif aux équipements sous pression transportables et pris pour l’application du 1° de l’article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles 87
- Décret n° 2001-410 du 10 mai 2001 relatif aux conditions d’achat de l’électricité produite par des producteurs bénéficiant de l’obligation d’achat 87

– Décret n° 2003-18 du 3 janvier 2003 relatif aux qualifications requises pour l'exercice des fonctions principales au niveau d'appui à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage	
– Décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés	
– Décret n° 2003-1227 du 16 décembre 2003 relatif à l'habilitation des organismes de contrôle prévus à l'article L433-14 du code de l'énergie	
– Décret n° 2004-388 du 30 avril 2004 relatif à l'autorisation d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux consommateurs finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes et aux obligations des fournisseurs relatives à l'information des consommateurs d'électricité	
– Décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain	
– Décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains	
– Décret n° 2006-1118 du 5 septembre 2006 relatif aux garanties d'origine de l'électricité produite à partir de ressources d'énergie renouvelables ou par cogénération	
– Décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire	
– Décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base (INB) et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives	
– Décret n° 2009-1685 du 30 décembre 2009 relatif aux autorisations transitoires de mise sur le marché de certains produits biocides	
– Décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économie d'énergie	
– Décret n° 2011-466 du 28 avril 2011 fixant les modalités d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique	
– Décret n° 2011-813 du 5 juillet 2011 relatif aux conditions d'enregistrement en France des sociétés prestataires du service européen de télépéage	
– Décret n° 2011-1478 du 9 novembre 2011 relatif notamment à la certification du gestionnaire de réseau de transport d'électricité ou de gaz naturel et à la nomination et la révocation des membres de son conseil ou de sa direction	
– Arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation et de leur dépendance	
– Arrêté du 24 mars 1978 relatif à l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression	
– Arrêté du 18 mars 1982 relatif à l'exercice de la vénerie	
– Arrêté du 29 juin 1990 relatif à l'exécution de transports routiers internationaux de marchandises par des transporteurs ne résidant pas en France	
– Arrêté du 20 février 1991 relatif à l'homologation des dispositifs d'échappement susceptibles d'être adaptés aux véhicules réceptionnés au titre du code de la route	
– Arrêté du 18 juin 1991 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes	
– Arrêté du 12 août 1991 portant application de la directive 90/396/CEE relative aux appareils à gaz	
– Arrêté du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer	
– Arrêté du 2 juillet 1997 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs	
– Arrêté du 12 juillet 2000 relatif aux autorisations bilatérales pour les transports routiers internationaux de marchandises délivrées aux entreprises résidant en France	92
– Arrêté du 21 décembre 2000 fixant les modalités selon lesquelles sont accordées les dérogations prévues au i° de l'article 17 du décret n° 99-752 du 30 août 1999 relatif aux transports routiers de marchandises	92
– Arrêté du 7 février 2002 relatif aux autorisations de transport routier de marchandises délivrées aux entreprises établies en France dans le cadre du contingent multilatéral de la Conférence européenne des ministres des transports	93
– Arrêté du 7 juin 2002 relatif à la prévention des risques d'incendie, d'explosion et d'asphyxie dans les véhicules habitables de loisir	93
– Arrêté du 11 mars 2003 relatif à l'attestation de conducteur ressortissant d'un Etat tiers instaurée par le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil du 1 ^{er} mars 2002	93
– Arrêté du 19 décembre 2003 relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux de navigation intérieure	93
– Arrêté du 27 juillet 2004 relatif au contrôle technique des véhicules lourds	93
– Arrêté du 22 septembre 2005 modifié relatif à la réception des moteurs destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluants	93
– Arrêté du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée	93
– Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux conditions d'agrément des organismes chargés des contrôles des cuves enterrées de liquides inflammables et de leurs équipements annexes	94
– Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres	94
– Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif	94
– Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère	94
– Arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs	94
– Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes	94
– Arrêté du 28 décembre 2011 relatif à la délivrance des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur public routier	95
– Arrêté du 19 mars 2012 fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national	95
– Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période (2013-2020)	95
– Arrêté du 3 septembre 2013 fixant les modèles de convention de stage pour les élèves des lycées professionnels maritimes ou d'organismes de formation	95
– Arrêté du 5 décembre 2013 relatif à l'organisation des examens, des concours et à l'obtention des titres et diplômes de formation professionnelle maritime	95
– Arrêtés annuels relatifs aux modalités d'organisation au titre de l'année N des concours d'admission en filière professionnelle machine et en formation d'ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure maritime	95

Procédures non codifiées du secteur de l'économie et des finances

- Loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat
- Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 modifiée (articles 23 à 24 du décret n° 11-991 du 23 août 2011 modifié relatif au prestataire chargé de la collecte de la taxe poids lourds, prévue aux articles 269 à 283 quinquiés du code des douanes)
- Décret n° 66-564 du 29 juillet 1966 fixant les modalités d'application du décret n° 61-831 du 29 juillet 1961 relatif aux formalités afférentes à la circulation, à la détention et au commerce des céréales, farines et produits dérivés
- Décret n° 91-1292 du 20 décembre 1991 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des articles de puériculture
- Décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993 fixant les conditions d'application du chapitre III bis du titre V du code des douanes (art 158 B du code des douanes)
- Décret n° 95-937 du 24 août 1995 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage de bicyclettes
- Décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques
- Décret n° 97-558 du 29 mai 1997 relatif aux conditions d'accès à la profession de coiffeur
- Décret n° 98-246 du 2 avril 1998 relatif à la qualification professionnelle exigée pour l'exercice des activités prévues à l'article 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat
- Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure
- Décret n° 2005-958 du 9 août 2005 relatif aux obligations des opérateurs pour la détermination de la fraction régionale de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers
- Décret n° 2006-352 du 20 mars 2006 relatif aux compléments alimentaires
- Décret n° 2006-1264 du 16 octobre 2006 relatif aux vitamines, substances minérales et autres substances employées dans la fabrication des denrées alimentaires
- Décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques
- Décret n° 2006-1574 du 11 décembre 2006 fixant les conditions d'application du III de l'article 158 D et du 2 de l'article 265 ter du code des douanes
- Décret n° 2007-446 du 25 mars 2007 fixant les mesures auxquelles doivent se conformer les distributeurs et les utilisateurs d'huiles végétales pure en application de l'article 265 quater du code des douanes
- Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation
- Décret n° 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets
- Décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés et article 3 de l'arrêté du 13 décembre 2011 relatif à l'agencement du débit de tabac
- Décret n° 2012-655 du 4 mai 2012 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des produits vitivinicoles et à certaines pratiques œnologiques et arrêté du 13 février 2013
- Arrêté du 22 décembre 1978 fixant la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du code des douanes
- Règlement (CE) n° 1982/2004 de la Commission du 18 novembre 2004 et (CE) n° 113/2010 de la Commission du 9 février 2010.
- Arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité

- Arrêté du 29 octobre 2009 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de paiement 100
- Arrêté du 2 mai 2013 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de monnaie électronique 100

Procédures non codifiées du secteur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

- Décret du 9 janvier 1934 relatif aux conditions exigées du personnel enseignant et de direction dans les écoles techniques privées 100
- Décret n° 84-177 du 2 mars 1984 pris en application de l'article L358 du code de la santé publique 100
- Décret n° 2013-798 du 30 août 2013 relatif au régime des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste 100
- Arrêté du 8 août 1960 relatif aux aumôneries dans l'enseignement public 101
- Arrêté du 29 avril 1988 fixant la réglementation et la liste des capacités de médecine 101
- Arrêté du 4 octobre 1988 relatif à l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie par les titulaires d'un diplôme étranger de pharmacien ou d'un diplôme d'université de pharmacien 101
- Arrêté du 9 avril 2001 relatif à la liste des épreuves du baccalauréat général pour les candidats titulaires d'une série de ce diplôme ou d'un baccalauréat de l'enseignement du second degré 101
- Arrêté du 22 septembre 2004 fixant la liste et la réglementation des diplômes d'études spécialisées complémentaires de médecine 101
- Arrêté du 28 octobre 2009 relatif à la première année commune aux études de santé 101
- Arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal d'éducation physique et sportive aux baccalauréats d'enseignement général et technologique 101
- Arrêté du 11 mars 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de sage-femme 102
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire 102
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du premier et du deuxième cycle des études médicales 102
- Arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et « sciences et techniques de gestion » (STMG) du baccalauréat technologique 102
- Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général ou technologique pour les candidats qui changent de série ou de voie de formation 103
- Arrêté du 22 janvier 2014 relatif au cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master 103
- Règlement intérieur d'un établissement 103

Procédures non codifiées du secteur de l'intérieur

- Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat 103
- Décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques 104
- Décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil 104
- Décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation 105

– Décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif	105	
– Loi du 18 Germinal an X (7 avril 1802), articles organiques pour les protestants	105	
– Ordonnance du roi du 25 mai 1844 portant règlement pour l'organisation du culte israélite	105	
– Instruction ministérielle du 15 juillet 1947 sur la réglementation des jeux dans les cercles	105	
– Arrêté du 8 juillet 1992 – Titre 2 – Chapitre 1	105	
– Arrêté du 8 juillet 1992 – Titre 2 – Chapitre 2	105	
– Arrêté du 8 janvier 2001 fixant les conditions d'agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter, à titre onéreux, un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.	106	
– Arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1)	106	
– Arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » (PSE 1)	106	
– Arrêté du 14 novembre 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » (PSE 2)	106	
– Arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi	106	
– Arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre	106	
– Arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur de formateurs »	106	
– Arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « conception et encadrement d'une action de formation »	107	
– Arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours »	107	
– Arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques »	107	
– Arrêté du 18 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « surveillance et sauvetage aquatique en eaux intérieures »	107	
– Arrêté du 19 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « surveillance et sauvetage aquatique sur le littoral »	107	
– Arrêté du 20 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur sauvetage aquatique en milieu naturel »	107	
Procédures non codifiées du secteur de la jeunesse et des sports		
– Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs	107	
– Arrêté du 25 juin 2007 relatif à l'habilitation des organismes de formation aux modalités d'organisation des sessions de formations conduisant aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueil collectifs de mineurs	107	
– Arrêté du 11 avril 2012 relatif à la formation spécifique du diplôme d'Etat de ski-moniteur national de ski alpin	108	
– Arrêté du 26 avril 2013 relatif à la formation spécifique du diplôme d'Etat de ski-moniteur national de ski nordique de fond	109	
– Arrêté du 12 décembre 2013 relatif à l'encadrement des accueils de loisirs organisés pendant les heures qui précèdent et suivent la classe pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs	109	
Procédures non codifiées du secteur de la justice	109	
– Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés	109	
– Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat	109	
– Décret n° 45-0120 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut des commissaires-priseurs judiciaires	109	
– Décret n° 56-222 du 29 février 1956 pris pour l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice	109	
– Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire	110	
– Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice	110	
– Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation	110	
– Décret n° 2004-518 du 10 juin 2004 portant diverses dispositions relatives aux administrateurs judiciaires et aux mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises	110	
– Arrêté du 20 janvier 2011 pris en application de l'article 6 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession et abrogeant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 5-1 du même décret	111	
– Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse	111	
Procédures non codifiées du secteur du logement	111	
– Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion	111	
– Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation	111	
– Arrêtés du 13 juin 2008, du 26 octobre 2010 et du 28 décembre 2012	111	
– Arrêtés du 26 octobre 2010 et du 28 décembre 2012	111	
– Clause-type 5	112	
Procédures non codifiées du secteur social et de la santé	112	
– Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération	112	
– Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément	112	
– Arrêté du 2 août 2006 relatif à la formation conduisant au diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière	112	
– Arrêté du 9 novembre 2011 fixant les conditions d'utilisation de la marque « Programme national nutrition santé »	112	
– Arrêté du 6 décembre 2011 relatif à la formation et aux missions de la personne spécialisée en radiophysique médicale et à la reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants étrangers pour l'exercice de ces missions en France	112	

Procédures non codifiées du secteur du travail 113

- Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant des ministères de la France d’Outre-mer 113
- Arrêté du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans des opérations hyperbares 113
- Arrêté n° 93-196 du 9 juillet 1993 fixant le durée du travail dans le territoire des îles Wallis et Futuna 113
- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l’article R235-3-18 du code du travail 113

TEXTES CODIFIÉS

Code civil

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Modification de l'état civil ou mention du nom d'usage sur un diplôme	Chef d'établissement, Recteur d'académie,	2 mois	100

Code de commerce

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscription sur la liste des administrateurs judiciaires (personnes physiques ou morales)	Direction des affaires civiles et du sceau	12 mois	L811-2
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel de mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	L811-5 (8 ^e alinéa)
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel d'administrateur judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	L811-5 (8 ^e alinéa)
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	L811-5 (8 ^e alinéa)
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession d'administrateur judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	L811-5 (dernier alinéa)
Inscription sur la liste des mandataires judiciaires (personnes physiques ou morales)	Direction des affaires civiles et du sceau	12 mois	L812-2
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude aux fonctions de mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	L812-3 (8 ^e alinéa)
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession de mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	L812-3 (dernier alinéa)
Inscription sur les listes des commissaires aux comptes par les commissions régionales d'inscription	Direction des affaires civiles et du sceau	12 mois	L822-1
Dispense de stage et d'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-2
Dispense de diplôme et d'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-3
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-5
Dispense partielle de stage et de certaines épreuves de l'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-6
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-16
Autorisation de subir les épreuves de l'examen d'aptitude au cours des trois derniers mois de stage (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	2 mois	R742-16
Honorariat pour les greffiers de tribunal de commerce	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-32

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense partielle de stage (greffiers de tribunal de commerce)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R742-35
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude professionnelle aux fonctions d'administrateur judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R811-13
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude professionnelle aux fonctions d'administrateur judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R811-25
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession d'administrateur judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R811-27 à R811-29
Retrait de la liste nationale des administrateurs judiciaires	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R811-37
Dispense de l'examen d'accès au stage professionnel de mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R812-7
Dispense d'une partie du stage professionnel et de tout ou partie de l'examen d'aptitude professionnelle aux fonctions de mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R812-13
Inscription sur la liste des candidats soumis à l'examen de contrôle des connaissances pour l'accès à la profession de mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R812-15 à R812-17
Retrait de la liste nationale des mandataires judiciaires émanant du professionnel lui-même	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R812-20
Honorariat d'un administrateur ou d'un mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R814-50
Autorisation d'ouverture d'un bureau annexe d'un administrateur ou d'un mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R814-53 à R814-55
Transfert du domicile professionnel d'un administrateur ou d'un mandataire judiciaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R814-56 à R814-58
Inscription sur la liste des administrateurs judiciaires (personnes physiques ou morales)	Direction des affaires civiles et du sceau	12 mois	R814-60
Inscription sur la liste des mandataires judiciaires (personnes physiques ou morales)	Direction des affaires civiles et du sceau	12 mois	R814-60
Reconnaissance de l'équivalence de diplôme étranger pour être admis à passer l'examen d'accès à la profession de commissaire aux comptes	Direction des affaires civiles et du sceau	2 mois	R822-2 (1°)
Reconnaissance de l'équivalence de diplôme français pour être admis à passer l'examen d'accès à la profession de commissaire aux comptes	Direction des affaires civiles et du sceau	2 mois	R822-2 (3°)
Dispense de stage professionnel	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	A822-2-1
Dispense de stage professionnel	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R822-5

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R822-6
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat non membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	R822-7
Inscription sur les listes des commissaires aux comptes par les commissions régionales d'inscription	Direction des affaires civiles et du sceau	12 mois	R822-10
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	A822-20
Autorisation à présenter l'épreuve d'aptitude aux fonctions de commissaire aux comptes à destination des personnes agréées par les autorités compétentes d'un Etat non membre de l'Union européenne pour l'exercice du contrôle légal des comptes	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	A822-21

Code de la construction et de l'habitation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation pour un projet de surélévation d'habitation	Préfet de département	3 mois	L111-4-1
Autorisation d'un programme de logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière, au regard des règles d'accessibilité	Préfet de département	3 mois	L111-7-1
Autorisation de travaux dans un immeuble de grande hauteur	Préfet de département	4 mois	L122-1
Agrément d'organismes qui exercent des activités d'ingénierie sociale, financière et technique	Préfet de département ou préfet de région, selon la localisation de l'activité de l'organisme	4 mois	L365-3
Agrément d'organismes qui exercent des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	Préfet de département ou préfet de région, selon la localisation de l'activité de l'organisme	4 mois	L365-4
Agrément d'une association départementale d'information sur le logement (ADIL)	Ministre chargé du logement	2 mois	L366-1
Agrément de la transformation d'une société anonyme coopérative en société anonyme coopérative d'intérêt collectif d'habitations à loyer modéré (HLM)	Ministre chargé de la construction et de l'habitation	3 mois	L422-3-2

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de toute augmentation du capital d'un organisme privé d'habitations à loyer modéré (HLM) par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission	Ministre chargé du logement	2 mois	L423-5
Autorisation de vente de l'ensemble des lots au locataire avant 10 ans dans le cadre des société civile immobilière d'accession progressive à la propriété (SCIAPP)	Préfet de département	2 mois	L443-6-6
Décision d'aliénation de logements sociaux par un organisme d'habitations à loyer modéré (HLM) après accord de la commune	Préfet de département	4 mois	L443-7
Autorisation d'aliéner des logements sociaux par un organisme d'habitations à loyer modéré en cas de désaccord entre la commune consultée et le préfet	Ministre chargé du logement	6 mois	L443-7
Autorisation d'aliéner des logements vacants par un organisme d'habitations à loyer modéré	Préfet de département	4 mois	L443-11
Autorisation de démolir un bâtiment à usage d'habitations appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré (HLM)	Préfet de département	4 mois	L443-15-1
Dérogation pour un projet de surélévation d'habitation	Préfet de département	3 mois	R*111-1-2
Autorisation de dérogation à l'installation obligatoire d'un ascenseur dans les bâtiments d'habitation	Préfet de département	3 mois	R*111-16 (4 ^e alinéa)
Autorisation de dérogation à certaines règles d'hygiène et sécurité des habitations	Préfet de département	2 mois	R*111-16 (5 ^e alinéa)
Dérogation à la desserte téléphonique de chacun des logements lorsque des caractéristiques techniques et économiques de chacun des logements le justifient	Préfet de département	2 mois	R*111-16 (6 ^e alinéa)
Autorisation de dérogation aux règles d'accessibilité applicables aux bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et aux bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination	Préfet de département	3 mois	R*111-18-10
Autorisation d'un programme de logements destinés à l'occupation temporaire ou saisonnière, au regard des règles d'accessibilité	Préfet de département	3 mois	R*111-18-2 (II)
Autorisation de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public (ERP) en matière de sécurité et d'accessibilité sauf lorsque la dérogation en matière d'accessibilité sollicitée n'a pas été accordée	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	4 mois	R*111-19-13 et R*111-19-26

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de dérogation en matière d'accessibilité des établissements recevant du public autres que ceux de 1 ^{re} ou 2 ^e catégorie dans le cadre d'une demande d'autorisation de travaux de création, d'aménagement ou de modification	Préfet de département	3 mois et 2 semaines	R111-19-23
Autorisation de travaux dans un immeuble de grande hauteur	Préfet de département	4 mois	R122-11-1
Agrément d'organismes qui exercent des activités d'ingénierie sociale, financière et technique	Préfet de département ou préfet de région, selon la localisation de l'activité de l'organisme	4 mois	R365-3
Agrément d'organismes qui exercent des activités d'intermédiation locative et de gestion locative sociale	Préfet de département ou préfet de région, selon la localisation de l'activité de l'organisme	4 mois	R365-4
Agrément à une association départementale d'information sur le logement (ADIL)	Ministre chargé du logement	2 mois	R366-7
Autorisation d'augmentation de capital d'une société anonyme d'habitations à loyer modéré (HLM)	Préfet de département	2 mois	R422-1, annexe 19, clause-type 5
Autorisation de transférer les réserves des sociétés anonymes coopératives de production	Préfet de département	2 mois	R*422-8
Autorisation de transférer les réserves des sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré (HLM) de location-attribution	Préfet de département	4 mois	R*422-33
Approbation des statuts des sociétés anonymes coopératives d'habitations à loyer modéré (HLM) de location-attribution	Préfet de département	2 mois	R422-37
Admission des sociétés coopératives d'habitations à loyer modéré (HLM) au bénéfice de l'article L431-1 lors de leur première demande d'avance	Ministre chargé de la construction et de l'habitation	2 mois	R431-27
Agrément d'une association de défense des personnes en situation d'exclusion	Préfet de département	4 mois	R441-13-1
Autorisation de déroger à certaines règles de performances techniques sur le bâtiment ou tout ou partie des logements d'une résidence hôtelière à vocation sociale	Préfet de département	3 mois	R*631-21
Agrément d'une résidence hôtelière à vocation sociale	Préfet de département	3 mois	R*631-9

Code de la défense

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Accords d'exécution des transports de matières nucléaires visés à l'article R1333-17 du code de la défense autres que ceux des catégories I et II	Ministre pour les transports à destination ou en provenance de l'étranger, directeur général adjoint de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire pour les autres	14 jours	R1333-17

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Accord d'exécution d'un transport de matières nucléaires autres que celles de la catégorie I et II, s'agissant des transports en provenance ou à destination de l'étranger de matières nucléaires intéressant la défense nationale déposée par un opérateur titulaire de l'autorisation prévue à R1333-3	Ministre de la défense	14 jours	R1333-17 (VI)
Suppression des installations nouvelles établies par l'Etat sur un navire réquisitionné.	Ministre de la défense	2 mois	R2234-63
Adhésion en qualité de membres au Cercle national des armées, s'agissant des conjoints d'officiers, de sous-officiers ou d'officiers marins décédés ou des conjoints de personnels civils décédés de rang équivalent.	Cercle national des armées	2 mois	R3412-8 (3°)
Nomination en qualité de membres de l'Académie de Marine	Académie de Marine	2 mois	R3413-110

Code de la mutualité

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de transfert de portefeuilles par les mutuelles ou unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L212-11, L212-12, L212-11-1
Autorisation d'opération de fusion ou scission sans transfert de portefeuille pour les mutuelles	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L212-13
Autorisation de conclusion, modification et réalisation d'une convention de substitution Mutuelles et unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L215-5 et R211-25
Affiliation, retrait ou exclusion d'une mutuelle ou d'une union à une union mutualiste de groupe (UMG)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R115-2
Autorisation de remboursement des titres subordonnés remboursables (TSR) et des titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) des mutuelles et unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	6 mois	A212-1
Autorisation pour les mutuelles et unions relative au taux utilisé pour le calcul de la dotation à la provision pour aléas financiers	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	A212-14
Autorisation pour les mutuelles et union d'utilisation des méthodes statistiques d'estimation des sinistres	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R212-25
Autorisation pour les mutuelles et unions d'utilisation des instruments financiers à terme	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R212-73 et suivants
Dispense de calcul de la solvabilité ajustée des mutuelles et unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R213-2

Code de la propriété intellectuelle

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministre chargé de la culture ; Ministre chargé des personnes handicapées	6 mois	L122-5
Assimilation au bénéfice du droit de suite au profit des artistes étrangers résidant en France et participant à la vie culturelle française depuis au moins cinq années.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L122-8
Agrément des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire d'un dossier de demande d'agrément (droit de reprographie, de prêt et de retransmission par câble) au ministère de la culture et de la communication.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L122-10
Extension de la durée de protection du droit d'auteur pour les ayants-droit d'auteurs morts pour la France.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L123-10
Agrément des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire d'un dossier de demande d'agrément (droit de reprographie, de prêt et de retransmission par câble) au ministère de la culture et de la communication.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L132-20-1
Agrément des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire d'un dossier de demande d'agrément (droit de reprographie, de prêt et de retransmission par câble) au ministère de la culture et de la communication.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L133-2
Opposition à la création d'une société de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire des projets de statuts et de règlements généraux au ministère chargé de la culture. Dans les deux mois de leur réception le ministre peut saisir le tribunal de grande instance au cas où des motifs réels et sérieux s'opposeraient à la création d'une société de perception et de répartition des droits.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L321-3
Modification statutaires des sociétés de perception et de répartition des droits. Envoi obligatoire des projets de modifications au ministère de la culture et de la communication 2 mois avant la soumission des projets à l'assemblée générale.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L321-12
Agrément des agents assermentés, chargés de rapporter la preuve de la matérialité de toute infraction aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, et désignés par le Centre national du cinéma et de l'image animée, les organismes de défense professionnelle et les sociétés de perception et de répartition des droits.	Ministre chargé de la culture	2 mois	L331-2
Inscription sur la liste des personnes qualifiées en propriété intellectuelle	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	4 mois	L421-1, R421-9, R421-10
Inscription sur la liste des conseils en propriété industrielle	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	4 mois	L422-1, R422-3, R422-4

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Requête en relevé de déchéance	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	18 mois	L512-3, R512-12
Modification de la propriété d'un dessin et modèle ou de la jouissance des droits	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	6 mois	L513-3, R512-15
Recours en restauration des droits	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	18 mois	L612-16, L 612-16-1, R613-52
Modification de la propriété d'un brevet ou de la jouissance des droits	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	6 mois	L613-9, R613-55
requête en relevé de déchéance	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	18 mois	L712-10, R712-12
Modification de la propriété d'une marque ou de la jouissance des droits	Institut national de la propriété industrielle (INPI)	6 mois	L714-7, R714-4
Assimilation au bénéfice du droit de suite au profit des artistes étrangers résidant en France et participant à la vie culturelle française depuis au moins cinq années.	Ministre chargé de la culture	2 mois	R122-4
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministre chargé de la culture ; Ministre chargé des personnes handicapées	6 mois	R122-15
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministre chargé de la culture ; Ministre chargé des personnes handicapées	6 mois	R122-16
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministre chargé de la culture ; Ministre chargé des personnes handicapées	6 mois	R122-17
Inscription sur la liste des personnes habilitées à mettre en œuvre l'exception au droit d'auteur et aux droits voisins au profit des personnes handicapées	Ministre chargé de la culture ; Ministre chargé des personnes handicapées	6 mois	R122-18
Modification des mentions inscrites au registre national des logiciels	Institut national de la propriété industriel (INPI)	6 mois	R132-10 à R132-12
Opposition de l'auteur d'un livre indisponible ou de l'éditeur disposant du droit de reproduction sous une forme imprimée de ce livre à l'exercice du droit de reproduction et de représentation de ce livre sous forme numérique	Bibliothèque nationale de France	4 mois	R134-6
Opposition de l'auteur d'un livre indisponible à l'exercice du droit de reproduction et de représentation de ce livre sous forme numérique en cas d'atteinte à l'honneur ou à la réputation de son auteur	Bibliothèque nationale de France	4 mois	R134-7
Agrément des agents assermentés, chargés de rapporter la preuve de la matérialité de toute infraction aux dispositions du code de la propriété intellectuelle, et désignés par le Centre national du cinéma et de l'image animée, les organismes de défense professionnelle et les sociétés de perception et de répartition des droits.	Ministre chargé de la culture	2 mois	R331-1
Déclaration de retrait d'une demande d'enregistrement de dessin et modèle	Institut national de la propriété industriel (INPI)	6 mois	R512-9-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Changement de nom, forme juridique, adresse dans le registre des dessins et modèles	Institut national de la propriété industriel (INPI)	6 mois	R512-17
Déclaration de renonciation d'un dessin et modèle enregistré	Institut national de la propriété industriel (INPI)	6 mois	R513-2
Changement de nom, forme juridique, adresse dans le registre des brevets	Institut national de la propriété industriel (INPI)	6 mois	R613-57
Déclaration de renonciation d'une marque	Institut national de la propriété industriel (INPI)	18 mois	R714-1
Changement de nom, forme juridique, adresse dans le registre des marques	Institut national de la propriété industriel (INPI)	6 mois	R714-6

Code de la route

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière	Préfet	4 mois	L213-1
Renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement de formation des candidats à l'un des titres ou diplômes exigés pour l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière	Préfet	4 mois	L213-1
Renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un établissement organisant des stages de sensibilisation à la sécurité routière	Préfet	4 mois	L213-1
Renouvellement d'agrément pour l'enseignement de la conduite des véhicules à moteur d'une catégorie donnée et de la sécurité routière par une association d'insertion ou de réinsertion sociale	Préfet	4 mois	L213-7
Inscription permanente sur la liste nationale des experts en automobile	Ministre chargé des transports	3 mois	L326-1
Inscription temporaire sur la liste nationale des experts en automobile	Ministre chargé des transports	1 mois	L326-1
Demande de reconnaissance d'équivalence des qualifications acquises dans un État membre de l'UE ou de l'EEE par un enseignant de la conduite ou un animateur de stages de sensibilisation à la sécurité routière	Ministre chargé de la sécurité routière	4 mois	R212-3
Désignation des importateurs accrédités	Ministre chargé des transports	2 mois	R321-15
Agrément des contrôleurs techniques de véhicules	Préfet ou directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement	4 mois	R323-18
Inscription permanente sur la liste nationale des experts en automobile	Ministre chargé des transports	3 mois	R326-5
Inscription temporaire sur la liste nationale des experts en automobile	Ministre chargé des transports	1 mois	R326-6

Code de la santé publique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Non opposition à la déclaration par des organismes assurant, pour les besoins de leurs propres programmes de recherche, la conservation et la préparation à des fins scientifiques de tissus et de cellules issus du corps humain ainsi que la préparation et la conservation des organes, du sang, de ses composants et de ses produits dérivés	Ministre chargé de la recherche Directeur général de l'agence régionale de santé (lorsque le déclarant est un établissement de santé)	2 mois	L1243-3
Agrément des organismes de formation des débitants de boissons	Ministre de l'intérieur	2 mois	L3332-1-1
Autorisation d'ouvrir, muter ou translater un débit de boissons en Alsace-Moselle	Préfet	2 mois	L3332-5
Autorisation de transfert d'un débit de boissons à consommer sur place	Préfet	2 mois	L3332-11
Autorisation de transfert d'un débit de boissons sur un aéroport civil en dérogation de la règle du quota	Ministre chargé de l'économie et des finances	2 mois	L3332-12
Autorisation de débit temporaire à consommer sur place dans l'enceinte des expositions ou foires organisées par l'Etat, les collectivités publiques ou les associations reconnues comme établissements d'utilité publique	Maire	2 mois	L3334-1
Autorisation d'une buvette temporaire lors des foires, ventes ou fêtes publiques	Maire	2 mois	L3334-2
Autorisation d'ouvrir un débit de boissons dans des établissements classés hôtels de tourisme, ou dans des restaurants situés au sein d'un établissement d'activités physiques et sportives	Ministre chargé de la santé et ministre chargé du tourisme	2 mois	L3335-4
Agrément des débits de boissons pouvant accueillir en formation des mineurs de plus de 16 ans	Préfet	2 mois	L3336-4
Modification de l'autorisation du lieu de recherches biomédicales	Directeur général de l'agence régionale de santé ou ministre de la défense	2 mois	R1121-15
Réexamen du projet de recherche biomédicale par un autre comité	Ministre chargé de la santé	2 mois	R1123-27
Demande de modification substantielle de la recherche biomédicale par le promoteur	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	35 jours	R1123-37
Renouvellement d'autorisation de dépôt de sang	Directeur général de l'agence régionale de santé	4 mois	R1221-20-3
Autorisation des modifications des éléments de l'autorisation relatives à un changement de catégorie de dépôt ou à un changement de locaux	Directeur général de l'agence régionale de santé	4 mois	R1221-20-4
Non opposition à déclaration par des organismes assurant, pour les besoins de leurs propres programmes de recherche, la conservation et la préparation à des fins scientifiques de tissus et de cellules issus du corps humain ainsi que la préparation et la conservation des organes, du sang, de ses composants et de ses produits dérivés	Ministre chargé de la recherche, Directeur de l'agence régionale de santé	2 mois	R1243-54

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'autorisation d'activité d'importation ou d'exportation à des fins thérapeutiques des tissus, de leurs dérivés, des cellules, issus du corps humain, et des préparations de thérapie cellulaire, à l'exception des gamètes	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	3 mois	R1245-4
Renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un produit thérapeutique annexe	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	90 jours, qui peut être prolongé pour une durée qui ne peut excéder 6 mois	R1261-5
Habilitation des organismes assurant la formation aux conditions d'hygiène et de salubrité des personnes mettant en œuvre les techniques de tatouage par effraction cutanée et perçage corporel	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R1311-3
Agrément en matière d'hygiène publique des hydrogéologues pour émettre des avis dans le cadre des procédures de protection des ressources en eau potable	Directeur général de l'Agence régionale de santé	4 mois	R1321-14
Dérogation aux limites de qualité lorsque les mesures correctives prises en application de l'article R1321-27 ne permettent pas de rétablir la qualité de l'eau	Préfet	4 mois	R1321-32
Seconde dérogation aux limites de qualité lorsque les mesures correctives prises en application de l'article R1321-27 ne permettent pas de rétablir la qualité de l'eau	Préfet	6 mois	R1321-33
Autorisation exceptionnelle d'utiliser une eau brute superficielle non conforme	Préfet	6 mois	R1321-42
Autorisation de mise sur le marché d'un produit ou d'un procédé ne correspondant pas à un groupe ou à un usage prévu au I de l'article R1321-50	Ministre chargé de la santé	6 mois	R1321-50 (IV)
Habilitation des laboratoires contrôlant les matériaux en contact avec l'eau et produits de traitement de l'eau	Ministre chargé de la santé	6 mois	R1321-52
Dérogation à la fréquence de vidange, de nettoyage, de rinçage et de désinfection, lorsque les conditions de l'exploitation le permettent et que l'eau distribuée ne présente aucun signe de dégradation de sa qualité	Préfet	4 mois	R1321-56 (2 ^e alinéa)
Modification des installations et des conditions d'exploitation mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation d'une eau minérale naturelle	Préfet	2 mois	R1322-12
Agrément des laboratoires chargés de réaliser les échantillons d'eau effectuer lors du contrôle sanitaire prévu à l'article R1322-40	Ministre chargé de la santé	6 mois	R*1322-44-3
Autorisation des produits et procédés de traitement des eaux de piscine autres que celles réservées à l'usage personnel d'une famille	Ministre chargé de la santé	6 mois	D1332-3
Autorisation de l'alimentation en eau des bassins par une autre eau que celle du réseau public	Préfet	2 mois	D1332-4

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des laboratoires chargés des analyses des eaux de piscine	Ministre chargé de la santé	6 mois	D1332-12
Agrément des laboratoires chargés de réaliser les prélèvements et analyses d'eau prévus dans le cadre du contrôle sanitaire	Ministre chargé de la santé	6 mois	D1332-24
Dérogation au délai d'achèvement des travaux de retrait ou de confinement de certains matériaux ou produits contenant de l'amiante	Préfet	6 mois	R1334-29-2
Autorisation accordée au directeur ou au médecin d'un centre de planification ou d'éducation familiale, à défaut de pharmacien, d'assurer la détention, le contrôle et la gestion des médicaments, produits ou objets contraceptifs	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R2311-13
Autorisation d'assurer l'approvisionnement, la détention, le contrôle et la gestion des médicaments et à les dispenser directement au malade accordée à un médecin nommément désigné dans les établissements et organismes habilités pour la lutte contre la tuberculose ou la lèpre qui ne sont pas des établissements de santé	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R3112-15
Agrément des organismes chargés d'effectuer des inspections en vue de délivrer un certificat de contrôle sanitaire ou d'exemption de contrôle sanitaire	Ministre chargé de la santé	2 mois	R3115-38
Désignation des établissements, services ou organismes pour réaliser la vaccination antiamarile	Directeur général de l'Agence régionale de santé	4 mois	R3115-55
Autorisation accordée à titre dérogatoire au médecin nommément désigné des établissements et organismes autres que des établissements de santé à assurer l'approvisionnement, la détention, le contrôle et la gestion des médicaments pour le traitement ambulatoire des infections sexuellement transmissibles, et à les dispenser directement aux malades	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R3121-44
Autorisation d'organiser les fêtes et foires traditionnelles	Préfet	2 mois	R3322-1 à R3322-5
Autorisation de gérer le stock de produits d'un centre de soins et d'accompagnement et de prévention en addictologie par un médecin en l'absence de pharmacien	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D3411-9
Autorisation d'entrée en formation pour préparer le brevet professionnel de préparateur en pharmacie à un titulaire d'un diplôme étranger	Ministre chargé de l'éducation	6 mois	D4241-2
Agrément des directeurs scientifiques des instituts de formation dispensant l'enseignement du diplôme d'Etat d'infirmier de bloc opératoire	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4311-44
Agrément des directeurs scientifiques des instituts de formation dispensant l'enseignement du diplôme d'Etat d'infirmier anesthésiste	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4311-48

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation accordée aux infirmiers d'avoir un lieu d'exercice secondaire dès lors que les besoins de la population le justifient	Directeur général de l'Agence régionale de santé	3 mois	R4312-34
Autorisation de remplacement d'un infirmier ou d'une infirmière d'exercice libéral soit par un confrère d'exercice libéral, soit par un infirmier ou une infirmière n'ayant pas de lieu de résidence professionnelle	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R4312-44
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation en masso-kinésithérapie	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4321-25
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation en pédicurie-podologie	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4322-12
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation en ergothérapie	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4331-7
Libre prestation de services pour les auxiliaires médicaux, les aides-soignants, les auxiliaires de puériculture et les ambulanciers, ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen qui sont établis et exercent légalement leurs activités dans un Etat, membre ou partie	Ministre chargé de la santé	1 mois à compter de la réception de la déclaration et 1 mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle, ou 2 mois à compter de la réception de la déclaration si le dossier doit être complété et 1 mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle	R4331-12-1
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation autorisés à délivrer l'enseignement préparant au diplôme d'Etat de psychomotricien	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4332-7
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation autorisés à délivrer l'enseignement préparant au diplôme d'Etat de manipulateur d'électrocardiologie médicale	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4351-12
Désignation en qualité de conseillers scientifiques des instituts de formation autorisés à délivrer l'enseignement préparatoire au diplôme d'Etat de technicien de laboratoire médical	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D4352-5
Autorisation de constitution d'une société d'exercice libéral pour les auxiliaires médicaux	Directeur général de l'Agence régionale de santé	3 mois	R4381-10
Inscription de la société sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou de masseurs-kinésithérapeutes établie dans chaque département	Directeur général de l'Agence régionale de santé	3 mois	R4381-27
Renouvellement du délai accordé pour la cession des parts de l'associé d'une société civile professionnelle décédé	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R4381-59

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'exercice des sociétés civiles professionnelles d'infirmières ou de masseurs-kinésithérapeutes dans un ou plusieurs cabinets secondaires	Directeur général de l'Agence régionale de santé	3 mois	R4381-75
Modification d'un élément relatif à l'étiquetage ou à la notice, autre que les modifications du résumé des caractéristiques du produit	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	90 jours	R5121-41
Modification de type IA de l'autorisation de mise sur le marché de médicament à usage humain	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	30 jours	R5121-41-3
Modification de type IB de l'autorisation de mise sur le marché de médicament à usage humain	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	60 jours, et 30 jours à compter de la réception des observations du titulaire de l'autorisation ou de la modification de sa demande	R5121-41-4
Renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament à usage humain	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	9 mois	R5121-45
Autorisation de changement de titulaire de l'autorisation de mise sur le marché de médicament à usage humain	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	60 jours	R5121-46
Renouvellement de l'autorisation d'importation parallèle d'un médicament à usage humain	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	3 mois	R5121-125
Autorisation pour pratiquer des modifications ayant un impact sur la qualité, la sécurité et l'efficacité du médicament de thérapie innovante préparé ponctuellement	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	90 jours	R5121-214 (1 ^{er} alinéa)
Autorisation pour pratiquer des modifications sans impact sur la qualité, la sécurité et l'efficacité du médicament de thérapie innovante préparé ponctuellement	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	60 jours	R5121-214 (3 ^e alinéa)
Autorisation d'exercice de l'activité de sous-traitance de préparations mentionnée au deuxième alinéa de l'article L5125-1 et autorisation d'exécution de préparations stériles ou dangereuses mentionnée au deuxième alinéa de l'article L5125-1-1	Directeur général de l'Agence régionale de santé	4 mois	R5125-33-1
Modification de type IB de l'autorisation de mise sur le marché de médicaments vétérinaires	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	30 jours	R5141-36 (5 ^e)
Autorisation de changement de titulaire de l'autorisation de mise sur le marché de médicament vétérinaire	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	60 jours	R5141-40
Approbation des modifications concernant les données mentionnées dans la demande et le dossier d'enregistrement d'un médicament homéopathique vétérinaire	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	2 mois	R5141-68

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation du changement du titulaire de l'enregistrement du médicament homéopathique vétérinaire	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	2 mois	R5141-69
Autorisation préalable pour la publicité sous quelque forme que ce soit en faveur des médicaments présentés comme favorisant le diagnostic, la prévention ou le traitement des maladies figurant sur la liste des dangers sanitaires de première ou deuxième catégorie	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	2 mois	R5141-86
Autorisation d'importation parallèle d'une spécialité pharmaceutique vétérinaire	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	30 jours pour les spécialités pharmaceutiques vétérinaires mentionnées à l'article R5141-123-10-1 ; 45 jours pour les produits dont la composition quantitative et qualitative en principes actifs et en excipients, la forme pharmaceutique et les effets thérapeutiques sont identiques à ceux d'une spécialité pharmaceutique vétérinaire ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ; 90 jours pour les produits qui comportent des quantités de principes actifs ou d'excipients différentes ou des excipients de nature différente de ceux de la spécialité ayant obtenu une autorisation de mise sur le marché délivrée par l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	R5141-123-7

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Modification substantielle de l'autorisation d'ouverture d'un établissement vétérinaire autre que les établissements se livrant à la fabrication ou à l'importation de médicaments vétérinaires, à la fabrication ou à l'importation de médicaments soumis à des essais cliniques, et à la fabrication ou à l'importation d'aliments médicamenteux	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	30 jours, qui peuvent être portés à 90 jours en cas d'enquête sur place	R5142-9
Transfert de l'autorisation d'ouverture d'un établissement vétérinaire en cas de changement de propriété	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail	2 mois	R5142-13
Autorisation de publicité pour les dispositifs médicaux mentionnés à l'article L5213-4	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	2 mois	R5213-5
Autorisation de publicité pour les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro mentionnés à l'article L5223-3	Directeur général de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé	2 mois	R5223-5
Autorisation de confier une ou plusieurs opérations de stérilisation à un autre établissement de santé ou un groupement de coopération sanitaire	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	R6111-20
Agrément des centres d'enseignement des soins d'urgence	Directeur général de l'Agence régionale de santé	2 mois	D6311-21
Renouvellement de l'autorisation des installations où sont pratiqués des actes chirurgicaux tendant à modifier l'apparence corporelle d'une personne, à sa demande, sans visée thérapeutique ou reconstructrice	Directeur général de l'Agence régionale de santé	4 mois pouvant être portés à 6 mois en cas d'inspection des installations	R6322-2

Code de la sécurité intérieure

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'exercer l'activité d'agent de recherche privé par les anciens fonctionnaires de police et de gendarmerie	Ministre de l'intérieur	4 mois	L622-4

Code de la sécurité sociale

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation préalable de transfert de portefeuilles des institutions de prévoyance ou unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L931-16, L931-16-I et R931-4
Autorisation d'opération de fusion ou scission sans transfert de portefeuille pour les institutions de prévoyance	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L931-17 et R931-4-3
Agrément de la désignation du directeur et de l'agent comptable des organismes de sécurité sociale	Ministre chargé de la sécurité sociale, Ministre chargé de l'agriculture pour la mutualité sociale agricole, ainsi que le Ministre du budget pour l'agent comptable	6 mois	R122-1
Agrément de la nomination des directeurs des établissements ou œuvres sociales des organismes de sécurité sociale, lorsqu'ils fonctionnent en permanence et comportent hébergement	Ministre chargé de la sécurité sociale et Ministre chargé de l'agriculture pour la mutualité sociale agricole	6 mois	R123-4

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des agents de direction et des agents comptables des organismes de sécurité sociale, de leurs unions ou fédérations, ainsi que des directeurs des établissements ou œuvres sociales mentionnés à l'article R123-4	Responsable de la mission nationale de contrôle	6 mois	R123-48
Autorisation pour les institutions de prévoyance et leurs unions relatives au taux utilisé pour le calcul de la dotation à la provision pour aléas financiers	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	A931-10-14
Autorisation de remboursement des titres subordonnés remboursables (TSR) et des titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) des institutions de prévoyance et de leurs unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	6 mois	A931-10-14
Autorisation pour les institutions de prévoyance et leurs unions d'utilisation des méthodes statistiques d'estimation des sinistres	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R931-10-16
Autorisation pour les institutions de prévoyance et leurs unions d'utiliser des instruments financiers à terme	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R931-10-51 et suivants
Dispense de calcul de la solvabilité ajustée des institutions de prévoyance et de leurs unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R933-5

Code de l'action sociale et des familles

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Admission à l'aide sociale dans les centres d'hébergement et de réinsertion sociale et les centres d'accueil pour demandeurs d'asile	Préfet	1 mois	L111-3-1
Agrément des espaces de rencontre	Préfet	2 mois	D216-1
Labellisation des centres d'éducation de chiens d'assistance et des centres d'éducation de chiens guides d'aveugle ou le cas échéant des organismes gestionnaires desdits centres	Préfet	2 mois	R224-25-1
Approbation des décisions budgétaires modificatives dont le financement suppose une révision du tarif de l'exercice	Préfet ou directeur général de l'agence régionale de santé	60 jours	R314-46 (2 ^e alinéa du II)
Admission à l'aide sociale des personnes accueillies en centre d'hébergement et de réinsertion sociale	Préfet	1 mois	R345-4

Code de l'aviation civile

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément d'un prestataire de services d'assistance en escale, ou s'un sous-traitant d'un tel prestataire sur les aéroports dont le trafic annuel est supérieur à 200 000 pax ou à 20 000 tonnes de fret	Préfet	2 mois	R216-14

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation spéciale d'établissement, en dehors des zones grevées de servitudes de dégagement, d'installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne	Ministre chargé de l'aviation civile et ministre de la défense	2 mois	R244-1
Etablissement de certaines installations qui, en raison de leur hauteur, pourraient constituer des obstacles à la navigation aérienne.	Direction de la circulation aérienne militaire (DIRCAM)	2 mois	R244-1
Homologation des tarifs de passagers et de leurs conditions d'application proposés par des transporteurs non communautaires ou pour des services aériens extracommunautaires	Ministre chargé de l'aviation civile	15 jours	R330-10
Approbation de programmes d'exploitation de services aériens de transport public intracommunautaires par des transporteurs titulaires d'une licence d'exploitation communautaire	Ministre chargé de l'aviation civile	15 jours	R330-8

Code de l'éducation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscription dans une école en dehors du secteur scolaire	Maire en qualité de représentant de l'Etat	3 mois	L131-5
Ouverture d'un service d'aumônerie dans un établissement public local d'enseignement	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	L141-2
Reconnaissance des établissements privés dispensant des enseignements artistiques	Ministre chargé de la culture	10 mois	L361-2
Dispense de l'examen d'aptitude technique et reconnaissance d'équivalence d'unités de valeur pour la formation préparatoire au diplôme d'état de professeur de danse	Direction régionale des affaires culturelles	6 mois	L362-1
Dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse et reconnaissance d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse	Ministre chargé de la culture	10 mois	L362-1
Habilitation à dispenser la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse	Ministre chargé de la culture	10 mois	L362-1
Reconnaissance de qualifications professionnelles en vue du libre établissement pour exercer la profession de professeur de danse en France	Ministre chargé de la culture	4 mois	L362-1-1
Dispense de l'obtention du diplôme d'État de professeur de danse au titre de l'exercice de l'enseignement de la danse pendant plus de trois ans au 11 juillet 1989	Ministre chargé de la culture	3 mois	L362-4

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Ouverture d'un établissement du second degré privé : délivrance du certificat de stage constatant que le demandeur a rempli pendant 5 ans au moins les fonctions fixées par l'article L. 441-5 du code de l'éducation	Recteur	2 mois	L441-6
Agrément pour la nomination du directeur et du personnel enseignant des écoles techniques privées reconnues par l'État	Directeur académique des services de l'éducation nationale	2 mois	L443-3
Aménagement dans l'organisation et le déroulement des études (sportifs de haut niveau)	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L611-4
Inscription à l'université en 1 ^{er} cycle	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L612-3
Inscription à l'université en 2 ^e cycle	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L612-6
Inscription à l'université en 3 ^e cycle	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L612-7
Autorisation à entrer dans une procédure de validation d'études supérieures pour l'obtention d'un diplôme délivré, au nom de l'Etat, par un établissement d'enseignement supérieur	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L613-3
Autorisation à entrer dans une procédure de validation des acquis de l'expérience pour l'obtention d'un diplôme délivré, au nom de l'Etat, par un établissement d'enseignement supérieur	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L613-3
Autorisation à entrer dans une procédure de validation des acquis professionnels en vue de l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L613-5
Recevabilité de la candidature en vue de la délivrance du diplôme d'ingénieur diplômé par l'Etat	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L642-9
Mise à disposition d'un usager du service public de l'enseignement supérieur de locaux de l'établissement	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	L811-1
Ouverture d'un service d'aumônerie dans un établissement public local d'enseignement	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	R141-4
Demande de dispense d'enseignement faite par les représentants légaux ou l'élève s'il est majeur	Recteur ou directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D112-1-1
Dérogation à l'affectation dans le secteur scolaire ou le district scolaire dans le second degré dans un établissement d'enseignement public	Directeur académique des services de l'éducation nationale	3 mois	D211-11
Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) dans un établissement d'enseignement public	Chef d'établissement	2 mois	D331-29
Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) impliquant l'affectation dans un autre établissement	Directeur académique des services de l'éducation nationale Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D331-29

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Décision d'orientation dans le cadre des voies d'orientation dans un établissement d'enseignement public	Chef d'établissement	2 mois	D331-31
Changement d'établissement en cours de cycle de formation dans un établissement d'enseignement public	Directeur académique des services de l'éducation nationale Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D331-38
Changement de voie d'orientation (cycle terminal de la voie générale et technologique) impliquant l'affectation dans un établissement public	Directeur académique des services de l'éducation nationale ou Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D331-51
Autorisation à un titulaire de brevet d'études professionnelles ou de certificat d'aptitude professionnelle de poursuivre ses études dans un lycée conduisant soit au brevet de technicien, soit au baccalauréat général ou technologique	Directeur académique des services de l'éducation nationale	2 mois	D333-18
Intégration en classe de seconde professionnelle ou de première professionnelle d'un élève ayant accompli la scolarité complète d'une classe de seconde ou de première dans un lycée d'enseignement général ou technologique	Recteur	2 mois	D333-18-1
Participation à l'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat général d'un candidat reconnu handicapé physique et déclaré apte à subir l'épreuve, aménagée selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'éducation	Recteur	2 mois	D334-6 (2 ^e alinéa)
Dispense de certaines épreuves d'une série du baccalauréat général au bénéfice d'un candidat titulaire d'une autre série du baccalauréat	Recteur	2 mois	D334-7
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat général	Recteur	2 mois	D334-13
Dérogation pour se présenter au baccalauréat général dans une académie autre que celle où la dernière année d'études a été accomplie avant l'examen	Recteur	2 mois	D334-15
Inscription à l'examen du baccalauréat général	Recteur	2 mois	D334-17
Inscription aux épreuves de remplacement du baccalauréat général	Recteur	2 mois	D334-19
Autorisation d'entrer dans une procédure de validation des acquis de l'expérience en vue d'obtenir un diplôme délivré par le ministre chargé de l'éducation	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	R335-7
Participation à l'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat technologique d'un candidat reconnu handicapé physique et déclaré apte à subir l'épreuve, aménagée selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'éducation	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D336-6
Dispense de certaines épreuves au baccalauréat technologique (candidat titulaire d'une autre série du baccalauréat)	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D336-7

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat technologique	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D336-13
Dérogação pour se présenter au baccalauréat technologique dans une académie autre que celle où la dernière année d'études a été accomplie avant l'examen	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D336-15
Inscription à l'examen du baccalauréat technologique	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D336-16
Inscription à l'examen du baccalauréat technologique, « techniques de la musique et de la danse »	Recteur	2 mois	D336-39
Autorisation de présenter, à l'examen du baccalauréat technologique « techniques de la musique et de la danse », dans les épreuves du deuxième groupe faisant partie de la session d'examen organisée à l'issue de la classe de terminale, des épreuves orales de contrôle correspondant aux épreuves anticipées	Recteur	2 mois	D336-39
Dispense de l'épreuve d'éducation physique et sportive au baccalauréat technologique « techniques de la musique et de la danse » à un candidat se présentant au titre de la promotion sociale ou de la formation continue	Recteur	2 mois	D336-42
Inscription aux épreuves de remplacement du baccalauréat technologique « techniques de la musique et de la danse »	Recteur	2 mois	D336-43
Dispense de l'épreuve orale de langue vivante ou de l'épreuve d'éducation physique et sportive du brevet de technicien (candidat se présentant au titre de la promotion sociale)	Recteur	2 mois	D336-55
Inscription à la session de remplacement du brevet de technicien	Recteur	2 mois	D336-57
Dérogação à l'obligation de passer l'ensemble des épreuves de la spécialité du certificat d'aptitude professionnelle présentée au cours d'une seule session (candidat scolaire ou apprenti)	Recteur	2 mois	D337-9
Habilitation d'un centre de formation d'apprentis ou d'une section d'apprentissage à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le certificat d'aptitude professionnelle	Recteur	3 mois	R337-15
Conservation pour l'examen du certificat d'aptitude professionnelle de notes ou de bénéfice d'unités acquises par la voie de la validation des acquis de l'expérience	Recteur	2 mois	D337-17
Dispense d'unités constitutives de la spécialité de certificat d'aptitude professionnelle présentée (candidat titulaire de certains titres ou diplômes)	Recteur	2 mois	D337-18

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense de l'épreuve d'éducation physique et sportive du certificat d'aptitude professionnelle (candidat relevant d'un statut autre que scolaire ou apprenti)	Recteur	2 mois	D337-19
Inscription à l'examen du certificat d'aptitude professionnelle	Recteur	2 mois	D337-21
Dérogation en vue de l'inscription à l'examen de plus d'une spécialité du certificat d'aptitude professionnelle	Recteur	2 mois	D337-21
Inscription aux épreuves de remplacement du certificat d'aptitude professionnelle	Recteur	2 mois	D337-21
Dispense d'unités constitutives de la spécialité de brevet d'études professionnelles présenté (candidat titulaire de certains diplômes ou titres)	Recteur	2 mois	D337-28
Inscription à l'examen du brevet d'études professionnelles	Recteur	2 mois	D337-29
Dérogation à l'obligation de passer l'ensemble des épreuves au cours d'une seule session à un candidat relevant d'un statut autre que scolaire pour l'examen du brevet d'études professionnelles	Recteur	2 mois	D337-30
Inscription à des épreuves de remplacement du brevet d'études professionnelles	Recteur	2 mois	D337-37
Conservation de notes ou de bénéfice d'unités acquises au titre de la validation des acquis de l'expérience en vue de l'inscription à une session ultérieure pour le brevet d'études professionnelles	Recteur	2 mois	D337-37-1
Habilitation d'un centre de formation d'apprentis à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le brevet d'études professionnelles	Recteur	3 mois	R337-45
Admission en classe de première professionnelle de baccalauréat professionnel d'un candidat titulaire d'un diplôme de niveau V obtenu à la session précédant l'inscription, dans une spécialité en cohérence avec celle du baccalauréat professionnel préparé.	Directeur académique des services de l'éducation nationale Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-57
Admission en formation, sous statut scolaire pour le baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-58
Décision de positionnement qui fixe la durée de formation requise pour un candidat de la formation professionnelle continue au baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-62
Dispense d'unités constitutives du baccalauréat professionnel pour un candidat titulaire de certains diplômes ou titres	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-71
Habilitation d'un centre de formation d'apprenti ou d'une section d'apprentissage à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	R337-75

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation en vue de passer les épreuves en forme progressive pour le baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-78
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-79
Participation à l'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat professionnel d'un candidat reconnu handicapé physique et déclaré apte à subir l'épreuve, aménagée selon les modalités précisées par arrêté du ministre chargé de l'éducation	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-83
Dispense d'épreuve d'éducation physique et sportive du baccalauréat professionnel pour un candidat individuel ou relevant de la formation professionnelle continue	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-84
Autorisation de substitution de l'épreuve spécifique de langue à l'épreuve facultative de langue vivante lors de l'inscription à l'examen du baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-86
Inscription à l'examen du baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-90
Dérogation pour l'inscription à l'examen en vue de présenter deux spécialités du baccalauréat professionnel	Recteur Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D337-90
Décision de positionnement qui fixe la durée de la formation requise au brevet professionnel pour un candidat de la formation professionnelle continue	Recteur	2 mois	D337-103
Inscription à l'examen du brevet professionnel	Recteur	2 mois	D337-105
Dispense d'unités constitutives pour un candidat titulaire au brevet professionnel titulaire de certains titres ou diplômes	Recteur	2 mois	D337-108
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du brevet professionnel	Recteur	2 mois	D337-115
Dispense d'unités constitutives au brevet des métiers d'art à un candidat titulaire de diplômes et titres français et étrangers	Recteur	2 mois	D337-133
Dispense de l'épreuve d'éducation physique et sportive au brevet des métiers d'art pour un candidat apprenti ou un candidat individuel	Recteur	2 mois	D337-133
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure du brevet des métiers d'art	Recteur	2 mois	D337-135

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Admission en formation, pour préparer une mention complémentaire : – d'une personne ayant accompli en France ou à l'étranger une formation validée par un diplôme ou un titre de niveau comparable aux diplômes permettant l'accès en formation en vue de préparer cette mention complémentaire ; – d'une personne à la recherche d'un emploi ou en reconversion ayant interrompu ses études depuis plus de deux ans et ne possédant pas les titres et diplômes exigés pour l'entrée en formation en vue de préparer cette mention complémentaire	Recteur	2 mois	D337-144
Inscription à l'examen de la mention complémentaire	Recteur	2 mois	D337-148
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure de la mention complémentaire	Recteur	2 mois	D337-150
Dispense de l'obtention d'une ou de plusieurs unités constitutives du diplôme de la mention complémentaire	Recteur	2 mois	D337-152
Dérogation en vue de se présenter à l'examen de plus d'une spécialité de la mention complémentaire	Recteur	2 mois	D337-155
Admission dans le dispositif d'initiation aux métiers en alternance	Directeur du centre de formation d'apprentis ; Directeur académique des services de l'éducation nationale	2 mois	D337-173
Équivalence de certains diplômes nationaux ou étrangers avec le diplôme d'état d'enseignement du théâtre	Ministre chargé de la culture	6 mois	R361-6
Recueil de l'avis favorable (avis conforme) du directeur académique des services de l'éducation nationale pour l'inscription au centre national d'enseignement à distance d'un élève relevant de l'instruction obligatoire	Directeur académique des services de l'éducation nationale	2 mois	R426-2-1
Inscription au centre national d'enseignement à distance d'un élève relevant de l'instruction obligatoire	Directeur général du centre national d'enseignement à distance	2 mois	R426-2-1
Délivrance d'une attestation ou d'un certificat d'établissement par le centre national d'enseignement à distance	Directeur général du centre national d'enseignement à distance	2 mois	R426-3
Orientation d'un élève dans un établissement scolaire français à l'étranger	Chef d'établissement	2 mois	R451-5 et suivants
Reconnaissance des établissements privés dispensant des enseignements artistiques	Ministre chargé de la culture	10 mois	R461-8
Autorisation d'une tenue d'une réunion au sein d'un lycée ou d'un collège en dehors des heures de cours prévues à l'emploi du temps des participants (délégués des élèves, association, groupe d'élèves)	Chef d'établissement	2 mois	R511-10
Effacement d'une sanction disciplinaire du dossier administratif d'un élève en cas de changement d'établissement	Chef d'établissement	2 mois	R511-13

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément national d'une association éducative complémentaire de l'enseignement public	Ministre chargé de l'éducation	6 mois	D551-4
Agrément académique d'une association éducative complémentaire de l'enseignement public	Recteur	6 mois	D551-4
Dispense d'épreuves pour les examens de l'enseignement supérieur (par l'acquisition de crédits européens capitalisables et transférables)	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D611-2
Inscription (y compris après équivalence de diplôme) dans un établissement d'enseignement supérieur public dans une formation diplômante (non sélective)	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D612-3
Inscription dans un autre établissement public d'enseignement supérieur public d'un étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur pour y acquérir une formation différente	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D612-7
Première inscription en 1ère année à l'université	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D612-9
Première inscription d'étudiants étrangers non ressortissants de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen ou de la Confédération helvétique en 1ère année de licence	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	7 mois	D612-16
Autorisation à entrer dans une procédure de validation d'études supérieures pour la délivrance d'un diplôme	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D613-34
Autorisation à entrer dans une procédure de validation des acquis de l'expérience pour la délivrance d'un diplôme	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D613-34
Autorisation à entrer dans une procédure de validation d'études, d'expériences professionnelles et d'acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D613-43
Dérogation au délai accordé pendant lequel l'interne doit valider sa formation en médecine	Président d'université	2 mois	R632-18
Changement de discipline dans la subdivision dans laquelle l'interne en médecine est affecté (« Exercice du droit au remords »)	Directeur d'unité de formation et de recherche d'université	2 mois	R632-21
Validation d'expérience en vue de la délivrance d'un diplôme d'études spécialisées complémentaires en médecine du groupe I	Commission ad hoc	6 mois	R632-77
Dérogation au nombre de stages effectués dans un même laboratoire par un interne en pharmacie	Président d'université	2 mois	D633-15
Dérogation au délai accordé pendant lequel l'interne en pharmacie doit valider sa formation	Président d'université	2 mois	D633-15
Dérogation au délai accordé pendant lequel l'interne en odontologie doit valider sa formation	Président d'université	2 mois	R634-15

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation à la limitation du nombre d'inscriptions à l'examen d'admission aux études d'audioprothésiste	Président d'université	2 mois	D636-3
Recevabilité de la candidature en vue de la délivrance du diplôme d'ingénieur diplômé par l'Etat	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	D642-12
Redoublement dans le cadre de la formation conduisant au diplôme supérieur d'arts appliqués	Chef d'établissement	2 mois	D642-21
Inscription à l'examen du diplôme supérieur d'arts appliqués	Recteur	2 mois	D642-24
Décision de positionnement qui fixe la durée de la formation requise pour le brevet de technicien supérieur d'un candidat de la formation continue	Recteur	2 mois	D643-10
Inscription à l'examen du brevet de technicien supérieur	Recteur	2 mois	D643-16
Dispense d'unités constitutives en vue de la délivrance du brevet de technicien supérieur pour un candidat titulaire de certains titres et diplômes ou justifiant de l'obtention de certaines unités ou du bénéfice de certaines épreuves d'un diplôme dans la limite de leur validité	Recteur	2 mois	D643-17
Habilitation d'un centre de formation d'apprenti ou d'une section d'apprentissage à pratiquer le contrôle en cours de formation pour le brevet de technicien supérieur	Recteur	3 mois	D643-21
Autorisation de passer l'examen du brevet de technicien supérieur en forme progressive à un candidat relevant d'un statut autre que scolaire ou apprenti	Recteur	2 mois	D643-22
Conservation de notes en vue de l'inscription à une session ultérieure au brevet de technicien supérieur	Recteur	2 mois	D643-23
Habilitation d'un établissement à dispenser une formation conduisant au diplôme des métiers d'art	Recteur	2 mois	D643-38
Admission en formation d'un candidat justifiant d'acquis professionnels ou ayant suivi une formation en relation avec la spécialité du diplôme des métiers d'art préparée	Recteur	2 mois	D643-43
Redoublement dans le cadre de la formation conduisant au diplôme national des métiers d'art	Chef d'établissement	2 mois	D643-46
Inscription à l'examen du diplôme national des métiers d'art	Recteur	2 mois	D643-53

Code de l'énergie

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation des accords commerciaux et financiers entre le gestionnaire d'un réseau de transport et l'entreprise verticalement intégrée	Commission de régulation de l'énergie	2 mois	L111-17

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Avis préalable sur les révocations des dirigeants des gestionnaires de réseaux de distribution	Commission de régulation de l'énergie	2 mois	L111-66
Délivrance de certificats d'économies d'énergie standardisées	Pôle national des certificats d'économie d'énergie	2 mois	L221-7
Délivrance de certificats d'économies d'énergie « programmes »	Pôle national des certificats d'économie d'énergie	2 mois	L221-7
Autorisation d'exercice de l'activité d'achat revente d'électricité pour des consommateurs finals ou pour les gestionnaires de réseaux pour la couverture de leurs pertes	Ministre chargé de l'énergie	2 mois	L333-1
Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité des installations intérieures gaz	Ministre chargé de la construction et de la sécurité du gaz	6 mois	L433-14
Notification des projets concernant les installations pétrolières comprises dans une usine exercée de raffinage de pétrole brut ou de produits pétroliers	Ministre chargé des hydrocarbures	2 mois	L641-2

Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Entrée en France d'un étranger dans les aéroports affectés à titre exclusif ou principal au ministère de la défense.	Commandement de l'unité de la gendarmerie maritime ou de la gendarmerie de l'air	2 mois	R213-1
Validation d'un avenant à la convention de stage d'un étranger qui a demandé la délivrance d'une carte de séjour portant la mention « stagiaire »	Préfet	15 jours	R313-10-4
Renouvellement d'agrément d'une association de placement d'étrangers en vue d'un stage en entreprise ou d'une formation	Ministre chargé de l'immigration	2 mois	R313-10-5

Code de l'environnement

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des associations de protection de l'environnement	Préfet de département pour les agréments délivrés dans un cadre départemental ou régional, ministre dans le cadre national	6 mois	L141-1
Habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable	Préfet de département pour les habilitations de niveau départemental, préfet de région pour celles de niveau régional, ministre pour celles de niveau national.	4 mois	L141-3
Agrément du dispositif de suivi régulier des rejets	Agence de l'eau	2 mois	L213-10-2
Déclaration « loi sur l'eau » Déclaration des activités, installations et usages de l'eau, milieux aquatiques et marins	Préfet de département	2 mois	L214-1 et suivants

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'un document de planification, d'un programme, d'un projet, d'une manifestation ou intervention susceptible d'affecter un site Natura 2000 et qui ne relève pas d'un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration au titre d'une législation ou d'une réglementation distincte de Natura 2000	Préfet	2 mois	L414-4 (IV)
Déclaration d'un établissement de chasse commerciale	Préfet	2 mois	L424-3 (II)
Autorisation d'introduction dans le milieu naturel de grand gibiers	Préfet	2 mois	L424-11
Autorisation de prélèvement d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée	Préfet	2 mois	L424-11
Application à un plan d'eau des dispositions du titre III pour une durée minimale de cinq années consécutives	Préfet	2 mois	L431-5
Introduction d'espèces piscicoles	Préfet	2 mois	L432-10 (2°)
Agrément des piscicultures dont les produits sont utilisés au repeuplement	Préfet	2 mois	L432-12
Autorisation exceptionnelle de pêche	Préfet	2 mois	L436-9
Autorisation pour la collecte et le transport de déchets dangereux	Préfet	2 mois	L541-8
Autorisation de mise à l'arrêt définitif d'une canalisation de transport soumise à autorisation	Ministre chargé de la sécurité du transport par canalisation et ministre chargé de l'énergie le cas échéant, ou préfet	6 mois	L555-13
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)	Représentant de l'Etat en Nouvelle-Calédonie pour les agréments délivrés dans le cadre provincial ou territorial, ministre dans le cadre national	6 mois	L611-1
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables en Polynésie française)	Représentant de l'Etat en Polynésie Française pour les agréments délivrés dans le cadre territorial, ministre dans le cadre national	6 mois	L621-1
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)	Représentant de l'Etat à Wallis-et-Futuna pour les agréments délivrés dans le cadre d'une circonscription ou du territoire, ministre dans le cadre national	6 mois	L631-1
Agrément des associations de protection de l'environnement (dispositions applicables dans les Terres australes et antarctiques françaises)	Représentant de l'Etat dans les Terres australes et antarctiques françaises pour les agréments délivrés dans le cadre du territoire, ministre dans le cadre national	6 mois	L640-1
Agrément des associations de protection de l'environnement	Préfet de département pour les agréments de niveaux départemental et régional, ministre pour l'agrément national.	6 mois	R141-15
Renouvellement d'agrément de protection pour l'environnement	Préfet de département pour les agréments délivrés dans un cadre départemental ou régional, ministre dans le cadre national	6 mois	R141-17-2

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Habilitation à être désignée pour prendre part au débat sur l'environnement dans les instances consultatives examinant les politiques d'environnement et de développement durable	Préfet de département pour les habilitations de niveau départemental, préfet de région pour celles de niveau régional, ministre pour celles de niveau national.	4 mois	R141-22
Renouvellement d'habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable	Préfet de département pour les habilitations de niveau départemental, préfet de région pour celles de niveau régional, ministre pour celles de niveau national.	4 mois	R141-23
Reconnaissance de l'impossibilité avérée de mesure de prélèvement dans la ressource en eau	Agence de l'eau	2 mois	R213-48-14
Approbation de la déclaration d'un document de planification, d'un programme, d'un projet, d'une manifestation ou d'une intervention susceptible d'affecter un site Natura 2000, dans le cas où la législation ou la réglementation applicable au régime de déclaration concerné ne permet pas à l'autorité compétente de s'y opposer	Préfet ou autorité compétente pour recevoir la déclaration	2 mois	R414-24 (II)
Autorisation d'un document de planification, d'un programme, d'un projet, d'une manifestation ou intervention susceptible d'affecter un site Natura 2000 et qui ne relève pas d'un régime administratif d'autorisation, d'approbation ou de déclaration au titre d'une législation ou d'une réglementation distincte de Natura 2000	Préfet	2 mois	R414-28
Autorisation de lâcher des animaux nuisibles	Préfet	2 mois	R427-26
Introduction d'espèces piscicoles	Préfet	2 mois	R432-6
Autorisation exceptionnelle de pêche	Préfet	2 mois	R432-6
Agrément des organismes chargés des contrôles des cuves enterrées de liquides inflammables et de leurs équipements annexes	Ministre chargé des installations classées	2 mois	R512-71
Autorisation de changement d'exploitant pour les installations soumises à garanties financières par les 1° et 2° et 5° de l'article R516-1	Préfet	3 mois	R516-1
Renouvellement des agréments d'organismes délivrant les attestations de capacité aux personnels ou d'aptitude aux entreprises intervenant dans des domaines utilisant des gaz à effet de serre ou appauvrissant la couche d'ozone	Ministre chargé de l'environnement	2 mois avant la date d'échéance de l'agrément précédent	R521-60
Agrément pour une première utilisation confinée d'un organisme génétiquement modifié de classe de confinement 2	Ministre chargé de la recherche	45 jours	R532-11
Autorisation pour la collecte et le transport de déchets dangereux	Préfet	2 mois	R541-54

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des collecteurs de déchets de pneumatiques liés par contrat à un organisme collectif représentant les producteurs de pneumatiques	Préfet	6 mois	R543-145
Approbation des réseaux de centres de véhicules hors d'usage agréés mis en place par les producteurs ou groupements de producteurs de véhicules neufs	Ministre chargé de l'environnement	6 mois	R543-156-1
Renouvellement de l'agrément de l'exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage	Préfet	6 mois	R543-162
Renouvellement des agréments d'organismes délivrant les attestations de capacité aux personnels ou d'aptitude aux entreprises intervenant dans des domaines utilisant des gaz frigorigènes	Ministre chargé de l'environnement	2 mois avant la date d'échéance de l'agrément précédent	R543-99
Acceptation de la renonciation à l'affectation de transport de la canalisation	Ministre chargé de la sécurité du transport par canalisation et ministre chargé de l'énergie le cas échéant, ou préfet	2 mois	R555-26
Autorisation de la cession de propriété de la canalisation et des droits conférés par l'autorisation	Ministre chargé de la sécurité du transport par canalisation et ministre chargé de l'énergie le cas échéant, ou préfet	2 mois	R555-27
Autorisation de mise à l'arrêt définitif d'une canalisation de transport soumise à autorisation	Ministre chargé de la sécurité du transport par canalisation et ministre chargé de l'énergie le cas échéant, ou préfet	6 mois	R555-29
Possibilité de mise en service d'une canalisation de transport neuve sur présentation d'une déclaration de conformité, et aux conditions fixées par un arrêté d'application	Préfet	45 jours	R555-41
Renouvellement de l'habilitation d'un organisme de contrôle des canalisations de transport	Ministre chargé de la sécurité du transport par canalisation	6 mois	R555-49
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables en Nouvelle-Calédonie)	Représentant de l'Etat en Nouvelle-Calédonie pour les agréments délivrés dans le cadre provincial ou territorial, ministre dans le cadre national	6 mois	R611-1
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables en Polynésie française)	Représentant de l'Etat en Polynésie Française pour les agréments délivrés dans le cadre territorial, ministre dans le cadre national	6 mois	R621-1
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables à Wallis-et-Futuna)	Représentant de l'Etat à Wallis-et-Futuna pour les agréments délivrés dans le cadre d'une circonscription ou du territoire, ministre dans le cadre national	6 mois	R631-1
Renouvellement d'agrément de protection de l'environnement (dispositions applicables à Mayotte)	Représentant de l'Etat à Mayotte pour les agréments délivrés dans le cadre départemental, ministre dans le cadre national	6 mois	R651-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement d'habilitation à être désigné pour prendre part au débat sur l'environnement dans le cadre des instances consultatives ayant vocation à examiner les politiques d'environnement et de développement durable (dispositions applicables à Mayotte)	Préfet de département pour les habilitations de niveau départemental, préfet de région pour celles de niveau régional, ministre pour celles de niveau national.	4 mois	R651-1

Code de l'urbanisme

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de restauration ou de reconstruction d'anciens chalets d'alpage ou de bâtiments d'estive, ainsi que des extensions limitées lorsque la destination est liée à une activité professionnelle saisonnière	Préfet de département	4 mois	L145-3 (I)
Certificat d'urbanisme prévu au a) de l'article L410-1 du code de l'urbanisme, délivré au nom de l'Etat	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	1 mois	L410-1
Décisions de non-opposition à déclaration préalable et autres permis de construire, de démolir ou d'aménager délivrés au nom de l'Etat, hors ceux qui relèvent de dispositions réglementaires particulières du code de l'urbanisme relatives au sens de la décision implicite (R*424-2 et 3) ou de dispositions prévues par les décrets relatifs aux exceptions à l'application du principe « silence vaut accord »	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	Délais déterminés aux articles R*423-17 et suivants du code de l'urbanisme	L424-1
Permis de démolir, de construire, ou d'aménager délivré, au nom de l'Etat lorsqu'il y a lieu de consulter une commission nationale	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	5 mois	L424-1 et L424-2
Permis de construire, délivré au nom de l'Etat, portant sur des travaux relatifs à un établissement recevant du public et soumis à l'autorisation prévue à l'article L111-8 du code de la construction et de l'habitation	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	5 mois	L424-1 et L424-2
Permis de construire, délivré au nom de l'Etat, portant sur des travaux relatifs à un immeuble de grande hauteur et soumis à l'autorisation prévue à l'article L122-1 du code de la construction et de l'habitation en matière de sécurité	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	5 mois	L424-1 et L424-2
Agrément d'activités en région Île-de-France	Préfet de département ou préfet de région, selon les cas	2 mois	L510-1
Certificat d'urbanisme prévu au a) de l'article L410-1 du code de l'urbanisme, délivré au nom de l'Etat	Maire au nom de l'Etat ou préfet de département	1 mois	R*410-12
Agrément d'activités en région Île-de-France	Préfet de département ou préfet de région, selon les cas	2 mois	R510-2

Code de procédure pénale

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des associations de victimes d'accidents collectifs	Service de l'accès au l'accès et à la justice et de l'aide aux victimes	2 mois	2-15
Inscription des fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs auprès du ministère de la justice	Service de l'accès au l'accès et à la justice et de l'aide aux victimes	2 mois	2-15
Travail pour son propre compte ou pour le compte d'une association (à la demande d'une personne détenue)	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	718
Agrément des associations de victimes d'accidents collectifs	Service de l'accès au l'accès et à la justice et de l'aide aux victimes	2 mois	D1
Inscription des fédérations d'associations de victimes d'accidents collectifs auprès du ministère de la justice	Service de l'accès au l'accès et à la justice et de l'aide aux victimes	2 mois	R1-1
Restitution de documents personnels détenus par le greffe	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-1
Assistance ou représentation par un avocat ou un mandataire	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-8
Accès aux éléments de la procédure hors procédure en matière disciplinaire et isolement	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-9
Obtention de vêtements	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 10)
Obtention de produits d'hygiène personnelle	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 12)
Possession d'une somme d'argent à l'occasion d'une hospitalisation	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 14-II)
Réception ou envoi de publications écrites et audiovisuelles par dépôt à l'établissement	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 19-III, 3°)
Sortie d'un écrit rédigé en détention en vue de sa publication	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 19-V)
Remise d'objets à un tiers	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 24-III)
Achat de biens en cantine	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 25)
Envoi d'argent à la famille	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 30)
Perception de subsides de la part d'une personne non titulaire d'un permis de visite	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 30)
Perception de subsides non soumis à répartition	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 30)
Entretien avec le chef d'établissement	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 34)
Certificat de présence	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 36)
Report d'élargissement	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-18 (Règlement intérieur type – article 37)
Accès au point d'accès au droit	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-22
Maintien d'un enfant de + de 18 mois auprès de la mère détenue	Directeur interrégional des services pénitentiaires territorialement compétent	2 mois	R57-6-23
Sortie d'un écrit rédigé en détention en vue de sa publication	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-6-23
Assistance par un avocat dans le cadre d'une procédure disciplinaire	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-7-16

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Levée de la mesure d'isolement dans l'hypothèse où l'isolement est prononcé à la demande du détenu	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-7-72
Obtention d'une consultation ou d'un examen médical	Médecin de l'unité de consultation et de soins ambulatoires (UCSA) ou du service médico-psychologique régional (SMPR)	2 mois	R57-8-1
Parloir équipé d'un dispositif de séparation	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-8-123°
Autorisation de téléphoner présentée par une personne condamnée	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-8-23
Entretien avec un aumônier	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-9-6
Entretien avec un aumônier pendant les heures de travail	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-9-6
Obtention d'objets ou de livres culturels	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	R57-9-7
Possession d'une somme d'argent à l'occasion d'une mesure de placement à l'extérieur, de placement sous surveillance électronique, de semi-liberté et de permission de sortir	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D122
Envoi à un tiers ou consignation des sommes en possession de la personne détenue lors de son incarcération	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D319
Achat de biens en cantine	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D323
Versement au créancier de la personne détenue du montant du pécule de libération et de la part réservée aux parties civiles pour les détenus sous contrainte judiciaire	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D327
Versement d'une somme d'argent à l'extérieur par un détenu condamné	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D330
Maintien d'un enfant de + de 18 mois auprès de la mère détenue	Directeur interrégional des services pénitentiaires territorialement compétent	2 mois	D401-1
Travail pour son propre compte ou pour le compte d'une association (à la demande d'une personne détenue)	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D432-3
Présentation aux épreuves d'un examen	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D436-3
Participation demandée par une personne détenue à la préparation et à l'animation d'une activité	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D446
Organisation d'une réunion entre personnes détenues du régime spécial	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D494
Autorisation de téléphoner demandée par un mineur condamné	Directeur de l'établissement	2 mois	D515-1
Mesure de protection individuelle	Directeur de l'établissement pénitentiaire	2 mois	D520

Code des assurances

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Organismes d'assurances : Substitution d'unités de comptes immobilière	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L160-11 et R131-4, et R223-4 et A223-4 du code de la mutualité, et A932-3-9 du code de la sécurité sociale

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Affiliation, retrait ou exclusion d'un organisme d'assurance à une société de groupe d'assurance ou société de groupe d'assurance mutuelle (SGAM)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L322-1-3 et L322-1-4, R322-161 et R322-165
Approbation du transfert du siège social d'une entreprise d'assurance constituée sous forme de société européenne ou création d'une société européenne par voie de fusion	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L322-29
Transfert de portefeuilles entre sociétés européennes, par des entreprises d'assurance	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L324-1 et L364-1
Transfert de portefeuilles de sociétés d'assurance et de réassurance (consultation de l'autorité de contrôle de l'Etat membre concerné)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L324-1, L324-2, L324-1-2 et R324-1
Entreprises d'assurance et de réassurance (autorisation de changement des statuts)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R310-6-1
Changements de dirigeants des organismes d'assurance	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R321-17-1
Autorisation de changement de modalités de gestion de la branche d'assurance de protection juridique	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	1 mois	R322-1-2 et R211-20 du code de la mutualité
Modification de la répartition du capital (prise ou augmentation de participation)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	Soixante jours ouvrables, d'une possibilité d'une suspension qui ne peut excéder vingt jours ouvrables mais peut être portée à trente jours ouvrables : si le candidat acquéreur est établi hors de l'Union européenne ou relève d'une réglementation non communautaire ; ou si le candidat est une personne qui n'est pas soumise à une surveillance	R322-11-1-2 et A322-1
Modification de la répartition du capital (cession de participation)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	soixante jours ouvrables	R322-11-2
modification de la répartition du capital (cession de participation)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	soixante jours ouvrables	R322-11-3
Autorisation relative à l'émission des titres subordonnés des entreprises d'assurance et des institutions de prévoyance et de leurs unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R322-79 et A334-4, et R931-3-51 du code de la sécurité sociale
Autorisation préalable de modification du traité de réassurance par les sociétés d'assurance mutuelle (SAM) adhérant à une union de sociétés d'assurance mutuelles	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R322-117-1
Autorisations préalables des sociétés ou caisse d'assurance ou de réassurance mutuelles agricoles	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R322-132 et 322-133

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'opération de fusion ou scission sans transfert de portefeuille pour les entreprises d'assurance	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R324-3
Autorisation pour les entreprises d'assurance, pour les mutuelles et unions et pour les institutions de prévoyance et leurs unions d'utilisation de méthodes statistiques d'estimation des sinistres	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R331-15 et R212-25 du code de la mutualité et R931-10-16 du code de la sécurité sociale
Autorisation pour les entreprises d'assurances relative à la dispense d'application de la méthode réglementaire pour le calcul du coût des sinistres non manifestés	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R331-18
Autorisation pour les organismes d'assurance, pour les mutuelles et unions et pour les institutions de prévoyance et leurs unions, relative au taux utilisé pour le calcul de la dotation à la provision pour aléas financiers	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R332-20-1, et R212-54 du code de la mutualité, et R931-10-42 du code de la sécurité sociale
Acceptation des experts pour la réalisation d'expertise quinquennale pour établir la valeur réalisation des immeubles détenus par les organismes d'assurances	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R332-20-1, et R212-54 du code de la mutualité, et R931-10-42 du code de la sécurité sociale
Visa préalable pour les sociétés d'assurance relatif au dépôt ou à l'inscription en compte des actifs à la caisse des dépôts et consignations ou à la Banque de France	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R332-39 et R332-42
Autorisation pour les organismes d'assurance d'assurances, pour les mutuelles et unions et pour les institutions de prévoyance et leurs unions d'utiliser des instruments financiers à terme	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R332-48 et suivants, et R212-73 et suivants du code de la mutualité, et R931-10-51 et suivants du code de la sécurité sociale
Autorisation de remboursement des titres subordonnés remboursables (TSR) et des titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) des entreprises d'assurance, des mutuelles et unions et des institutions de prévoyance et de leurs unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	6 mois	A334-1, et A212-1 du code de la mutualité, et A931-10-1 du code de la sécurité sociale
Dérogation relative à l'exercice comptable des entreprises d'assurance et des institutions de prévoyance et de leurs unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R341-4 et R931-11-4 du code de la sécurité sociale
Dispense de calcul de la solvabilité ajustée des entreprises d'assurance, des mutuelles et unions et des institutions de prévoyance et de leurs unions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R334-41 et R334-44, et R213-2 du code de la mutualité, et R933-5 du code de la sécurité sociale

Code des douanes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de circulation des marchandises sur les routes visées à l'article 76-1 du code des douanes, pendant leurs heures de fermeture	Ministre chargé des douanes	2 mois	76-2
Statut d'entrepôt agréé	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	158 octies
Statut de destinataires enregistrés	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	158 nonies

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Statut de destinataires enregistrés à titre occasionnel	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	158 nonies
Statut d'expéditeur enregistré	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	158 decies
Agrément spécial en vue de la francisation sur la base d'une charte d'affrètement coque nue d'un navire qui ne répond pas aux conditions de propriété de l'article 219 I.2 du code des douanes	Ministre chargé de la mer et, conjointement, ministre chargé de l'économie et des finances (douane)	6 mois	219-I-3
Francisation des navires	Ministre chargé des douanes	6 mois	227
Délivrance du passeport aux navires battant pavillon étranger	Ministre chargé des douanes	6 mois	237
agrément des dispositifs de sélection et autorisation d'utilisation de gazole non routier dans un moteur assurant alternativement la propulsion du véhicule et le fonctionnement d'appareils spéciaux	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 B
Agrément des systèmes de dénaturation automatique de produits énergétiques (gazole en fioul domestique ou en gazole non routier, etc.).	Ministre chargé des douanes	6 mois	265 B
Décision d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker et distribuer des produits énergétiques, en exemption de de TICPE, qui sont destinés à un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 C
Décision d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker et distribuer des produits énergétiques, en exemption de TICPE, qui sont à un double usage ou qui sont destinés à être utilisés dans un procédé de fabrication de produits minéraux non métalliques	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 C
Autorisation pour le fournisseur de mettre à la consommation ou de verser sur le marché intérieur, en exonération de la taxe intérieure de consommation, certains produits, qui notamment par leurs usages spécifiques ne sont pas susceptibles de pouvoir être utilisés comme carburant combustible de chauffage	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1a)
Autorisation accordée à des utilisateurs pour recevoir et utiliser les produits pétrolier bénéficiant de l'exonération de taxe intérieure sur les produits énergétiques pour un usage autre que ceux de carburant et combustible de chauffage	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1a)
Autorisation accordée à des distributeurs de réceptionner, stocker, manipuler et distribuer les produits pétroliers bénéficiant de l'exonération de la taxe intérieure de consommation pour un usage autre que ceux de carburant et combustible de chauffage	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1a)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'utiliser du carburéacteur aéronautique exonéré de TICPE (attestation d'identification et autorisation expresse pour usages dérogatoires)	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1b et 2)
Création et modification des autorisations de dépôts spéciaux de carburants d'aviation (DSCA)	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1b)
Création et modification des autorisations de stockage spéciaux de carburant d'aviation (SSCA)	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1b)
Décision de fermeture des entrepôts fictifs pour compte d'autrui (EFCA), DSCA et SSAC	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1b)
Autorisation (et dérogation) (attestation d'identification et autorisation expresse pour usages dérogatoires) pour l'utilisation des essences et du gazole, ainsi que des produits pétroliers, destinés à l'avitaillement des navires	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1c)
Autorisation de constitution de dépôt spécial d'avitaillement des navires	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1c)
Autorisation de constitution d'un stockage à terre (stockage spécial de carburants maritimes)	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1c)
Attestation d'identification pour bénéficiaire du régime fiscal privilégié du carburant affecté au transport fluvial de marchandises	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1 ^e)
Octroi, modification et renouvellement des autorisations de constitution de dépôts spéciaux de carburant fluvial (DSCF)	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1 ^e)
Fermeture des DSCF	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (1 ^e)
Décision d'identification des distributeurs permettant de recevoir, stocker et distribuer des produits énergétiques, en exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) destinés à la production d'électricité	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (3a)
Décision d'identification des utilisateurs permettant de recevoir et utiliser des produits énergétiques, en exonération de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE), destinés à la production d'électricité	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	265 bis (3a)

Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Carte de combattant volontaire de la Résistance	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	L262
Carte de déporté et interné résistant	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	L272 et L273
Carte de déporté et interné politique	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	L286 et L288
Carte de réfractaire	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	L296

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Carte de personne contrainte au travail	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	L308
Carte de victime de la captivité en Algérie	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	L319-1
Prise en charge des produits et prestations médicales ainsi que des frais de transport au bénéfice des personnes titulaire d'une pension d'invalidité	Direction des ressources humaines	2 mois	R102-1 et R102-2
Agrément d'un établissement d'accueil afin de recevoir des pupilles de la Nation (établissement dont l'action s'étend à plusieurs départements).	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	2 mois	R515 à R519

Code des postes et des communications électroniques

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Demandes de suspension de l'interconnexion ou de l'accès	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP)	2 mois	L34-8 et D99-7
Désignation des organismes notifiés	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP)	2 mois	L36-7 (2°), R20-14 et R20-16
Encadrement des tarifs des opérateurs exerçant une influence significative sur un marché pertinent du secteur des communications électroniques	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP)	3 semaines	L36-7 (5°), L38-1 (2°) et D315
Encadrement des tarifs des prestataires désignés pour la fourniture du service universel des communications électroniques	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP)	3 semaines	L36-7 (5°), L35-2 et R20-30-11 (IV)
Implantation, transfert ou modification de stations radioélectriques	Agence nationale des fréquences (ANFR)	2 mois	L43 et R20-44-11 (5°)
Catalogue du service universel postal – Projet d'évolution du catalogue du service universel postal	Les ministres chargés des postes et de l'économie	2 mois	R1-1-10
Tarifs de la presse – Evolutions tarifaires liées à la mission presse de La Poste	Les ministres chargés des postes et de l'économie	2 mois	R1-1-17
Autorisation des opérateurs postaux	Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP)	2 mois	R1-2-4 et R1-2-5
Désignation des laboratoires chargés d'effectuer des tests sur les équipements prélevés sur le marché	Ministre chargé des communications électroniques	2 mois	R20-20 et R20-14

Code des transports

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Immatriculation des entreprises de la batellerie au registre tenu par la Chambre nationale de la batellerie artisanale	Chambre nationale de la batellerie artisanale	2 mois	L4431-1
Inscription au registre des patrons et compagnons bateliers	Chambre nationale de la batellerie artisanale	2 mois	L4432-1
Autorisation d'embarquement au rôle d'équipage en qualité d'élève stagiaire de l'enseignement professionnel maritime (secondaire)	Préfet	3 mois	L5545-6

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de déplacement d'un établissement ou d'un matériel flottant (autorisation spéciale de transport)	Voies navigables de France	2 mois	R4241-37
Attestation de capacité professionnelle nécessaire pour exercer la profession de transporteur fluvial par équivalence de diplôme ou reconnaissance de l'expérience professionnelle	Préfet Nord-Pas-de-Calais	2 mois	R4421-3 et R4421-4
Inscription au registre des courtiers de fret fluvial	Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais	2 mois	R4441-2
Attestation de capacité professionnelle nécessaire pour exercer la profession de courtier fluvial	Préfet de la Région Nord-Pas-de-Calais	2 mois	R4441-3 et R4441-4

Code du cinéma et de l'image animée

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'exercice de la profession d'exploitant d'établissement de spectacles cinématographiques	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	L212-2
Autorisation préalable à l'exploitation d'un établissement commercial	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	L212-14
Bénéfice des avantages de la qualification de ciné-clubs	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	L214-1
Dérogation à l'interdiction, pour les associations et groupements à but non lucratif, de réaliser plus de six séances de représentation d'œuvres cinématographiques de longue durée	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	L214-2
Autorisation d'organisation d'une séance de spectacle cinématographique en plein air	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	L214-6
Dérogation au délai d'exploitation d'une œuvre cinématographique sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	L231-1
Autorisation d'exercice de la profession d'exploitant d'établissement de spectacles cinématographiques	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	R212-4
Autorisation préalable à l'exploitation d'un établissement commercial	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	R212-12
Agrément préalable d'un groupement ou d'une entente de programmation	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	3 mois	R212-24
Homologation des engagements de programmation souscrits par les groupements ou ententes de programmation et des propositions d'engagements de programmation souscrits par les exploitants d'établissements de spectacles cinématographiques	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	3 mois	R212-35
Agrément d'une formule d'accès au cinéma donnant droit à des entrées multiples	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	3 mois	R212-52
Dérogation à l'interdiction de délivrer des billets imprimés en dehors des guichets des établissements de spectacles cinématographiques	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D212-73

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Homologation des systèmes informatisés de billetterie d'établissement de spectacles cinématographiques	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D212-79
Dérogation à l'interdiction, pour les associations et groupements à but non lucratif, de réaliser plus de six séances de représentation d'œuvres cinématographiques de longue durée	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D214-2
Habilitation des ciné-clubs à diffuser la culture par le cinéma	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D214-4
Dérogation au délai d'exploitation d'une œuvre cinématographique sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D231-2
Dérogation au délai d'exploitation d'une œuvre cinématographique sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D231-3
Homologation de la renonciation à la spécialisation d'une salle d'un établissement de spectacles cinématographiques dans la représentation d'œuvres cinématographiques à caractère pornographique	Président du Centre national du cinéma et de l'image animée	2 mois	D311-9

Code du patrimoine

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	L111-2
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	L111-7
Classement des archives privées comme archives historiques	Ministre chargé de la culture	10 mois	L212-15
Autorisation de travaux sur des archives classées comme archives historiques	Ministre chargé de la culture	4 mois	L212-25
Déclassement des archives privées comme archives historiques	Ministre chargé de la culture	10 mois	L212-26
Autorisation de destruction d'archives privées classées comme archives historiques	Ministre chargé de la culture	2 mois	L212-27
Autorisation de fouille préventive	Préfet de région ou lorsque les projets d'aménagement sont prévus en domaine public maritime, le ministre chargé de la culture (département de la recherche archéologique sous marine et subaquatique)	2 mois	L523-9

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'installation de bâches d'échafaudages comportant de l'affichage sur monuments historiques classés ou inscrits	Préfet de région	2 mois	L621-29-8
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-1
Certificat d'exportation de biens culturels mentionnés à l'article L111-2 du code du patrimoine	Ministre chargé de la culture	4 mois	R111-6
Certificat d'exportation d'archives privées non classées dont la reproduction est requise en application de l'article L212-29 du code du patrimoine	Ministre chargé de la culture	6 mois	R111-6
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-13
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-14
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-15
Autorisation d'exportation temporaire de biens culturels hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-15
Autorisation d'exportation temporaire des trésors nationaux hors du territoire douanier aux fins de restauration, d'expertise, de participation à une manifestation culturelle ou de dépôt dans une collection publique	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-16
Licence d'exportation temporaire ou définitive des biens culturels hors du territoire douanier de l'Union Européenne	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-19
Licence d'exportation temporaire hors du territoire douanier de l'Union européenne des trésors nationaux (autorisation de sortie communautaire)	Ministre chargé de la culture	2 mois	R111-20
Classement des archives privées comme archives historiques	Ministre chargé de la culture	10 mois	R212-79
Autorisation de travaux sur des archives classées comme archives historiques	Ministre chargé de la culture	4 mois	R212-84

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation d'un projet scientifique et culturel, d'un programme de conservation et de présentation des collections et d'un programme architectural d'un musée de France	Ministre chargé de la culture	4 mois	R442-1
Approbation d'un projet scientifique et culturel, d'un programme de conservation et de présentation des collections et d'un programme architectural d'un musée de France	Ministre chargé de la culture	4 mois	D442-15
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche	Préfet de région	2 mois	R523-1
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-1
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche	Préfet de région	2 mois	R523-2
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-2
Autorisation de fouille préventive	Préfet de région	2 mois	R523-2
Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-2
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche	Préfet de région	2 mois	R523-21
Modalités de réalisation du diagnostic relatif à un aménagement réalisé par tranche lorsque le projet d'aménagement est prévu sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-21
Autorisation de fouille préventive	Préfet de région	2 mois	R523-45
Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-45
Autorisation de fouille préventive	Préfet de région	2 mois	R523-46
Autorisation de fouille préventive lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-46
Attestation de libération de terrain	Préfet de région	15 jours	R523-59
Attestation de libération de terrain lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	15 jours	R523-59
Certificat relatif à la libération de terrain	Préfet de région	2 mois	R523-59
Certificat relatif à la libération de terrain lorsque les projets d'aménagement sont prévus sur le domaine public maritime	Ministre chargé de la culture	2 mois	R523-59
Autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Préfet de région	6 mois	R621-13

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de travaux sur un immeuble classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministre chargé de la culture	12 mois	R621-13
Autorisation d'installation de bâches d'échafaudages comportant de l'affichage sur «monument historique (MH) classés ou inscrits	Préfet de région	2 mois	R621-86
Autorisation d'affichage sur un immeuble classé, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Préfet de région	6 mois	R621-88
Autorisation d'affichage sur un immeuble classé, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministre chargé de la culture	12 mois	R621-88
Autorisation d'affichage sur un immeuble inscrit	Préfet de région	4 mois	R621-88
Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Préfet de région	6 mois	R622-15
Autorisation de travaux sur un objet mobilier classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministre chargé de la culture	12 mois	R622-15
Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques, sans évocation par le ministre chargé de la culture	Préfet de région	12 mois	R622-15
Autorisation de travaux sur un orgue classé au titre des monuments historiques, avec évocation par le ministre chargé de la culture	Ministre chargé de la culture	12 mois	R622-15

Code du service national

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Report de la participation à la Journée défense et citoyenneté	Direction du service national	2 mois	R*112-3
Exemption médicale à la participation à la Journée défense et citoyenneté	Direction du service national	2 mois	R*112-6
Régularisation de la participation à la Journée défense et citoyenneté pour les personnes ne l'ayant pas effectuée.	Direction du service national	2 mois	R*112-10 et R*112-11
Participation des français établis hors de France de participer à l'occasion d'un séjour sur le territoire national à une session de la Journée défense et citoyenneté	Direction du service national	2 mois	R*112-17

Code du sport

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des associations sportives	Préfet	2 mois	L121-4
Approbation de la convention conclue entre une association sportive et la société sportive qu'elle a constituée	Préfet	2 mois	L122-15

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de suppression ou de modification de l'affectation d'un équipement sportif privé dont le financement a été partiellement par une ou plusieurs personnes morales de droit public	Préfet ou directeur général du Centre national pour le développement du sport	2 mois	L312-3
Agrément de la formation au brevet d'aptitude professionnelle d'assistant-animateur technicien de la jeunesse et des sports	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	A212-5
Habilitation des organismes de formation préparant au brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	R212-32
Equivalence pour l'obtention du brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	D212-34
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « perfectionnement sportif »	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	D212-48
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport, spécialité « animation socioéducative ou culturelle »	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	D212-48
Equivalence pour l'obtention du diplôme d'Etat de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	D212-50
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « performance sportive »	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	R212-64
Habilitation des organismes de formation préparant au diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport spécialité « animation socio-éducative ou culturelle »	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	R212-64
Equivalence avec le diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	6 mois	D212-66
Déclaration d'exercice à titre temporaire et occasionnel de la profession d'éducateur sportif par le ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen.	Préfet	1 mois, 2 mois à compter de la réception du complément d'information, ou 3 mois à compter de la réception du dossier de déclaration complet	R212-92
Autorisation de surveillance d'un établissement de baignade d'accès payant par du personnel ne portant pas le titre de maître nageur sauveteur	Préfet	2 mois	A322-11
Autorisation des manifestations publiques de boxe	Préfet	10 jours	R331-46

Code du tourisme

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Classement des offices de tourisme	Préfet	2 mois	D133-24
Immatriculation des opérateurs de voyage	Atout France -Commission d'immatriculation mentionnée à l'article L141-2 du code du tourisme	1 mois	R211-21
Cartes de guide conférencier	Décision du préfet (compétence liée), recours hiérarchique exercé après du ministère	2 mois	R221-2
Immatriculation de véhicules de transport avec chauffeur	Atout France -Commission d'immatriculation mentionnée à l'article L141-2 du code du tourisme	1 mois	R231-3
Classement des hébergements touristiques marchands (Hôtels, Résidences de tourisme, Villages résidentiels de tourisme, Villages de vacances, Terrains de campings, Parcs résidentiels de loisirs)	Atout France	1 mois	D311-8, D321-6, D323-7, D325-7, D332-4, et D333-5-1
Meublés de tourisme	Organisme évaluateur	1 mois	D324-4
Agrément « tourisme social »	Préfet	2 mois	R421-1

Code du travail

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Validation de l'accord collectif majoritaire ou homologation du document élaboré par l'employeur en cas de licenciement de dix salariés ou plus dans une même période de trente jours dans les entreprises soumises à l'obligation d'établir un plan de sauvegarde de l'emploi	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	15 jours en cas d'accord collectif, 21 jours pour le document unilatéral	L1233-57-1
Homologation des ruptures conventionnelles	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	15 jours ouvrables	L1237-14
Autorisation de dépassement de la durée quotidienne maximale de travail effectué par un salarié	Inspecteur du travail	15 jours	L3121-34
Autorisation de dépassement de la durée maximale hebdomadaire absolue du travail	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	L3121-35 (2 ^e alinéa)
Dérogation à la durée moyenne hebdomadaire maximale pour un secteur d'activité sur le plan national	Ministre chargé du travail	2 mois	L3121-36 et R3121-25
Dérogation à la durée moyenne hebdomadaire maximale pour un secteur d'activité sur le plan local	Ministre chargé du travail ou par délégation le Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	2 mois	L3121-36 et R3121-26
Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne de travail (si l'entreprise est dans un secteur d'activité faisant l'objet d'une dérogation ministérielle)	Inspecteur du travail	30 jours	L3121-36 (3 ^e alinéa) et R3121-27
Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne de travail (si la dérogation concerne une entreprise ne relevant pas d'un secteur d'activité faisant l'objet d'une dérogation ministérielle)	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	L3121-36 (3 ^e alinéa) et R3121-28
Autorisation de pratique des horaires individualisés	Inspecteur du travail	30 jours	L3122-24

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de substitution à la période 21h/6h, pour la définition du travail de nuit	Inspecteur du travail	30 jours	L3122-29 (dernier alinéa)
Dérogation à la durée quotidienne maximale de travail accompli par un travailleur de nuit	Inspecteur du travail	15 jours	L3122-34 (dernier alinéa)
Autorisation d'affectation des travailleurs à des postes de nuit	Inspecteur du travail	30 jours	L3122-36
Dérogation à la durée minimale de repos quotidien	Inspecteur du travail	15 jours	L3131-2
Autorisation d'organiser le travail de façon continue pour des raisons économiques et d'attribuer le repos hebdomadaire par roulement	Inspecteur du travail	30 jours	L3132-14
Dérogation permettant de prévoir que le personnel d'exécution fonctionne en deux groupes dont l'un, dénommé équipe de suppléance, a pour seule fonction de remplacer l'autre pendant le ou les jours de repos accordés au premier groupe	Inspecteur du travail	30 jours	L3132-18
Approbation des statuts de la caisse de congés payés du spectacle et de leurs modifications	Ministre chargé du travail	2 mois	L3141-30
Approbation des statuts et des règlements, ainsi que de leurs modifications, des caisses de congés payés des transports	Ministre chargé du travail	2 mois	L3141-30
Approbation du statut et des règlements, ainsi que de leur modification, des caisses des professions du bâtiment et des travaux publics	Ministre chargé du travail	2 mois	L3141-30
Dérogations aux durées quotidienne et hebdomadaire maximales de travail effectif des jeunes travailleurs	Inspecteur du travail	30 jours	L3162-1 (2 ^e alinéa)
Dérogation à l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes travailleurs salariés des établissements commerciaux et de ceux du spectacle	Inspecteur du travail	30 jours	L3163-2
Dérogation à l'obligation d'accorder deux jours de repos consécutifs par semaine aux jeunes travailleurs	Inspecteur du travail	30 jours	L3164-2
Agrément « entreprise solidaire d'utilité sociale »	Préfet du département	3 mois	L3332-17-1
Autorisation accordée aux mineurs de plus de quatorze ans d'exercer, pendant leurs vacances scolaires, des travaux adaptés à leur âge	Inspecteur du travail	8 jours	L4153-3
Dérogations à l'interdiction pour les travailleurs de moins de dix-huit ans d'être employés à certaines catégories de travaux mentionnés à l'article L4153-8	Inspecteur du travail	2 mois	L4153-9
Enregistrement des intervenants en prévention des risques professionnels	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	L4644-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Conformité des accords ou plans d'action contrat de génération dans les entreprises dont l'effectif est compris entre cinquante et moins de trois cents salariés ou qui appartiennent à un groupe dont l'effectif est compris entre cinquante et moins de trois cents salariés	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	3 semaines en cas d'accord, 6 semaines en cas de plan d'action	L5121-13
Conformité des accords ou plans d'action contrat de génération dans les entreprises, groupes ou établissements publics à caractère industriel et commercial employant au moins trois cents salariés	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	3 semaines en cas d'accord, 6 semaines en cas de plan d'action	L5121-13
Agrément d'une personne pour son embauche par un organisme de l'insertion par l'activité économique	Directeur général de Pôle emploi	5 jours	L5132-3
Dérogation aux durées quotidiennes et hebdomadaires maximales de travail effectif des apprentis de moins de dix-huit ans	Inspecteur du travail	30 jours	L6222-25
Dérogation à l'interdiction du travail de nuit pour les apprentis de moins de dix-huit ans	Inspecteur du travail	30 jours	L6222-26 (2 ^e alinéa)
Enregistrement de la déclaration d'activité d'une personne qui réalise des prestations de formation professionnelle continue	Préfet de région	30 jours	L6351-1
Agrément pour exercer les fonctions de parrain d'un salarié en contrat de professionnalisation dans les départements d'Outre-mer, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, et Saint-Pierre-et-Miquelon	Préfet	2 mois	L6523-4
Licence d'agence de mannequins	Préfet	2 mois	L7123-11
Renouvellement de l'agrément d'agences de mannequin pour l'engagement d'enfants de moins de seize ans	Préfet	1 mois	L7124-5
Agrément des personnes morales ou entreprises individuelles qui exercent les activités de service à la personne	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	3 mois	L7232-1
Agrément pour l'exercice d'une activité s'adressant à un public fragile dans le secteur des services	Préfet	3 mois	L7232-1 et 7232-4
Dérogation au nombre et à la composition de la délégation salariale au comité inter-entreprises	Inspecteur du travail	2 mois	R2323-29
Autorisation de dépasser la durée maximale quotidienne de dix heures pour les équipes de suppléances	Inspecteur du travail	30 jours	R3132-12
Exercice de la profession de restaurateur pour la délivrance de titres-restaurant	Commission nationale des titres restaurant	1 mois	R3262-31
Autorisation, en application du second alinéa de l'article L. 4154-1, d'employer des salariés titulaires d'un contrat de travail à durée déterminée ou des salariés temporaires pour accomplir les travaux mentionnés à l'article D. 4154-1.	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	1 mois	R4154-5
Dérogation accordées à l'employeur en matière d'aménagement des vestiaires collectifs, lavabos et douches	Inspecteur du travail	2 mois	R4228-16

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation par dérogation à l'article R4228-19 d'aménager les locaux affectés au travail pour permettre aux travailleurs d'y prendre leur repas, dès lors que l'activité de ces locaux ne comporte par l'emploi de substances ou de préparations dangereuses	Inspecteur du travail	2 mois	R4228-23 (2 ^e alinéa)
Dérogation lorsque l'application des mesures prévues en matière d'hébergement sur chantier est rendue difficile par les conditions d'exploitation du chantier	Inspecteur du travail	2 mois	R4534-151
Approbation des études de sécurité en matière de risque pyrotechnique	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	3 mois	R4462-30
Dérogations accordées aux prescriptions techniques applicables avant l'exécution de travaux (règles d'accès et règles de raccordement aux réseaux de distribution d'eau potable ou d'électricité)	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	2 mois	R4533-7
Approbation du choix par l'employeur de la forme du service de santé au travail	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	1 mois	R4622-4
Autorisation de cessation d'adhésion à un service de santé au travail interentreprises	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	1 mois	R4622-24
Agrément des services de santé au travail	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	4 mois	D4622-48
Dérogation à l'affectation à titre exclusif d'un médecin du travail au secteur réservé aux salariés temporaires	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	2 mois	D4625-7
Autorisation de placement en position de chômage partiel de ses salariés accordée à l'employeur lorsque l'entreprise est contrainte de réduire ou de suspendre temporairement son activité	Préfet	15 jours	R5122-2
Adaptation de la durée du contrat d'apprentissage entre 6 mois et un an lorsque la formation a pour objet l'acquisition d'un diplôme ou d'un titre relevant des cas prévus à l'article L6229-9 du code du travail	Recteur, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-8
Adaptation de la durée du contrat d'apprentissage lorsque la durée du contrat est de deux ans pour les personnes suivantes : 1° Celles titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ; 2° Celles ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ; 3° Celles titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu	Recteur, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-9

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Réduction d'un an de la durée du contrat d'apprentissage lorsqu'elle est fixée à deux ans et plus pour les personnes suivantes : 1° Celles titulaires d'un diplôme ou d'un titre homologué de niveau supérieur à celui qu'elles souhaitent préparer ; 2° Celles ayant accompli un stage de formation professionnelle conventionné ou agréé par l'Etat ou une région et ayant pour objet l'acquisition d'une qualification ; 3° Celles titulaires d'un diplôme de l'enseignement technologique ou professionnel ou d'un titre homologué et qui souhaitent préparer un diplôme ou un titre de même niveau, lorsque la nouvelle qualification recherchée est en rapport direct avec celle qui résulte du premier diplôme ou du titre obtenu	Recteur, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-16
Réduction, pour les apprentis engagés dans la préparation d'un baccalauréat professionnel, de la durée du contrat d'apprentissage, qui fait l'objet d'un avenant conclu en application des dispositions du deuxième alinéa de l'article L6222-22-1, dans les conditions prévues à l'article R6222-17 du code du travail	Recteur ou directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-16-1
Réduction d'un an de la durée du contrat d'apprentissage, en application de l'article R6222-16 ou de l'article R6222-16-1 du code du travail	Recteur ou directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-17
Dérogation à la date du début du contrat d'apprentissage	Recteur, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	deux semaines	R6222-19
Augmentation de la durée du contrat d'apprentissage	Recteur ou directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-46
Autorisation d'aménagement de la formation de l'apprenti handicapé	Recteur ou directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6222-51
Qualification en qualité de maître d'apprentissage d'une personne possédant une expérience professionnelle de trois ans en rapport avec le diplôme ou le titre préparé par l'apprenti	Recteur, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	1 mois	R6223-24 (3°)
Habilitation d'une convention conclue entre un centre de formation d'apprentis et une entreprise pour assurer une partie des enseignements	Recteur, Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	D6233-64
Agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle	Ministre chargé de la culture	6 mois	R7122-3

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance et renouvellement d'une licence d'entrepreneur de spectacles vivants	Ministre chargé de la culture	4 mois	R7122-13

Code du travail applicable à Mayotte

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation aux durées quotidienne et hebdomadaire maximales de travail effectif des apprentis de moins de dix-huit ans	Inspecteur du travail	30 jours	L114-3 (2 ^e alinéa)
Dérogation à l'interdiction du travail de nuit pour les apprentis de moins de dix-huit ans dans la boulangerie, la restauration et l'hôtellerie	Représentant de l'Etat à Mayotte	30 jours	L114-4
Autorisation d'effectuer des travaux dangereux nécessaires à la formation d'un apprenti	Inspecteur du travail	2 mois	L114-6
Autorisation de dépassement de la durée quotidienne maximale de travail effectif par salarié	Représentant de l'Etat	8 jours	L212-1
Dérogation à la durée hebdomadaire maximale moyenne de travail	Représentant de l'Etat à Mayotte	8 jours	L212-6
Autorisation de dépassement de la durée maximale hebdomadaire absolue du travail	Inspecteur du travail	8 jours	L212-6 (1 ^{er} alinéa)
Dérogations aux durées quotidienne et hebdomadaire maximales de travail effectif des jeunes travailleurs	Représentant de l'Etat à Mayotte	30 jours	L212-7
Autorisation de substitution à la période 20h/5h, pour la définition du travail de nuit	Inspecteur du travail	30 jours	L213-2
Dérogation à la durée quotidienne maximale de travail accompli par un travailleur de nuit	Inspecteur du travail	15 jours	L213-4
Autorisation d'affectation des travailleurs à des postes de nuit	Inspecteur du travail	30 jours	L213-5
Dérogation à l'interdiction du travail de nuit pour les jeunes travailleurs salariés des établissements commerciaux	Inspecteur du travail	30 jours	L213-6
Autorisation de donner le repos hebdomadaire un autre jour que le dimanche dans les entreprises industrielles fonctionnant à l'aide d'un personnel d'exécution et d'encadrement composé de deux groupes dont l'un a pour seule fonction de suppléer l'autre pendant le ou les jours de repos accordés à celui-ci en fin de semaine	Inspecteur du travail	30 jours	L221-6
Dispense de certaines des obligations relatives à l'aménagement des installations sanitaires	Directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Mayotte	2 mois	R232-23
Autorisation d'aménagement du local de restauration dans les locaux affectés au travail	Directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Mayotte	2 mois	R232-62

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation pour l'emploi de jeunes travailleurs de plus de 16 ans en tant que cueilleur-souffleur de verre à vitres et de conducteur de machine de fabrication mécanique	Directeur des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à Mayotte	2 mois	R234-14

Code forestier

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de coupes dans les bois et forêts ne présentant pas de garantie de gestion durable	Préfet	4 mois	L124-5
Rapport de la décision de mise en demeure de faire exploiter des fonds (mise en valeur agricole ou pastorale)	Préfet	2 mois	L133-10
Autorisations de coupes des végétaux situés sur les dunes côtières fixées par des plantes aréneuses	Préfet	4 mois	L143-2
Autorisation de fouilles dans les dunes du Pas-de-Calais	Préfet	4 mois	L143-3
Autorisation de vente ou d'échange de bois réservés au chauffage ou à la construction issus des ventes de coupes et produits de coupes des établissements d'utilité publique	Préfet	2 mois	L214-10
Autorisation de coupe non prévue par les plans simples de gestion pour les bois et forêts des particuliers relevant d'un plan simple de gestion (bois et forêts des particuliers non soumis au régime forestier)	Centre régional de la propriété forestière	6 mois	L312-5
Déclaration de coupe non prévue par les plans simples de gestion (mesures d'urgence) suite à notification par le centre régional de la propriété forestière (CRPF) de son opposition à la demande	Centre régional de la propriété forestière	15 jours	L312-5
Autorisation de coupe pour les bois et forêts des particuliers ne relevant pas d'un plan simple de gestion	Préfet	4 mois	L312-9
Délivrance d'attestation reconnaissant la qualité de « gestionnaire forestier » professionnel	Préfet de région	4 mois	L315-1
Autorisation d'inclure, parmi les immeubles que possède un groupement forestier, ses accessoires ou dépendances inséparables destinés à la réalisation de son objet social, ainsi que les terrains à vocation pastorale nécessaires pour cantonner la pratique du pâturage hors des parties boisées justifiant d'une mise en défens ou des terrains à boiser du groupement	Préfet	4 mois	L331-6 (I)
Autorisation, par les établissements d'utilité publique, de faire apport de fonds aux groupements forestiers	Préfet	2 mois	L331-6 (II)
Approbation des statuts d'un groupement forestier issu de la transformation d'une indivision	Préfet	2 mois	L331-8

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de défrichement (cas général, hors cas où la loi prévoit une autorisation expresse)	Préfet	2 mois avec possibilité de prorogation (jusqu'à 6 mois, puis 3 mois suppl.)	L341-3
Autorisation de travaux ayant pour but de créer les équipements indispensables à la mise en valeur et à la protection de la forêt, par exception, dans une forêt classée en forêt de de protection (droit d'opposition)	Préfet	2 mois	R141-14
Approbation d'un règlement d'exploitation pour les bois et forêts ne relevant pas du régime forestier mais classés comme forêt de protection	Préfet	6 mois	R141-19
Autorisation de coupe non prévue par un règlement d'exploitation	Préfet	4 mois	R141-20
Autorisations de coupes des végétaux situés sur les dunes côtières fixées par des plantes aréneuses	Préfet	4 mois	R143-2
Autorisation de fouilles dans les dunes du Pas-de-Calais	Préfet	4 mois	R143-5
Autorisation de vente ou d'échange de bois réservés au chauffage ou à la construction issus des ventes de coupes et produits de coupes des établissements d'utilité publique	Préfet	2 mois	R214-27
Affranchissement de droits d'usage au bois pour les bois et forêts appartenant à des établissements d'utilité publique	Préfet	2 mois	R242-2
Dispense de l'obligation de présenter un plan simple de gestion	Centre national de la propriété forestière	6 mois	R312-3
Agrément d'un avenant au plan de simple de gestion agréé (ne portant que sur les travaux dont la réalisation est facultative, sauf procédure spéciale prévue à l'art. L122-7 du code forestier)	Centre national de la propriété forestière	1 mois	R312-10
Autorisation de coupe non prévue par les plans simples de gestion pour les bois et forêts des particuliers relevant d'un plan simple de gestion (bois et forêts des particuliers non soumis au régime forestier)	Centre national de la propriété forestière	6 mois	R312-13
Déclaration de coupe non prévue par les plans simples de gestion (mesures d'urgence) suite à notification par le centre régional de la propriété forestière (CRPF) de son opposition à la demande	Centre national de la propriété forestière	15 jours	R312-16
Demande d'autorisation de coupes dans les bois et forêts ne présentant pas de garantie de gestion durable	Préfet	4 mois	R312-20
Autorisation de coupe pour les bois et forêts des particuliers ne relevant pas d'un plan simple de gestion	Préfet	4 mois	R312-20
Délivrance d'attestation reconnaissant la qualité de « gestionnaire forestier » professionnel	Préfet de région	4 mois	D314-3
Approbation des statuts d'un groupement forestier issu de la transformation d'une indivision	Préfet	2 mois	R331-5

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de défrichement (cas général, hors cas où la loi prévoit une autorisation expresse)	Préfet	2 mois avec possibilité de prorogation (jusqu'à 6 mois, puis 3 mois suppl.)	R341-4

Code général de la propriété des personnes publiques

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément de cession de titres d'occupations constitutifs de droits réels sur le domaine public de l'État	Préfet lorsque le titre d'occupation a été délivré par cette autorité. Ministre chargé du domaine ou ministre intéressé lorsque le titre d'occupation a été délivré par ces autorités. Ministre de la défense lorsque le titre a été délivré par cette autorité. Autorité compétente d'un établissement public de l'Etat ou ministre chargé du domaine ou ministre de tutelle lorsque le titre d'occupation a été délivré par ces autorités	3 mois	R2122-20
Agrément de transmission de titres d'occupations constitutifs de droits réels sur le domaine public	Préfet lorsque le titre d'occupation a été délivré par cette autorité. Ministre chargé du domaine et ministre intéressé lorsque le titre d'occupation a été délivré par ces autorités. Ministre de la défense lorsque le titre d'occupation a été délivré par cette autorité. Autorité compétente d'un établissement public de l'Etat ou Ministre chargé du domaine et ministre de tutelle lorsque le titre d'occupation a été délivré par ces autorités	3 mois	R2122-23
Agrément des contrats de crédit bail pour le financement des ouvrages prévus par les titres d'occupation constitutifs de droits réels. (investissement supérieur à 3 M€)	Ministre chargé du budget	4 mois	R2122-27
Agrément des contrats de crédit bail pour le financement des ouvrages prévus par les titres d'occupation constitutifs de droits réels. (investissement inférieur à 3 M€)	Directeur départemental des finances publiques	2 mois	R2122-27

Code général des collectivités territoriales

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques	Ministre chargé de l'environnement et ministre chargé de la santé	3 mois à compter de la notification de l'avis de l'organisme notifié auprès des ministres compétents	L2224-8
Agrément pour la formation des élus locaux	Ministre de l'intérieur	4 mois	R1221-1 et suivants
Agrément des produits destinés aux soins de conservation du corps de la personne décédée	Ministre chargé de la santé	6 mois	R2213-3

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des matériaux biodégradables composant la garniture étanche du cercueil	Ministre chargé de la santé	6 mois	R2213-25 (1 ^{er} alinéa)
Agrément des matériaux destinés à la fabrication des cercueils	Ministre chargé de la santé	6 mois	R2213-25 (3 ^e alinéa)
Autorisation de création ou d'extension des chambres funéraires	Préfet	4 mois	R2223-74

Code général des impôts

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Conventionnement des tiers de confiance habilités à conserver les pièces justificatives de déductions du revenu global, de réductions ou de crédit d'impôt en matière d'impôt sur le revenu	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois, portés à 3 mois en cas de difficultés	170 ter + article 95 ZH de l'annexe II
Agrément "aide fiscale à l'investissement outre-mer" (logements)	Ministre chargé du budget	SVA 2 ou 3 mois	199 undecies A
Agrément "aide fiscale à l'investissement outre-mer" (investissements productifs neufs pour des activités industrielles, commerciales ou artisanales)	Ministre chargé du budget	SVA 2 ou 3 mois	199 undecies B
Agrément "aide fiscale à l'investissement outre-mer" (logements neufs loués)	Ministre chargé du budget	SVA 2 ou 3 mois	199 undecies C
Agrément "aide fiscale à l'investissement outre-mer" (investissements productifs et logements neufs loués)	Ministre chargé du budget	SVA 2 ou 3 mois	217 undecies (III) et 140 terdecies de l'annexe II
Fixation ou révision de taux annuels de déchets ou de pertes observés en cours de fabrication ou de transformation d'alcools et de boissons alcooliques accordés aux entrepositaires agréés par entrepôt suspensif de droits d'accises,	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	302 D (premier alinéa du 2 ^o du 1 du I) et article 111-00 B de l'annexe III
Autorisation du procédé de dénaturation de l'alcool	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	302 D bis (b du I)
Autorisation de décharges de manquants pour les pertes de marchandises constatées lors de livraisons d'alcool, de boissons alcooliques ou de tabacs manufacturés en suspension de droits d'accises, à destination d'un entrepositaire agréé, d'un opérateur enregistré ou d'un opérateur non enregistré	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	302 K
Autorisation préalable des personnes qui désirent importer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, obtenir en location, faire réparer ou transformer un ou plusieurs appareils ou portions d'appareils propres à la distillation, à la fabrication ou au repassage	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	306 et article 50 C de l'annexe IV
Dispense de la formalité de scellement d'appareils ou de portions d'appareils propres à la distillation	Directeur régional des douanes et des droits indirects	2 mois	309 et article 289 de l'annexe II
Délivrance de permis de circulation pour les alambics utilisés par les loueurs d'alambics	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	311 bis

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de remplacer le carnet de réception de sucre, glucose, isoglucose et de sirop d'inuline par tous autres registres ou documents présentant les mêmes indications	Directeur régional des douanes et des droits indirects	2 mois	425 (2 ^e alinéa) et article 289 de l'annexe II
Autorisation d'attester la garantie du titre des ouvrages en métaux précieux par marquage au laser	Directeur régional des douanes et des droits indirects	6 mois	523 (articles 275 bis B à 275 bis L et 275 ter à 275 ter P de l'annexe II, articles 56 J duodecimes et 56 J terdecies de l'annexe IV)
Agrément des acheteurs-revendeurs de tabacs manufacturés	Ministre chargé des douanes puis en juillet 2014 directeur régional des douanes et des droits indirects	4 mois	568
Agrément fournisseurs et des fabricants de tabacs manufacturés	Ministre chargé des douanes puis en juillet 2014 directeur régional des douanes et des droits indirects	4 mois	570-III (article 276 de l'annexe II)
Agrément des organismes agréés	Commission régionale d'agrément ou le Directeur régional des finances publiques	4 mois	1649 quater C (et 371 H et 371 T de l'annexe II au CGI), et décret n°2005-1253 du 4 octobre 2005
Autorisation et conventionnement du « visa fiscal » des Professionnels de l'expertise comptable	Commissaire du gouvernement auprès du conseil régional de l'ordre des expert-comptables	4 mois	1649 quater L (et 371 bis B de l'annexe II au CGI)

Annexe II au code général des impôts

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des organismes agréés	Commission régionale d'agrément ou le Directeur régional des finances publiques	4 mois	371 H, 371 T, et décret n° 2005-1253 du 4 octobre 2005

Annexe III au code général des impôts

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Admission en décharge des quantités d'alcool ou de boissons alcooliques en cas de pertes accidentelles	Directeur régional des douanes et des droits indirects	6 mois	111-00 A (3 ^e alinéa)
Attribution et révision du taux annuel de pertes ou de déchets	Directeur régional des douanes et des droits indirects	6 mois	111-00 B
Attribution et retrait du numéro d'identification des intermédiaires et attribution et retrait du numéro d'identification des utilisateurs d'alcools et de boissons alcooliques en exonération de droits d'accises	Directeur régional des douanes et des droits indirects	2 mois	111-0 E (2 ^o du II) et article 111-0F (1 ^o du I)
Autorisation donnée aux entrepositaires agréés mentionnés à l'article 302 G du code général des impôts et des débitants de boissons mentionnés aux articles 501 et 502 du même code, d'utiliser leurs factures ou tout autre document commercial	Directeur régional des douanes et des droits indirects	2 mois	111 H bis
Délivrance du numéro d'agrément des personnes responsables de l'embouteillage du produit	Directeur régional des douanes et des droits indirects	2 mois	111 I (et le a de l'article 50-0 C de l'annexe IV)
Agrément des procédés de dénatura-tion des essences d'absinthe et produits assimilés	Directeur régional des douanes et des droits indirects	2 mois	178 P (1 ^{er} alinéa)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense des formalités à la circulation	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	178 AA
Autorisation de procéder à un second essai sur les objets marqués du poinçon de la garantie	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	207

Annexe IV au code général des impôts

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation des entrepositaires agréés de rattacher un ou plusieurs chais ou locaux au site d'exploitation lorsqu'ils sont situés en dehors des limites fixées au I de l'article 50-00 B de l'annexe IV au code général des impôts	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	50-00 B (III)
Délivrance des certificats d'exportation préalable de rhums traditionnels des départements d'outre-mer en application de l'article 3 du décret du 30 mai 1997	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	52
Autorisation donnée à un négociant d'embouteiller des boissons alcooliques pour le compte d'un ou de plusieurs autres entrepositaires agréés	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 C (dernier alinéa)
Délivrance du numéro d'agrément de la personne responsable de l'embouteillage du produit	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 C (a)
Agrément d'un type de capsule représentative de droit	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 G
Agrément de compteur équipant les machines à fabriquer les marques fiscales représentatives de droits	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 I
Octroi des dérogations à l'emploi obligatoire des capsules fiscales pour le conditionnement des vins	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 U (2 ^e alinéa)
Autorisation donnée aux entrepositaires agréés d'apposer eux-mêmes, sur les capsules qu'ils utilisent, la marque fiscale et les autres mentions visées au 2 ^o du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 V
Agrément des machines destinées à apposer la marque fiscale et les autres mentions visées au 2 ^o du II de l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 V (2 ^e alinéa)
Habilitation à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 BW (1 ^{er} alinéa)
Autorisation de percevoir le droit de circulation par les personnes habilitées à répartir les capsules collectives représentatives des droits destinées aux récoltants	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54-0 BW (3 ^e alinéa)
Autorisation d'employer des empreintes fiscales en lieu et place de vignettes	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	54 A (II)
Autorisation délivrée aux établissements de spectacles de faire usage de distributeurs automatiques pour la délivrance de billets	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	128

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation donnée aux établissements de spectacles d'utiliser des carnets journaliers de billets	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	129
Autorisation de déroger aux règles fixées par les articles 127, 128 et 129 de l'annexe IV au code général des impôts en matière de billetterie pour les représentations occasionnelles	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	131
Dérogation applicable en matière de présentation des marques fiscales ou d'empreintes fournies par les machines à timbrer et par les matériels et logiciels informatiques	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 M, 164 AM (II) et 164 AL bis
Agrément préalable de prototypes de machines à timbrer et de leur modification ; retrait et révocation de cet agrément	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 P, 164 AB, 164 AL et 164 AL bis
Autorisation d'utiliser des machines à timbrer	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AD bis (1 ^{er} alinéa)
Autorisation de déplacement de la machine à timbrer en dehors de l'établissement désigné comme lieu d'exploitation	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AD bis (2 ^e alinéa)
Agrément préalable de prototypes de matériels mécaniques et de logiciel de validation et d'attestation de paiement des droits, agrément préalable de ces matériels eux-mêmes, retrait et révocation	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AP (I), 164 AT et 164 AW
Autorisation de mise en place ou d'installation, chez les utilisateurs, de matériels et logiciels mentionnés à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AP (III) et 164 AU (I)
Autorisation de cession des droits et avantages se rattachant à l'agrément préalable de matériels mécaniques et de logiciels de validation et d'attestation des paiements	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AQ (II)
Autorisation de déplacement des matériels ou logiciels mentionnés à l'article 164 AM de l'annexe IV au code général des impôts en dehors de l'établissement désigné comme le lieu d'exploitation	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AU (I)
Habilitation des usagers à apposer, à l'aide de leurs matériels ou logiciels, les marques fiscales sur des capsules dont ils font usage pour le compte de personnes pour lesquelles ils sont autorisés à embouteiller les vins, autres boissons fermentées	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	164 AU (VI)

Livres des procédures fiscales

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Rescrit abus de droit	Direction générale des finances publiques	6 mois	L64 B
Rescrit amortissements exceptionnels	Directeur départemental des finances publiques	3 mois	L80 B (2°)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Rescrit entreprises nouvelles	Directeur départemental des finances publiques	3 mois	L80 B (2°)
Rescrit Crédit d'impôt recherche	Directeur départemental des finances publiques	3 mois	L80 B (3°)
Rescrit Jeunes entreprise innovantes	Directeur départemental des finances publiques	3 mois	L80 B (4°)
Rescrit pôle de compétitivité	Directeur départemental des finances publiques	3 mois	L80 B (5°)
Rescrit établissement stable	Direction générale des finances publiques	3 mois	L80 B (6°)
Rescrit Qualification de la nature des revenus (bénéfices industriels et commerciaux - BIC/ bénéfices non commerciaux - BNC)	Directeur départemental des finances publiques	3 mois	L80 B (8°)
Rescrit Mécénat (organisations intergouvernementales - OIG)	Directeur départemental des finances publiques	6 mois	L80 C

Code minier

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renonciation à une autorisation de prospections préalables de substances minérales ou fossiles dans les fonds marins du plateau continental	Ministre chargé des mines	4 mois	L123-3
Fusion de permis exclusif de recherche	Ministre chargé des mines	1 an	L141-2
Résiliation d'amodiation	Ministre chargé des mines	15 mois pour l'amodiation de la concession et du permis d'exploitation outre-mer, 1 an pour l'amodiation du permis d'exploitation de géothermie	L143-13
Amodiation d'une concession, d'un permis d'exploitation outre-mer ou d'un permis d'exploitation de géothermie basse température	Ministre chargé des mines	15 mois pour l'amodiation de la concession et du permis d'exploitation outre-mer, 1 an pour l'amodiation du permis d'exploitation de géothermie	L143-9
Renonciation à un titre minier (permis de recherche, concession, autorisation de recherche géothermie, permis d'exploitation géothermie, permis d'exploitation outre-mer)	Ministre chargé des mines	18 mois pour la renonciation à une concession ou à un permis d'exploitation outre-mer, 15 mois pour un permis de recherche	L144-1
Arrêt définitif des travaux miniers (AP1 : premier donné acte)	Préfet	6 mois si la déclaration concerne une ou plusieurs installations particulières ou des travaux de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux; 8 mois dans les autres cas	L163-2

Code monétaire et financier

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Instruction des demandes d'Investissement étranger en France	Ministère de l'économie	2 mois	L151-3
Exemption d'agrément d'établissement de crédit pour les entreprises fournissant des services bancaires de paiement dans certaines conditions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L511-7-II
Modification de la répartition du capital (cession de participation)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	soixante jours ouvrables	L511-12-1 et L532-3-1 (ce régime est déterminé par le 2 et 3 de l'article 2 du règlement n° 96-16 du Comité de la réglementation bancaire et financière, applicable aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux entreprises d'investissement)
Modifications portant sur la forme juridique, la dénomination sociale, le nom commercial, le type d'opérations de banque pour lesquelles un établissement de crédit ou une société de financement a été agréé, la composition du collège des associés dans une société en nom collectif, l'identité du ou des commandités dans une société en commandite	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L511-12-1 et L532-3-1 (ce régime est déterminé par les articles 7, 14 et 16 du règlement n° 96-16 du Comité de la réglementation bancaire et financière applicables aux établissements de crédits, aux sociétés de financement et aux entreprises d'investissement)
Modification de la répartition du capital (prise ou augmentation de participation)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	soixante jours ouvrables, avec possibilité d'une suspension qui ne peut excéder vingt jours ouvrables mais peut être portée à trente jours ouvrables : si le candidat acquéreur est établi hors de l'Union européenne ou relève d'une réglementation non communautaire ; ou si le candidat est une personne qui n'est pas soumise à surveillance.	L511-12-1 et L532-3-1 (ce régime est issu de la transposition des articles 19 de la directive 2006/48/CE et 10 bis de la directive 2004/39/CE, tels que modifiés par la directive 2004/39/CE. Il est déterminé par les 2.1 et 2.2 de l'article 2 du règlement n° 96-16 du Comité de la réglementation bancaire et financière, applicable aux établissements de crédit, aux sociétés de financement et aux entreprises d'investissement)
Etablissements de crédit et entreprises d'investissement (transfert du siège social d'une société européenne, création d'une société européenne par fusion)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L511-13-1 (Etablissements de crédit) et L532-3-2 (Entreprises d'investissement)
Etablissements de crédit (transfert du siège social d'une société européenne, création d'une société européenne par fusion, loi du 10/09/1947)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L511-13-2
Avis sur la désignation des contrôleurs spécifiques des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L513-23 et L513-28
Exemption d'agrément d'établissement de paiement pour les entreprises fournissant des services de paiement dans certaines conditions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L521-3 et D521-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Etablissements de paiement-dirigeants	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L522-6, et art. 9, 13 et 14 arrêté du 29.10.09
Autorisation d'exercer l'activité de changeurs manuels	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L524-3, et art. 1 ^{er} de l'arrêté du 10.09.09
Exemption d'agrément d'établissement de monnaie électronique pour les entreprises émettant et gérant de la monnaie électronique dans certaines conditions	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	L525-5, L525-6 et D525-2
Etablissements de monnaie électronique-dirigeants	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L526-9 et L526-10, et art. 9, 13 et 14 arrêté du 02.05.13
Avis relatif à la désignation des commissaires aux comptes	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	L612-43 et D612-53 et suivants
Autorisation relative à la clôture l'exercice des établissements de crédit et des entreprises d'investissement à une autre date que le 31 décembre	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R511-6 et R533-1 (1 ^{er} alinéa)
Autorisation de report au-delà du 31 mai de l'assemblée générale des établissements de crédit et entreprises d'investissement	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R511-6 et R533-1 (1 ^{er} alinéa)
Autorisation pour des entreprises d'investissement, d'un projet de modification portant sur des éléments pris en compte lors de l'agrément d'un prestataire autre qu'une société de gestion (autres modifications, et services d'investissement autre que ceux des points 4 et 5 de l'article L321-1 du code monétaire et financier)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R532-6
Autorisation pour des entreprises d'investissement, d'un projet de modification portant sur des éléments pris en compte lors de l'agrément d'un prestataire autre qu'une société de gestion (services d'investissement au titre des points 4 et 5 de l'article L321-1 du code monétaire et financier)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et Autorité des marchés financiers (AMF)	4 mois	R532-6 (3 ^e alinéa)
Nomination ou renouvellement des personnes physiques mentionnées au I et au II de l'article L612-23-1 du code monétaire et financier, s'agissant des prestataires de services d'investissement	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	R612-29-3
Etablissements de crédit et sociétés de financement, entreprises d'investissement-avis sur les dirigeants	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	R612-29-4

Code rural et de la pêche maritime

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Mise sous protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement	Préfet	3 mois	L126-3
Mise sous protection de vergers de hautes tiges	Préfet	3 mois	L126-3
Attribution d'un droit de passage sur des terrains dont l'état d'abandon et le défaut d'entretien empêchent la circulation des troupeaux	Préfet	2 mois	L135-6

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de distraction de terres incluses dans le périmètre d'une association foncière pastorale	Préfet	3 mois	L135-7
Autorisation de distraction de terres incluses dans le périmètre d'une association foncière agricole	Préfet	3 mois	L136-10
Autorisation de plan d'échanges des droits d'exploitation des terrains sur lesquels une association foncière agricole autorisée a reçu mandat de gestion	Préfet	2 mois	L136-12
Autorisation de construction, élévation de clôture fixe ou plantation dans une zone soumises à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation et des cours d'eaux non domaniaux	Préfet	3 mois	L152-8
Autorisation de construction, clôture ou plantation dans la zone soumises à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation et des cours d'eaux non domaniaux et pour les canalisations d'assainissement	Préfet	3 mois	L152-8
Autorisation de construction, clôture ou plantation dans la zone soumises à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation et des cours d'eaux non domaniaux et pour les canalisations d'assainissement	Préfet	3 mois	L152-13
Certificat de capacité pour la gestion des structures accueillant les animaux domestiques	Préfet	2 mois	L214-6
Autorisation de membre du personnel des abattoirs à participer à des contrôles officiels	Préfet	2 mois	L231-4
Enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale	Préfet	2 mois	L235-1
Autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques accordée au titre de la reconnaissance mutuelle mentionnées à l'article 40 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009	Ministre chargé de l'agriculture	1 mois à compter de l'avis de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)	L253-1
Obtention de certificats individuels pour l'exercice de certaines activités concernant les produits phytopharmaceutiques (« certificat individuel »)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	L254-3
Agrément des organismes d'inspection chargés du contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques	Préfet de région	2 mois	L256-2
Autorisation d'exploitation accordée au titre du contrôle des structures	Préfet	4 mois + prorogation possible à 6 mois	L331-2
Validation de clauses dérogatoires du bail rural	Commission consultative paritaire départementale des baux ruraux	2 mois	L418-1
Approbation des statuts de l'association nationale de révision de la coopération agricole	Ministre chargé de l'agriculture et ministre chargé du budget	2 mois	L527-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation du budget de l'association nationale de révision de la coopération agricole	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	L527-1
Approbation des statuts et du budget du Haut conseil de la coopération agricole	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	L528-1
Agrément des organismes chargés de délivrer la certification environnementale mentionnée à l'article L611-6 du code rural et de la pêche maritime	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	L611-6
Habilitation des laboratoires chargés des examens analytiques dans le cadre du contrôle du respect du cahier des charges d'un produit bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine	Institut national de l'origine et de la qualité	4 mois	L642-27
Agrément des entreprises d'abattage et de collecte pour la mise en conservation des peaux d'animaux issues d'abattoirs français	Préfet	2 mois	L654-25
Autorisation de regroupement de producteurs dans le secteur du lait (regroupement de références laitières)	Préfet	3 mois	L654-28
Agrément ou autorisation des fournisseurs de semences, de matériels de multiplication des végétaux, de plants et plantes ou parties de plantes destinés à être plantés ou replantés (hors vigne et matériels forestiers)	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	L661-10
Enregistrement d'opérations de transfert des contingents ou des droits de mouture	FranceAgriMer	2 mois	L666-6
Autorisation des plantations nouvelles de plantes à parfum, aromatiques et médicinales	Premier Ministre (demande instruite par le ministre chargé de l'agriculture)	2 mois	L668-3
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail en agriculture	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	L713-13
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale absolue du travail en agriculture	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	L713-13
Autorisation accordée au non salarié agricole rencontrant des difficultés pour céder son exploitation de poursuivre son activité tout en percevant sa retraite servie par le régime des non salariés agricoles.	Préfet	2 mois	L732-40
Autorisation d'exercer des activités de pêche maritime, professionnelle ou de loisir, embarquée ou non, ou sous-marine (pêche non contingentée)	Etat et organisations de droit privé par délégation	2 mois	L921-1
Autorisation de pêche à pied professionnelle ou de loisir	Préfet de département	4 mois	L921-1
Agrément des géomètres experts pour la mise en œuvre des opérations d'aménagement foncier	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	R121-25-1
Mise sous protection des boisements linéaires, haies et plantations d'alignement	Préfet	3 mois	R126-33
Mise sous protection de vergers de hautes tiges	Préfet	3 mois	R126-33

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de travaux ou d'utilisation du sol de nature à détruire un élément protégé au titre de l'article L126-3 du code rural et de la pêche maritime	Préfet	5 mois	R126-34
Autorisation de construction, élévation de clôture fixe ou plantation dans une zone soumises à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation et des cours d'eaux non domaniaux	Préfet	3 mois	R152-24
Autorisation de construction, clôture ou plantation dans une zone soumise à servitudes pour entretien des canaux d'irrigation ou des canaux d'assainissement n'ayant pas le caractère de cours d'eau naturel	Préfet	3 mois	R152-24
Reconnaissance des laboratoires chargés d'assurer les analyses d'autocontrôle mentionnées à l'article L202-3 du code rural et de la pêche maritime	Préfet de région	4 mois	R202-23
Habilitation des vétérinaires sanitaires	Préfet	2 mois	R203-4
Inscription des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales des chiens dangereux	Préfet	4 mois	D211-3-1
Demande d'habilitation des personnes amenées à réaliser l'identification des équidés	Préfet	15 jours	D212-58
Certificat de capacité pour la gestion des structures accueillant les animaux domestiques	Préfet	2 mois	R214-25
Validation de la formation dispensée aux convoyeur d'animaux vivants	Centre l'enseignement zootechnique de Rambouillet	3 mois	R214-57
Délivrance de l'attestation de validation de la formation requise pour les personnes exerçant une fonction de convoyeur d'animaux vivants	Directeur régional et interdépartemental de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Ile-de-France	2 mois	R214-57 (II)
Autorisation pour pratique d'abattage rituel en cas d'absence d'organisme agréé	Préfet	2 mois	R214-75
Habilitation nationale à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire	Ministre chargé de l'alimentation et ministre chargé de la lutte contre l'exclusion	2 mois à compter de la date à laquelle la commission mentionnée à l'article R230-13 est appelée à se réunir	R230-10
Habilitation régionale à recevoir des contributions publiques destinées à la mise en œuvre de l'aide alimentaire	Préfet de région	2 mois	R230-15
Habilitation des personnes morales autorisées à recevoir des denrées obtenues au moyen de la cession des stocks d'intervention de l'Union européenne	Ministre chargé de l'alimentation et ministre chargé de la lutte contre l'exclusion	4 mois à compter de la date de publication de l'appel à candidature	D230-22
Reconnaissance des accords collectifs sur la qualité nutritionnelle	Ministre chargé de l'alimentation	2 mois	R230-36
Autorisation de membre du personnel à participer à des contrôles officiels en abattoir	Préfet	2 mois	D231-3-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de récolte de naissains hors zone classée en vue d'un transfert en zone de production	Préfet	2 mois	R231-40
Autorisation de durée réduite pour reparcage des coquillages en zone C	Préfet	2 mois	R231-41
Enregistrement de certains établissements et intermédiaires dans le secteur de l'alimentation animale	Préfet	2 mois	R235-1
Autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques (AMM) – demande de modification administrative de l'AMM	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	R253-7
Autorisation de mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques accordée au titre de la reconnaissance mutuelle mentionnées à l'article 40 du règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009	Ministre chargé de l'agriculture	1 mois à compter de l'avis de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses)	D253-14
Confidentialité des données des dossiers de demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM)	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	R253-34
Obtention de certificats individuels pour l'exercice de certaines activités concernant les produits phytopharmaceutiques (« certificat individuel »)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	R254-8
Agrément des organismes d'inspection chargés du contrôle des matériel d'application des produits phytopharmaceutiques	Préfet de région	2 mois	D256-17
Agrément des centres de formation des inspecteurs chargés du contrôle des matériels d'application des produits phytopharmaceutiques	Ministre chargé de l'agriculture	4 mois	D256-21
Approbation de la modification des statuts et des conditions de fonctionnement des Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC)	Comité départemental ou régional d'agrément des GAEC	3 mois	R323-19
Autorisation d'exercice d'une activité à l'extérieur d'un groupement agricole d'exploitation en commun total	Comité départemental ou régional d'agrément des GAEC	3 mois	D323-31-1
Autorisation d'exploitation accordée au titre du contrôle des structures	Préfet	4 mois avec prorogation possible de 2 mois	R331-4
Autorisation d'exploitation d'entreprise agricole pour les étrangers	Ministre de chargé de l'agriculture ou par délégation, le directeur départemental des territoires	2 mois	R333-1
Autorisation d'exploitation d'une autre entreprise agricole supplémentaire pour les étrangers	Ministre de chargé de l'agriculture ou par délégation, le directeur départemental des territoires	2 mois	R333-3
Agrément des fédérations de sociétés de coopératives agricoles	Ministre chargé de l'agriculture ou Préfet de région selon niveau de la fédération (national ou régional)	4 mois	R527-4
Approbation des statuts de l'association nationale de révision	Ministre chargé de l'agriculture et Ministre chargé du budget	2 mois	R527-5
Approbation du budget de l'association nationale de révision	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	R527-8

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Reconnaissance d'une démarche environnementale collective attestant le respect exigences équivalente à la certification environnementale de deuxième niveau mentionnée à l'article D617-3 du code rural et de la pêche maritime	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	D617-5
Agrément des organismes chargés de délivrer la certification environnementale mentionnée à l'article L611-6 du code rural et de la pêche maritime	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	D617-19 et D617-28
Autorisation de l'utilisation de la dénomination « Montagne »	Préfet de région	6 mois	R641-35 et R641-36
Autorisation d'utilisation des termes « produits pays » et de leurs équivalents créoles	Préfet de région	6 mois	R641-50
Habilitation des opérateurs bénéficiant d'un signe d'identification de la qualité et de l'origine	Institut national de l'origine et de la qualité	4 mois	R642-39
Agrément des organismes d'inspections mentionnés à l'article L642-31 du code rural et de la pêche maritime	Institut national de l'origine et de la qualité	4 mois	R642-41
Agrément des organismes certificateurs mentionnés à l'article L642-28 du code rural et de la pêche maritime	Institut national de l'origine et de la qualité	4 mois	R642-41
Autorisation d'irrigation des vignes	Institut national de l'origine et de la qualité	2 mois	D645-5
Autorisation de dérogation individuelle relative à la date de début des vendanges	Institut national de l'origine et de la qualité	2 mois	D645-6
Autorisation d'augmentation du rendement du vignoble fixé dans le cahier des charges d'une appellation d'origine contrôlée (AOC)	Institut national de l'origine et de la qualité	2 mois	D645-7
Autorisation de délégation de mission d'institut technique national (génétique animale)	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	R653-29
Habilitation des laboratoires chargés de réaliser les analyses de compatibilité génétique des bovins (laboratoire établi sur le territoire national)	Préfet	2 mois	D653-57
Habilitation des laboratoires chargés de réaliser les analyses de compatibilité génétique des bovins (Laboratoire établi hors du territoire national)	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	D653-57
Approbation des reproducteurs (équidés)	Institut français du cheval et de l'équitation	6 mois	R653-82
Obtention de la licence de chef de centre d'insémination ou de la licence d'inséminateur des équidés	Préfet de région	2 mois	R653-96
Autorisation d'importation à des fins de recherche ou d'expérimentation des animaux reproducteurs (espèces bovine ovine caprine porcine équine) ou de leurs produits	Préfet	2 mois	D653-112
Autorisation de dépassement du nombre maximum autorisé d'animaux abattus dans les établissements d'abattage non agréés de volailles et de lapins	Préfet	2 mois	D654-3
Agrément des acheteurs de lait	FranceAgriMer	2 mois	D654-41

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Décisions d'attribution de quotas laitiers	Préfet de région coordonnateur dans le bassin laitier	2 mois	D654-61
Décisions d'attribution de quotas laitiers individuels supplémentaires	Préfet	2 mois	D654-72 et D654-73
Décisions d'attribution de quotas laitiers individuels supplémentaires en fonction des priorités nationales	FranceAgriMer	2 mois	D654-74
Décisions de réattribution de quotas en cas de reprise d'activité ou de réaffectation en cas de cessation d'activité	FranceAgriMer	2 mois	D654-79
Décisions de réattribution de quantité de référence laitière affectée à la réserve nationale consécutive à une reprise d'activité	FranceAgriMer	2 mois	D654-80
Décisions de réattribution de quantité de référence laitière après réduction de quotas individuels non utilisés par le producteur	FranceAgriMer	2 mois	D654-85
Décisions de maintien du niveau initial de référence laitière après acquisition d'une exploitation par une société d'aménagement foncier et d'établissement rural	Préfet	2 mois	D654-109 (2 ^e alinéa)
Décisions de mise en réserve de la quantité de référence laitière prévue au troisième alinéa de l'article D654-109 du code rural et de la pêche maritime	Préfet	2 mois	D654-109 (3 ^e alinéa)
Autorisation de transfert de quantités de référence laitière sans terre entre producteurs	Préfet de région coordonnateur mentionné à l'article R*654-114-1 du code rural et de la pêche maritime	2 mois	D654-112-1
Autorisation de transfert de quantités de référence laitière entre producteurs	Préfet	2 mois	D654-113
Autorisation de transfert de droit de replantation de vignes au bénéfice de la réserve nationale de droits de plantation	Délégation régionale de FranceAgriMer	2 mois	R665-4
Agrément d'opérateur pour un vin ne bénéficiant pas d'une appellation d'origine protégée ou d'une indication géographique protégée	FranceAgriMer	2 mois	R665-18 et R665-19
Enregistrement d'opérations de transfert des contingents ou des droits de mouture	FranceAgriMer	2 mois	D666-24
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale hebdomadaire moyenne du travail en agriculture	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	R713-28
Autorisation de dérogation aux règles fixant la durée maximale absolue du travail en agriculture	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	30 jours	R713-31
Autorisation de dérogation permettant que la surveillance médicale des salariés des entreprises de travail temporaire soit assurée par les sections de santé au travail des caisses de la Mutualité sociale agricole (MSA) ou les associations spécialisées	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	2 mois	D717-26-9

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation des statuts et des règlements intérieurs des organismes départementaux et pluridépartementaux des organismes de Mutualité sociale agricole	Mission nationale de contrôles prévue à l'article R155-1 du code de la sécurité sociale	2 mois	R723-3
Autorisation accordée au non salarié agricole rencontrant des difficultés pour céder son exploitation de poursuivre son activité tout en percevant sa retraite servie par le régime des non salariés agricoles.	Préfet	2 mois	D732-54
Agrément des unités mixtes technologiques mentionnées à l'article D800-1 du code rural et de la pêche maritime	Ministre chargé de l'agriculture	6 mois	D800-5
Agrément des réseaux mixtes technologiques mentionnés à l'article D800-1 du code rural et de la pêche maritime	Ministre chargé de l'agriculture	6 mois	D800-5
Autorisation de fonctionnement d'associations d'élèves ou d'autres membres de la communauté éducative dans les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole	Conseil d'administration de l'établissement	4 mois	R811-78
Habilitation d'un établissement d'enseignement agricole sous contrat pour une filière pour mettre en œuvre des contrôles certificatifs en cours de formation (brevet de technicien supérieur agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-142 (III)
Autorisation de dispense d'un candidat de l'épreuve pratique d'éducation physique et sportive (brevet de technicien supérieur agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-142 (VIII)
Autorisation permettant à un candidat ajourné à un examen et se présentant à titre individuel à cet examen à bénéficier des notes obtenues lors d'un nombre déterminé de sessions suivant sa première candidature (brevet de technicien supérieur agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-142 (X)
Autorisation de dérogation pour dispense d'épreuves aux titulaires de certains titres (formation par la voie scolaire de diplômes de brevet de technicien supérieur agricole)	Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	2 mois	D811-142 (XII)
Autorisation de poursuite des études en lycée (élève titulaire du brevet d'études professionnelles agricoles ou du certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-145
Habilitation d'un établissement d'enseignement agricole sous contrat pour une filière pour mettre en œuvre des contrôles certificatifs en cours de formation (certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-149 (III)
Autorisation de dispense d'un candidat de l'épreuve pratique d'éducation physique et sportive (certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-149 (VIII)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation permettant à un candidat ajourné à un examen et se présentant à titre individuel à cet examen tendant à conserver le bénéfice des notes obtenues lors d'un nombre déterminé de sessions suivant sa première candidature (certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-149 (XI)
Autorisation relative à l'organisation d'épreuves de remplacement au profit des candidats empêchés de se présenter à la session normale pour cause de force majeure (brevet de technicien agricole, brevet de technicien supérieur agricole, brevet d'études professionnelles agricoles, et certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-152 (I)
Habilitation d'un établissement d'enseignement pour une filière pour mettre en œuvre par apprentissage ou formation continue des contrôles certificatifs en cours de formation (brevet d'études professionnelles agricoles et baccalauréat professionnel)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-152 (II)
Autorisation permettant à un candidat ajourné à un examen et se présentant à titre individuel à cet examen tendant à conserver le bénéfice des notes obtenues lors d'un nombre déterminé de sessions suivant sa première candidature (brevet d'études professionnelles agricoles)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-152 (VII)
Agrément de caractère pédagogique aux établissements mettant en œuvre une formation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage (brevet de technicien supérieur agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-159
Autorisation de réduction de la durée de formation du certificat d'aptitude professionnelle agricole par la voie de la formation professionnelle continue	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-161
Autorisation de réduction de la durée de formation du certificat d'aptitude professionnelle agricole par la voie de l'apprentissage	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-161 (II)
Agrément de caractère pédagogique aux établissements mettant en œuvre une formation au titre de la formation professionnelle continue ou de l'apprentissage (certificat d'aptitude professionnelle agricole)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-161 (III)
Autorisation de réduction de la durée de formation du brevet professionnel par la voie de la formation professionnelle continue (autorisation préalable à la signature d'une convention de stage)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-165-5 (a)
Habilitation aux centres de formation dispensant une formation en vue de l'obtention du brevet professionnel agricole selon la modalité des unités capitalisables	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	D811-166-1

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de réduction de la durée requise pour l'obtention du brevet professionnel agricole par la voie de la formation professionnelle continue	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou par délégation, directeur du centre de formation	2 mois	D811-166-4
Autorisation de dérogation à l'entrée en formation du certificat de spécialisation agricole (aux conditions d'expérience ou de diplôme)	Directeur régional ou Directeur départemental de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D811-167-3
Autorisation de réduction de la durée de formation requise pour l'obtention du certificat de spécialisation agricole par la voie de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue	Directeur régional de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt	2 mois	D811-167-5
Autorisation de réduction de la durée de formation requise pour l'obtention du certificat de spécialisation agricole par la voie de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue (selon la modalité des unités capitalisables)	Directeur du centre de formation	2 mois	D811-167-5
Délivrance d'attestation de réussite suite à l'obtention d'une unité capitalisable	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt	2 mois	D811-167-8
Autorisation de dérogation à l'article R812-55 du code rural et de la pêche maritime pour pouvoir se prévaloir du titre de vétérinaire spécialiste	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	R812-56

PROCÉDURES NON CODIFIÉES

– **Décret n° 2005-1755 du 30 décembre 2005 relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs et à la réutilisation des informations publiques, pris pour l'application de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance d'une licence conforme à une licence-type préalablement mise à disposition des personnes intéressées et comportant une définition de son objet et de ses bénéficiaires	Toute autorité administrative disposant d'informations publiques réutilisables	1 mois	Article 37

Procédures non codifiées du secteur des affaires étrangères

– **Arrêté du 17 juin 1998 relatif au recensement et à la participation des français de l'étranger à l'appel de préparation à la défense**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Report de convocation à la « journée défense et citoyenneté »	Chef de poste diplomatique ou consulaire	2 mois	4

Procédures non codifiées du secteur de l'agriculture

– **Décret n° 83-922 du 20 octobre 1983 relatif aux sociétés de courses de lévriers autorisées à organiser le pari mutuel**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation des statuts des sociétés de courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	2
Autorisation de tenir des courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	3
Approbation du budget des sociétés de courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	1 mois	4
Approbation du calendrier des épreuves de courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	5
Approbation des statuts de la Fédération française des sociétés de courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	5
Autorisation d'organisation de services techniques par la Fédération française des sociétés de courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	5
Approbation du rapport annuel de la Fédération française des sociétés de courses de lévriers	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	5

– **Décret n° 94-510 du 23 juin 1994 relatif à la commercialisation des jeunes plants de légumes et de leurs matériels de multiplication et modifiant le décret n° 81-605 du 18 mai 1981 pris pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes en ce qui concerne le commerce des semences et plants**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément ou autorisation des fournisseurs de semences, de matériels de multiplication des végétaux, de plants et plantes ou parties de plantes destinés à être plantés ou replantés (hors vigne et matériels forestiers)	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	7

– Décret n° 97-456 du 5 mai 1997 relatif aux sociétés de courses de chevaux et au pari mutuel

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'organisation de courses de chevaux	Préfet	2 mois	3
Approbation des codes des courses des sociétés mères des sociétés de course	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	12 (4 ^e alinéa)
Approbation des conditions d'attribution et des taux des primes aux éleveurs de chevaux de course	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	12 (12 ^e alinéa)
Autorisation de concourir aux actions techniques, sociales et de formation professionnelle liées aux courses	Ministre chargé de l'agriculture et ministre chargé du budget	2 mois	12 (14 ^e alinéa)
Agrément des commissaires et des juges des courses	Préfet	2 mois	12 (17 ^e alinéa)
Approbation des projets de calendriers des réunions de courses	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	22
Approbation du budget prévisionnel du fonds commun des courses géré par la fédération nationale des courses françaises	Ministre chargé de l'agriculture	1 mois	25
Autorisation d'acquisition ou de construction d'immeubles et de réalisation de travaux nécessaires à l'exploitation des sociétés de course et leurs organismes communs	Ministre chargé de l'agriculture et ministre chargé du budget ou ministre chargé de l'agriculture seul, selon le type de société de courses	2 mois	31
Approbation des conditions d'organisation et de fonctionnement des organismes à vocation sociale financés par les gains non réclamés	Ministre chargé de l'agriculture et ministre chargé du budget	1 mois	36
Autorisation de procéder à la dévolution de l'actif des sociétés de courses ou sociétés mères dissoutes	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	38

– Arrêté du 8 juin 2004 relatif aux conditions d'attribution d'autorisations de plantation nouvelle de vignes au titre de l'expérimentation pour des superficies non destinées à la production de vins de qualité produits dans une région déterminée

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de plantation nouvelle de vignes à titre expérimental pour des superficies non destinées à la production de vins de qualité produits dans une région déterminée	FranceAgriMer	2 mois	2

– Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de transport sous température non dirigée de produits de la pêche initialement congelés	Directeur départemental en charge des services vétérinaires	2 mois	Annexe III (I)
Autorisation de détention et de désosage de viande bovine contenant de l'os vertébral	Préfet	2 mois	Annexe V

– Arrêté du 28 juin 2010 établissant les normes minimales relatives à la protection des poulets destinés à la production de viande (Directive n°2007/43, art 4)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Obtention du certificat professionnel d'éleveur de poulets de chair	Préfet	2 mois	4 (1.)
Agrément de l'organisme formateur au certificat d'éleveur professionnel de poulet de chair	Ministre chargé de l'agriculture	2 mois	4 (2.)

– Arrêté du 13 juillet 2012 relatif aux conditions de production et de mise sur le marché de lait cru de bovins, de petits ruminants et de solipèdes domestiques remis en l'état au consommateur final

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de produire et de mettre sur le marché du lait cru de bovins, de petits ruminants et de solipèdes domestiques remis en l'état au consommateur final	Préfet	4 mois	3

– Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux conditions de délivrance du certificat de compétence concernant la protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Obtention du certificat de compétence concernant la protection des animaux dans le cadre de leur mise à mort	Préfet	2 mois	5

– Règlement délégué (UE) n° 179/2014 de la commission du 6 novembre 2013 complétant le règlement (UE) n° 228/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le registre des opérateurs, le montant de l'aide pour la commercialisation des produits hors de leur région, le symbole graphique, l'exonération de droits à l'importation pour certains bovins et le financement de certaines mesures relatives aux mesures spécifiques en faveur de l'agriculture dans les régions ultrapériphériques de l'Union

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Enregistrement des opérateurs souhaitant exercer une activité économique dans le cadre du régime spécifique d'approvisionnement du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI) France	Office de développement de l'économie agricole outre-mer	2 mois	1

– Cahier des charges SIQO

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de dérogation collective ou individuelle prévue dans un cahier des charges (signes de la qualité et de l'origine)	Institut national de l'origine et de la qualité	2 mois	

– Règlements intérieurs des établissements d'enseignement supérieur agricoles

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisations relatives à la scolarité (interruption d'études, passage en année supérieure, sélection pour un stage à l'étranger...)	Directeur d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de mutation entre les établissements d'enseignement supérieur agricole publics	Directeur d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois à compter de la date limite de dépôt des demandes de mutation prévue par la réglementation interne des établissements	

– Règlements intérieurs des établissements d'enseignement technique agricoles

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisations relatives aux études et à la vie dans l'établissement	Directeur d'établissement	2 mois	

– Arrêtés ou circulaires d'ouverture des examens

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'inscription aux examens (étudiants, élèves, stagiaires et apprentis)	Directeur régional de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt ou directeur d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	

Procédures non codifiées du secteur de la culture

– Loi n° 76-660 du 19 juillet 1976 portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Attestation en vue de l'obtention de la dispense de caution de la taxe forfaitaire sur les plus-values, permettant uniquement aux fondations, aux particuliers et aux associations de ne pas avoir l'obligation de déposer une caution relative à la taxe dans les cas d'exportation temporaire pour expositions à but culturel et non lucratif de biens culturels qui leur appartiennent	Ministre chargé de la culture	2 mois	10

– Loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de réaliser en France un projet architectural déterminé sans inscription au tableau des architectes	Ministre chargé de la culture	2 mois	11

– Décret n° 2009-1490 du 2 décembre 2009 relatif à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour l'exercice de la profession d'architecte

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de réaliser en France un projet architectural déterminé sans inscription au tableau des architectes	Ministre chargé de la culture	2 mois	16

– Ordonnance du 13 octobre 1945 relative aux spectacles

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de changement d'affectation ou de démolition d'une salle de spectacles publics	Ministre chargé de la culture	6 mois	2
Autorisation des baux d'immeubles à usage de spectacles, des locations, sous-locations et cessions de fonds de commerce d'entreprises de spectacles	Ministre chargé de la culture	2 mois	3

– Arrêté du 11 avril 1995 pris en application de la loi n° 89-468 du 10 juillet 1989 relative à l'enseignement de la danse

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense de l'examen d'aptitude technique et reconnaissance d'équivalence d'unités de valeur pour la formation préparatoire au diplôme d'état de professeur de danse	Direction régionale des affaires culturelles	6 mois	2
Habilitation à dispenser la formation conduisant à la délivrance du diplôme d'État de professeur de danse	Ministre chargé de la culture	10 mois	9
Reconnaissance d'équivalence au diplôme d'état de professeur de danse	Direction générale de la création artistique	10 mois	17
Dispense du diplôme d'État de professeur de danse au titre de la renommée particulière et/ou de l'expérience confirmée en matière d'enseignement de la danse	Ministre chargé de la culture	10 mois	18

– Arrêté du 30 juin 2004 relatif à l'agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des organismes assurant une formation spécifique à la sécurité des spectacles adaptée à la nature du lieu de spectacle	Ministre chargé de la culture	6 mois	1

– Arrêté du 23 décembre 2008 relatif aux conditions d'exercice de la profession de professeur de danse applicables aux ressortissants d'un état membre de la Communauté européenne ou d'un autre état partie à l'accord sur l'Espace économique européen

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Reconnaissance de qualifications professionnelles en vue du libre établissement pour exercer la profession de professeur de danse en France	Ministre chargé de la culture	4 mois	6

Procédures non codifiées du secteur de la défense**– Loi n° 70-1199 du 21 décembre 1970 portant loi de finances pour 1971**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre de patriote transféré en Allemagne	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	85

– Loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de transfert au sein de l'Union européenne et d'exportation hors de l'Union européenne de moyens de cryptologie n'assurant pas exclusivement des fonctions d'authentification ou de contrôle d'intégrité	Directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information	4 mois	Article 30

– Décret n° 54-1304 du 27 décembre 1954 portant statut du patriote résistant à l'occupation des départements du Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre ou carte de patriote résistant à l'occupation des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle incarcérés en camps spéciaux	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	8 et 10

– Décret n° 90-881 du 26 décembre 1990 relatif aux modalités d'attribution du titre institué par la loi n° 89-1013 du 31 décembre 1989 portant création du statut de prisonnier du Vietminh

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Carte de prisonnier du Vietminh	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	1 ^{er}

– Décret n° 96-1124 du 20 décembre 1996 relatif à l'organisation et au régime administratif et financier de l'Ecole polytechnique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Domiciliation du siège social d'une association sur le campus de l'Ecole polytechnique	Ecole polytechnique	2 mois	8-3 (9°)

– Décret n° 2005-885 du 2 août 2005 relatif au volontariat pour l'insertion et au contrat de service en établissement public d'insertion de la défense.

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Reconduction de volontariat auprès de l'Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE).	Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	2 mois	3
Volontariat auprès de l'Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	2 mois	5
Création ou domiciliation d'une association des volontaires pour l'insertion au sein d'un centre relevant de l'EPIDE	Centre d'insertion	2 mois	9
Réunion des volontaires pour l'insertion au sein d'un centre relevant de l'EPIDE	Centre d'insertion	2 mois	10
Cessation anticipée du volontariat pour l'insertion et du contrat de service	Etablissement public d'insertion de la défense (EPIDE)	2 mois	14 et 15

– Décret n° 2009-450 du 21 avril 2009 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Polynésie française

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Vente aux enchères publiques des armes et éléments d'armes des 1 ^{er} et 4 ^e catégories en Polynésie française	Ministre de la défense	10 jours	59-3

– Décret n° 2009-451 du 21 avril 2009 fixant le régime des matériels de guerre, armes et munitions en Nouvelle-Calédonie

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Vente aux enchères publiques des armes et éléments d'armes des 1 ^{er} et 4 ^e catégories en Nouvelle-Calédonie	Ministre de la défense	10 jours	59-3

– Arrêté du 10 mai 1954 « Suppression des commissions départementales de contrôle des prisonniers, déportés et internés et composition et conditions de fonctionnement de la commission départementale itinérantes pour les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre d'incorporé de force dans l'armée allemande	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	2

– Arrêté du 7 juin 1973 « Attribution d'un titre aux Français d'Alsace et de Moselle qui se refusèrent à l'annexion de fait »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre de patriote réfractaire à l'annexion de fait dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	2

– Arrêté du 2 mai 1984 « Reconnaissance de la qualité d'incorporé de force dans les formations paramilitaires allemandes »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre d'incorporé de force dans les formations paramilitaires allemandes	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	2

– Arrêté du 10 juillet 1985 concernant l'attribution d'un titre d'évadé

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre d'évadé	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	6 mois	1 ^{er} et 2

– Arrêté du 29 novembre 1985 portant création du titre de personne transférée en pays ennemi

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Titre de personne transférée en pays ennemi	Office national des anciens combattants et des victimes de guerre	2 mois	1 ^{er}

– Règlement intérieur du cercle national des armées

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Adhésion en qualité de membre au Cercle national des armées, s'agissant des personnes n'ayant pas la qualité de militaire officier ou de personnel civil de catégorie A relevant du ministère de la défense.	Cercle national des armées	2 mois	3-2-3

– Règlement intérieur général de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Accès de personne extérieure au site de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	2 mois	32-1

– Règlement intérieur « Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation » de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscription à des formations académiques de substitution des élèves de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	2 mois	3-5-1 et 3-5-2
Préparation d'un master 2 auprès de l'Université de Bretagne occidentale par les élèves de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	Ecole nationale supérieure des techniques avancées de Bretagne	2 mois	3-5-3

– Règlement intérieur « Scolarité et cycles ingénieurs et spécialisation » de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées Paris Tech

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Préparation d'un master 2 en substitution de la formation du cycle ingénieur de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées Paris Tech	Ecole nationale supérieure des techniques avancées Paris Tech	2 mois	II-4
Inscription à des formations académiques de substitution des élèves de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées Paris Tech	Ecole nationale supérieure des techniques avancées Paris Tech	2 mois	II-5

Procédures non codifiées du secteur de l'écologie, des transports et de l'énergie

– Décret n° 71-362 du 6 mai 1971 relatif aux autorisations de prospections préalables de substances minérales ou fossiles dans le sous-sol du plateau continental

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renonciation à une autorisation de prospections préalables de substances minérales ou fossiles dans les fonds marins du plateau continental	Ministre chargé des mines	4 mois	4

– Décret n° 80-331 du 7 mai 1980 portant règlement général des industries extractives

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément de l'organisme délivrant l'attestation en vue de l'utilisation d'explosifs lors d'usages particuliers	Ministre chargé des mines	9 mois	6-2-2 du Titre Explosifs
Renouvellement de l'agrément de l'organisme certifiant les matériels associés à la mise en œuvre des produits explosifs	Ministre chargé des mines	9 mois	7 du Titre Explosifs
Réalisation de travaux souterrains susceptibles de produire flammes ou étincelles à proximité de combustibles liquides	Préfet	2 mois	4 du Titre Combustibles liquides
Conditions d'entreposage de combustibles liquides	Préfet	2 mois	6 du Titre Combustibles liquides
Rallongement périodicité de la mesure des chantiers	Préfet	2 mois	7 du Titre Chantiers chauds
Agrément d'organisme pour vérifications électriques	Préfet	2 mois	49 du Titre Electricité
Utilisation de matériels électriques contenant plus de 5 litres de diélectrique inflammable	Préfet	2 mois	59 du Titre Electricité

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Utilisation de matériels électriques importants non conformes à une utilisation en mine grisouteuse	Préfet	2 mois	67 du Titre Electricité
Rallongement périodicité de la vérification de la mise à la terre et de l'isolement	Préfet	2 mois	81 du Titre Electricité
Certification de moteurs thermiques utilisés dans des travaux souterrains à risque de grisou	Ministre chargé des mines	2 mois	16.1 du Titre Moteurs thermiques
Utilisation de moteurs thermiques non certifiés dans des travaux à risque de grisou	Préfet	2 mois	16.2 du Titre Moteurs thermiques
Dérogation à la pose de clôtures, fossés, etc. pour séparer les installations du voisinage	Préfet	2 mois	43 du Titre Règles générales
Autorisation pour utiliser la technique du havage	Préfet	2 mois	65 du Titre Règles générales
Autorisation d'utiliser des véhicules non conformes	Préfet	2 mois	5 du Titre Véhicules sur pistes
Aménagement des lieux souterrains de circulation communs aux piétons et véhicules	Préfet	2 mois	26 du Titre Véhicules sur pistes
Modalité de transport d'explosifs à l'intérieur d'un site	Préfet	2 mois	10 du Titre Explosifs
Mise à feu retardée d'explosifs chargés	Préfet	2 mois	20 du Titre Explosifs
Tirs successifs pour des volées distinctes	Préfet	2 mois	23 du Titre Explosifs
Tirs électriques avec des détonateurs branchés en parallèle	Préfet	2 mois	31 du Titre Explosifs
Tir à la mèche	Préfet	2 mois	47 du Titre Explosifs
Autres tirs spéciaux	Préfet	2 mois	54 du Titre Explosifs
Entrepôt de produits explosifs dans les travaux souterrains	Préfet	2 mois	56 du Titre Explosifs
Entrepôt de produits explosifs dans les travaux souterrains	Préfet	2 mois	57 du Titre Explosifs
Modalités de transport d'explosifs dans les travaux souterrains	Préfet	2 mois	64 du Titre Explosifs
Tir par charge superficielle dans les travaux souterrains à risque de grisou	Préfet	2 mois	69 du Titre Explosifs

– Décret n° 93-344 du 9 mars 1993 relatif à la notification de projets concernant les installations pétrolières comprises dans une usine exercée de raffinage de pétrole brut ou de produits pétroliers

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Notification des projets concernant les installations pétrolières comprises dans une usine exercée de raffinage de pétrole brut ou de produits pétroliers	Ministre chargé des hydrocarbures	2 mois	1

– Décret n° 93-1342 du 28 décembre 1993 relatif aux conditions d'exercice des fonctions de capitaine et d'officier à bord des navires de commerce, de pêche et de plaisance

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation temporaire pour l'exercice d'une fonction opérationnelle ou de direction à bord d'un navire de pêche battant pavillon français	Directeur départemental des territoires et de la mer ou délégué à la mer et au littoral en métropole, directeur de la mer ou des territoires, de l'alimentation et de la mer outre-mer	2 mois	5

– Décret n° 96-611 du 4 juillet 1996 modifié relatif à la mise sur le marché des bateaux de plaisance et des pièces et éléments d'équipement

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Habilitation des organismes à procéder à l'évaluation de la conformité des bateaux de plaisance	Ministre chargé de la mer et ministre chargé de la consommation	4 mois	7

– Décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'habilitation d'un organisme pour le contrôle de la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosive	Ministre chargé de l'industrie	6 mois	8

– Décret n° 97-444 du 5 mai 1997 relatif aux missions et aux statuts de Réseau ferré de France

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des conventions de trains touristiques avec réseau ferré de France (RFF)	Ministre chargé des transports	1 mois	20

– Décret n° 99-439 du 25 mai 1999 relatif à la délivrance des titres de formation professionnelle maritime et aux conditions d'exercice de fonctions à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage.

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance d'une dérogation pour exercer une fonction opérationnelle ou de direction à bord d'un navire de commerce battant pavillon français (ces dérogations répondent à des conditions précises et doivent être exceptionnelles)	Directeur départemental des territoires et de la mer ou délégué à la mer et au littoral en métropole, directeur de la mer ou des territoires, de l'alimentation et de la mer outre-mer	2 mois	5

– Décret n° 99-1046 du 13 décembre 1999 relatif aux équipements sous pression

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de la reconnaissance d'un service pour l'inspection d'établissements Industriels	Préfet	6 mois	19
Renouvellement de l'habilitation d'un organisme indépendant ou d'un organe d'inspection des utilisateurs chargés du contrôle des équipements sous pression	Ministre chargé de l'industrie	6 mois	21

– Décret n° 2000-877 du 7 septembre 2000 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production d'électricité

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Transfert des autorisations d'exploiter une installation de production d'électricité	Ministre chargé de l'énergie	4 mois	9

– Décret n° 2001-386 du 3 mai 2001 relatif aux équipements sous pression transportables et pris pour l'application du 1° de l'article 2 du décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'habilitation d'un organisme de contrôle des équipements sous pression transportables	Ministre chargé de la sécurité industrielle ou chargé des transports terrestres de matières dangereuses	6 mois	22

– Décret n° 2001-410 du 10 mai 2001 relatif aux conditions d'achat de l'électricité produite par des producteurs bénéficiant de l'obligation d'achat

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Modification d'un certificat ouvrant droit à obligation d'achat	Ministre chargé de l'énergie	4 mois	3
Transfert d'un certificat ouvrant droit à obligation d'achat	Préfet	4 mois	2

– Décret n° 2003-18 du 3 janvier 2003 relatif aux qualifications requises pour l'exercice des fonctions principales au niveau d'appui à bord des navires de commerce et de pêche ainsi que des navires de plaisance armés avec un rôle d'équipage

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance d'une dérogation pour exercer une fonction d'appui à bord d'un navire battant pavillon français (ces dérogations répondent à des conditions précises et doivent être exceptionnelles)	Directeur départemental des territoires et de la mer ou délégué à la mer et au littoral en métropole, directeur de la mer ou des territoires, de l'alimentation et de la mer outre-mer	2 mois	4

– Décret n° 2003-425 du 9 mai 2003 relatif à la sécurité des transports publics guidés

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation du dossier de définition de sécurité d'un système de transport guidé (STRMTG)	Préfet	3 mois	14

– Décret n° 2003-1227 du 16 décembre 2003 relatif à l'habilitation des organismes de contrôle prévus à l'article L433-14 du code de l'énergie

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité d'un réseau de distribution de gaz	Ministre chargé de l'énergie	6 mois	2

– Décret n° 2004-388 du 30 avril 2004 relatif à l'autorisation d'exercer l'activité d'achat d'électricité pour revente aux consommateurs finals ou aux gestionnaires de réseaux pour leurs pertes et aux obligations des fournisseurs relatives à l'information des consommateurs d'électricité

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance d'une autorisation par arrêté aux opérateurs souhaitant effectuer l'activité d'achat revente d'électricité pour des consommateurs finals ou pour les gestionnaires de réseaux pour la couverture de leurs pertes	Ministre chargé de l'énergie	2 mois	

– Décret n° 2006-648 du 2 juin 2006 relatif aux titres miniers et aux titres de stockage souterrain

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Amodiation d'une concession, d'un permis d'exploitation outre-mer ou d'un permis d'exploitation de géothermie basse température	Ministre chargé des mines	15 mois pour l'amodiation de la concession et du permis d'exploitation outre-mer, 1 an pour l'amodiation du permis d'exploitation de géothermie	52
Fusion de permis exclusif de recherche	Ministre chargé des mines	1 an	53
Résiliation d'amodiation	Ministre chargé des mines	15 mois pour l'amodiation de la concession et du permis d'exploitation outre-mer, 1 an pour l'amodiation du permis d'exploitation de géothermie	52
Renonciation à un titre minier (permis de recherche, concession, autorisation de recherche géothermie, permis d'exploitation géothermie, permis d'exploitation outre-mer)	Ministre chargé des mines	18 mois pour la renonciation à une concession ou à un permis d'exploitation outre-mer, 15 mois pour un permis de recherche	55

– Décret n° 2006-649 du 2 juin 2006 relatif aux travaux miniers, aux travaux de stockage souterrain et à la police des mines et des stockages souterrains

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Déclaration d'ouverture de travaux miniers à terre et en mer dans la zone des douze milles marins	Préfet	2 mois	18
Arrêt définitif des travaux miniers (AP1 : premier donné acte)	Préfet	6 mois si la déclaration concerne une ou plusieurs installations particulières ou des travaux de recherches de mines d'hydrocarbures liquides ou gazeux 8 mois dans les autres cas	46

– Décret n° 2006-1118 du 5 septembre 2006 relatif aux garanties d'origine de l'électricité produite à partir de ressources d'énergie renouvelables ou par cogénération

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance de garanties d'origine de l'électricité produite à partir de ressources d'énergie renouvelables ou par cogénération / transfert de ces garanties	Organisme assurant la délivrance, le transfert et l'annulation des garanties d'origine d'électricité produite à partir de sources renouvelable visé à l'article L314-14 du code de l'énergie	– 30 jours pour le renouvellement de garantie, – 60 jours pour la première demande, – 30 jours supplémentaires si raccordement à un réseau autre que le réseau public de transport d'électricité	7

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance des habilitations aux agents chargés des contrôles des garanties d'origine	Préfet de Région	2 mois	11

– Décret n° 2006-1279 du 19 octobre 2006 relatif à la sécurité des circulations ferroviaires et à l'interopérabilité du système ferroviaire

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation à la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité hors réseau transeuropéen (ministère des transports)	Ministre chargé des transports	Acceptation implicite acquise 3 mois après l'expiration des délais suivants : 4 mois après la présentation du dossier + 2 mois après la fourniture de toute information complémentaire demandée par l'autorité nationale de sécurité + 2 mois après la fourniture des résultats des essais demandés par l'autorité nationale de sécurité.	3
Renouvellement de l'autorisation en France des véhicules roulants conformes aux normes techniques européennes autorisées dans l'Union	Etablissement public de sécurité ferroviaire	Acceptation implicite acquise 3 mois après l'expiration des délais suivants : 4 mois après la présentation du dossier + 2 mois après la fourniture de toute information complémentaire demandée par l'autorité nationale de sécurité + 2 mois après la fourniture des résultats des essais demandés par l'autorité nationale de sécurité.	54
Renouvellement de l'autorisation en France des véhicules roulants non conformes aux normes techniques européennes autorisées dans l'Union	Etablissement public de sécurité ferroviaire	Acceptation implicite acquise 3 mois après l'expiration des délais suivants : 2 mois après la présentation du dossier + 1 mois après la fourniture de toute information complémentaire demandée par l'autorité nationale de sécurité + 2 mois après la fourniture des résultats des essais demandés par l'autorité nationale de sécurité.	54

– Décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 relatif aux installations nucléaires de base (INB) et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation des conventions conclues entre exploitant d'une ICPE ou d'un IOTA dans le périmètre d'une INB et l'exploitant de l'INB	Autorité de sûreté nucléaire	6 mois	57

– Décret n° 2009-1685 du 30 décembre 2009 relatif aux autorisations transitoires de mise sur le marché de certains produits biocides

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de mise sur le marché transitoire de produits biocides – autorisation initiale	Ministre chargé de l'environnement	8 mois	1 (I et II) et 3-I
Modification de l'autorisation de mise sur le marché transitoire de produits biocides, lorsque celle-ci porte sur le changement de classification, de conditionnement ou d'étiquetage, la commercialisation sous un autre nom commercial, la mise sur le marché sous une autre marque d'un produit lorsqu'il bénéficie d'une autorisation transitoire détenue par une autre personne.	Ministre chargé de l'environnement	5 mois	3-I

– Décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économie d'énergie

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance de certificats d'économies d'énergie « programmes »	Pôle national des certificats d'économie d'énergie	2 mois	6

– Décret n° 2011-466 du 28 avril 2011 fixant les modalités d'accès régulé à l'électricité nucléaire historique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance du récépissé de déclaration dans le cadre de l'accès régulé à l'électricité nucléaire historique	Commission de régulation de l'énergie	30 jours	2

– Décret n° 2011-813 du 5 juillet 2011 relatif aux conditions d'enregistrement en France des sociétés prestataires du service européen de télépéage

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscription sur le registre français des prestataires du service de télépéage européen	Ministre chargé des transports	2 mois	—

– Décret n° 2011-1478 du 9 novembre 2011 relatif notamment à la certification du gestionnaire de réseau de transport d'électricité ou de gaz naturel et à la nomination et la révocation des membres de son conseil ou de sa direction

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Certification des gestionnaires de réseaux de transports	Commission de régulation de l'énergie	4 mois	3
Approbation des propositions de nomination, reconduction et révocation des dirigeants des gestionnaires de réseaux de transports	Commission de régulation de l'énergie	3 semaines	12 et 13

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation et dénonciation des contrats des responsables de conformité	Commission de régulation de l'énergie	2 mois	14 et 16

– Arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation et de leur dépendance

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation des spécifications des blocs de détente dans les bâtiments	Ministre chargé de l'environnement	2 mois	8
Approbation de liste de modifications des appareils en service proposées par le distributeur en cas de changement de gaz	Ministre chargé de l'environnement	1 mois	12
Approbation des cahiers des charges des mini chaufferies	Ministre chargé de l'environnement	2 mois	16 bis
Approbation des certificats de conformité des installations intérieures	Ministre chargé de la construction et ministre chargé de l'environnement	2 mois	26
Renouvellement de l'agrément d'un organisme chargé de viser l'attestation de conformité des installations intérieures gaz	Ministre chargé de la construction et ministre chargé de l'environnement	6 mois	25
Approbation de la notice remise par le distributeur à ses abonnés	Ministre chargé de l'environnement	2 mois	26 et 33
Aménagement aux règles de sécurité applicables aux installations intérieures de gaz (modifications de règles préexistantes)	Ministre chargé de la construction, ministre chargé de l'environnement, ministre chargé de la santé	6 mois	34

– Arrêté du 24 mars 1978 relatif à l'emploi du soudage dans la construction et la réparation des appareils à pression

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément d'un organisme délivrant des qualifications de Articles 16 et 17 bis 6 mois soudeurs et des qualifications de modes opératoires de soudage	Ministre chargé de l'industrie	6 mois	16 et 17 bis

– Arrêté du 18 mars 1982 relatif à l'exercice de la vénerie

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance d'une attestation de conformité de meute	Préfet	2 mois	6

– Arrêté du 29 juin 1990 relatif à l'exécution de transports routiers internationaux de marchandises par des transporteurs ne résidant pas en France

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation internationale bilatérale ou de transit de transport de marchandises	Préfet de la région de d'Ile-de-France ou préfet de département	2 mois	2
Autorisation internationale temporaire de transport de marchandises	Préfet de la région de d'Ile-de-France	2 mois	3

– Arrêté du 20 février 1991 relatif à l'homologation des dispositifs d'échappement susceptibles d'être adaptés aux véhicules réceptionnés au titre du code de la route

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation permettant d'attester la conformité des dispositifs d'échappement destinés à équiper les véhicules de compétition.	Ministre chargé de l'environnement	2 mois	3

– Arrêté du 18 juin 1991 relatif à la mise en place et à l'organisation du contrôle technique des véhicules dont le poids n'excède pas 3,5 tonnes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des organismes d'audits de contrôleurs et de centres de contrôle technique de véhicules	Préfet	4 mois	23-6
Approbation des programmes de formation des contrôleurs et des exploitants de centres de contrôle technique de véhicules	Ministre chargé des transports	4 mois	Annexe IV

– Arrêté du 12 août 1991 portant application de la directive 90/396/CEE relative aux appareils à gaz

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de la désignation d'un organisme chargé de mettre en œuvre les procédures d'attestation de la conformité des appareils à gaz	Ministre chargé de l'industrie	6 mois	6

– Arrêté du 3 mai 1995 relatif aux manifestations nautiques en mer

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de manifestation nautique	Directeur départemental des territoires et de la mer ou délégué à la mer et au littoral en métropole, directeur de la mer ou des territoires, de l'alimentation et de la mer outre-mer	15 jours dans le cas général, 2 mois dans les autres cas	6

– Arrêté du 2 juillet 1997 définissant les caractéristiques et les conditions d'utilisation des véhicules autres que les autocars et les autobus, destinés à des usages de tourisme et de loisirs

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Arrêté préfectoral relatif à la circulation d'un petit train routier touristique	Préfet de département	2 mois	5

– Arrêté du 12 juillet 2000 relatif aux autorisations bilatérales pour les transports routiers internationaux de marchandises délivrées aux entreprises résidant en France

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de transport international du contingent des Etats tiers	Préfet de région	2 mois	1

– Arrêté du 21 décembre 2000 fixant les modalités selon lesquelles sont accordées les dérogations prévues au 1^{er} de l'article 17 du décret n° 99-752 du 30 août 1999 relatif aux transports routiers de marchandises

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de dérogation à l'inscription au registre des entreprises de transport routier de marchandises	Préfet de région	2 mois	1

– Arrêté du 7 février 2002 relatif aux autorisations de transport routier de marchandises délivrées aux entreprises établies en France dans le cadre du contingent multilatéral de la Conférence européenne des ministres des transports

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de transport international du contingent multilatéral du forum international des transports	Préfet de région	2 mois	1

– Arrêté du 7 juin 2002 relatif à la prévention des risques d'incendie, d'explosion et d'asphyxie dans les véhicules habitables de loisir

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de la reconnaissance d'un organisme de contrôle des installations gaz dans les véhicules habitables de loisirs	Ministre chargé de l'environnement	6 mois	3

– Arrêté du 11 mars 2003 relatif à l'attestation de conducteur ressortissant d'un Etat tiers instaurée par le règlement (CE) du Parlement européen et du Conseil du 1^{er} mars 2002

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Attestation de conducteur	Préfet de région	2 mois	1

– Arrêté du 19 décembre 2003 relatif à l'équipage et à la conduite des bateaux de navigation intérieure

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscription aux examens de certificat de capacité, Attestations spéciale Passagers (allégée), Attestation Spéciale Radar	Direction départementale des territoires	2 mois	5

– Arrêté du 27 juillet 2004 relatif au contrôle technique des véhicules lourds

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des organismes d'audits de contrôleurs et de centres de contrôle technique de véhicules	Préfet	4 mois	35-1
Approbation des programmes de formation des contrôleurs et des exploitants de centres de contrôle technique de véhicules	Ministre chargé des transports	4 mois	Annexe IV

– Arrêté du 22 septembre 2005 modifié relatif à la réception des moteurs destinés à être installés sur les engins mobiles non routiers en ce qui concerne les émissions de gaz et de particules polluants

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation aux obligations de mise en conformité des moteurs diesel neufs de locomotives avec les normes d'émission de gaz et particules polluants fixés par la directive 2011/88/UE	Ministre chargé des transports	2 mois	5

– Arrêté du 7 juillet 2006 portant sur l'introduction dans le milieu naturel de grand gibier ou de lapins et sur le prélèvement dans le milieu naturel d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'introduction dans le milieu naturel de grand gibiers	Préfet	2 mois	1
Autorisation de prélèvement d'animaux vivants d'espèces dont la chasse est autorisée	Préfet	2 mois	5

– Arrêté du 18 avril 2008 relatif aux conditions d'agrément des organismes chargés des contrôles des cuves enterrées de liquides inflammables et de leurs équipements annexes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des organismes chargés des contrôles des cuves enterrées de liquides inflammables et de leurs équipements annexes	Ministre chargé de l'environnement	2 mois	1

– Arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'habilitation d'un organisme effectuant des certifications par délégation de l'autorité compétente	Ministre chargé de l'environnement	9 mois	20

– Arrêté du 7 septembre 2009, modifié par l'arrêté du 7 mars 2012, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément de dispositifs de traitement des eaux usées domestiques	Ministre chargé de l'environnement et ministre chargé de la santé	3 mois à compter de la notification de l'avis de l'organisme notifié auprès des ministres compétents	9

– Arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère – Demande initiale	Ministre chargé de l'environnement	6 mois	6 et 8
Agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère – Renouvellement	Ministre chargé de l'environnement	6 mois	7 et 8

– Arrêté du 4 mai 2010 relatif aux modalités d'homologation, de marquage, d'étiquetage, d'utilisation et de manipulation des produits explosifs

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Habilitation des organismes délivrant les certificats de formation dans le domaine des produits explosifs	Ministre chargé de l'environnement	1 an	28

– Arrêté du 11 juillet 2011 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogations temporaires de longue durée aux interdictions générales et complémentaires de circulation des véhicules de transport de marchandises	Préfet	6 mois	6

– Arrêté du 28 décembre 2011 relatif à la délivrance des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur public routier

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des centres de formation, organisateurs des examens pour l'obtention des attestations de capacité professionnelle permettant l'exercice de la profession de transporteur routier	Préfet de région	3 mois	7-1

– Arrêté du 19 mars 2012 fixant les objectifs, les méthodes, les indicateurs de sécurité et la réglementation technique de sécurité et d'interopérabilité applicables sur le réseau ferré national

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Désignation comme simple d'une installation de sécurité en matière ferroviaire	Etablissement public de sécurité ferroviaire	2 mois	76

– Arrêté du 31 octobre 2012 relatif à la vérification et à la quantification des émissions déclarées dans le cadre du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre pour sa troisième période (2013-2020)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Approbation des modifications au plan de surveillance des émissions notifiés par l'exploitant préalablement approuvé pour la période 2013-2020	Préfet	2 mois	1

– Arrêté du 3 septembre 2013 fixant les modèles de convention de stage pour les élèves des lycées professionnels maritimes ou d'organismes de formation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Demande d'autorisation d'embarquement au rôle d'équipage en qualité d'élève stagiaire	Préfet	3 mois	4

– Arrêté du 5 décembre 2013 relatif à l'organisation des examens, des concours et à l'obtention des titres et diplômes de formation professionnelle maritime

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Demande de dispense de service en mer pour entrer en formation professionnelle continue	Directeur interrégional de la mer / directeur de la mer et autres services chargés des affaires maritimes outre-mer	2 mois	6

– Arrêtés annuels relatifs aux modalités d'organisation au titre de l'année N des concours d'admission en filière professionnelle machine et en formation d'ingénieurs de l'Ecole nationale supérieure maritime

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Demande d'inscription au concours d'entrée à l'Ecole nationale supérieure maritime sur dossier	Directeur de l'Ecole nationale supérieure maritime	2 mois	—

Procédures non codifiées du secteur de l'économie et des finances

– Loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Qualification professionnelle – Libre prestation de services des ressortissants communautaires	Chambre de métiers et de l'artisanat	2 mois	16
Immatriculation au répertoire des métiers ou au registre des entreprises en Alsace-Moselle	Chambre de métiers et de l'artisanat	2 mois	19
Attribution de la qualité d'artisan d'art et de maître artisan	Chambre de métiers et de l'artisanat	2 mois	21

– Loi n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009 modifiée (articles 23 à 24 du décret n° 11-991 du 23 août 2011 modifié relatif au prestataire chargé de la collecte de la taxe poids lourds, prévue aux articles 269 à 283 quinquies du code des douanes)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des personnels du prestataire commissionné pour l'assiette et le recouvrement de la taxe nationale sur les véhicules de transport de marchandise	Chef du service Taxe poids lourds à Metz	2 mois	153 (2 du B du III)

– Décret n° 66-564 du 29 juillet 1966 fixant les modalités d'application du décret n° 61-831 du 29 juillet 1961 relatif aux formalités afférentes à la circulation, à la détention et au commerce des céréales, farines et produits dérivés

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des véhicules destinés au transport et celui des magasins de stockage de farines en vrac	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	3

– Décret n° 91-1292 du 20 décembre 1991 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage des articles de puériculture

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Désignation d'organismes agréés pour l'évaluation de la conformité des produits aux réglementations françaises	Ministre chargé de l'industrie	2 mois	4

– Décret n° 93-1094 du 13 septembre 1993 fixant les conditions d'application du chapitre III bis du titre V du code des douanes (art 158 B du code des douanes)

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de tout changement entraînant une modification d'un élément constitutif d'un entrepôt fiscal de stockage (capacités de stockage, etc.)	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	4
Autorisation de fermeture d'un entrepôt fiscal de stockage d'huiles minérales	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	5

– Décret n° 95-937 du 24 août 1995 relatif à la prévention des risques résultant de l'usage de bicyclettes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Désignation d'organismes agréés pour l'évaluation de la conformité des produits aux réglementations françaises	Ministre chargé de l'industrie	2 mois	5

– Décret n° 95-1081 du 3 octobre 1995 relatif à la sécurité des personnes, des animaux et des biens lors de l'emploi des matériels électriques

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Notification à la Commission européenne d'organismes notifiés pour l'évaluation de la conformité des produits aux législations sectorielles européennes	Ministre chargé de l'industrie	2 mois	7

– Décret n° 97-558 du 29 mai 1997 relatif aux conditions d'accès à la profession de coiffeur

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Attestation de qualification professionnelle à exercer, à titre permanent, le contrôle effectif et permanent d'une entreprise de coiffure ou de l'un de ses établissements ou pour exercer, de façon permanente, l'activité professionnelle de coiffure au domicile des particuliers, pour un professionnel ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Chambre de métiers et de l'artisanat	3 mois	7

– Décret n° 98-246 du 2 avril 1998 relatif à la qualification professionnelle exigée pour l'exercice des activités prévues à l'article 16 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Attestation de qualification professionnelle à exercer le contrôle effectif et permanent de l'une des activités mentionnées au I de l'article 16 de la loi du 5 juillet 1996 pour un professionnel ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen	Chambre de métiers et de l'artisanat	3 mois	3-1

– Décret n° 2001-387 du 3 mai 2001 relatif au contrôle des instruments de mesure

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Désignation d'un organisme spécialisé pour la certification d'examen de type, et/ou pour la vérification primitive, et/ou pour la vérification d'installation, et/ou pour le contrôle en service	Ministre chargé de l'industrie	14 mois	36
Agrément d'un organisme pour la vérification périodique des instruments de mesure et/ou pour le contrôle en service	Ministre chargé de l'industrie	14 mois	37
Attribution de marque d'identification	Ministre chargé de l'industrie	3 mois	49 (2°)

– Décret n° 2005-958 du 9 août 2005 relatif aux obligations des opérateurs pour la détermination de la fraction régionale de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Enregistrement des distributeurs de carburants en acquitté	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	4

– Décret n° 2006-352 du 20 mars 2006 relatif aux compléments alimentaires

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'emploi de compléments alimentaires	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	2 mois	16

– Décret n° 2006-1264 du 16 octobre 2006 relatif aux vitamines, substances minérales et autres substances employées dans la fabrication des denrées alimentaires

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'emploi de vitamines, substances minérales et autres substances dans la fabrication des denrées alimentaires	Ministre chargé de la consommation après avis ANSES	6 mois	2
Autorisation d'emploi de vitamines, substances minérales et autres substances dans la fabrication des denrées alimentaires	Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes	3 mois	3

– Décret n° 2006-1278 du 18 octobre 2006 relatif à la compatibilité électromagnétique des équipements électriques et électroniques

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Notification à la Commission européenne d'organismes notifiés pour l'évaluation de la conformité des produits aux législations sectorielles européennes	Ministre chargé de l'industrie	2 mois	10

– Décret n° 2006-1574 du 11 décembre 2006 fixant les conditions d'application du III de l'article 158 D et du 2 de l'article 265 ter du code des douanes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Habilitation des entrepositaires agréés titulaires d'un entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures, et délivrance d'autorisation constitutive d'un entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	

– Décret n° 2007-446 du 25 mars 2007 fixant les mesures auxquelles doivent se conformer les distributeurs et les utilisateurs d'huiles végétales pure en application de l'article 265 quater du code des douanes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Enregistrement des distributeurs d'huiles végétales pures, non titulaires d'entrepôt fiscal de production d'huiles végétales pures,	Directeur régional des douanes et droits indirects	6 mois	

– Décret n° 2009-697 du 16 juin 2009 relatif à la normalisation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des bureaux de normalisation sectoriels	Délégué interministériel aux normes	2 mois	11
Droit d'opposition à l'homologation des normes	Délégué interministériel aux normes	1 mois	16

– Décret n° 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la sécurité des jouets

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Notification à la Commission européenne d'organismes notifiés pour l'évaluation de la conformité des produits aux législations sectorielles européennes	Ministre chargé de l'industrie	2 mois	10

– Décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés et article 3 de l'arrêté du 13 décembre 2011 relatif à l'agencement du débit de tabac

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Rejet du plan et de l'aménagement du débit de tabac	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	24

– Décret n° 2012-655 du 4 mai 2012 relatif à l'étiquetage et à la traçabilité des produits vitivinicoles et à certaines pratiques œnologiques et arrêté du 13 février 2013

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Demande d'homologation pour les concours viticoles	Ministre chargé de la consommation	2 mois	4

– Arrêté du 22 décembre 1978 fixant la liste des carburants autorisés au regard des dispositions de l'article 265 ter du code des douanes

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément de station de distribution de mélange spécial de butane et de propane	Ministre chargé des douanes	2 mois	4 (2)
Autorisations ponctuelles d'incorporation de pétrole lampant en acquitté dans du gazole ou du fioul domestique	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	5 bis
Autorisation de stations de compression des gaz de pétrole et autres hydrocarbures présentés à l'état gazeux	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	6
Autorisation de commercialisation et d'utilisation pour la carburation de petites quantités d'essences plombées destinées à être utilisées pour des véhicules de collection d'un type caractéristique et à être distribuées par des groupes d'intérêt commun.	Directeur régional des douanes et droits indirects	2 mois	9 ter (II)

– Règlement (CE) n° 1982/2004 de la Commission du 18 novembre 2004 et (CE) n°113/2010 de la Commission du 9 février 2010.

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'ensemble industriel dans les relations intracommunautaires et avec les pays tiers.	Ministre chargé des douanes	2 mois	15 du règlement (CE) n° 1982/2004 et 17 du règlement (CE) n° 113/2010

– Arrêté du 5 mai 2009 relatif à l'identification, la mesure, la gestion et le contrôle du risque de liquidité

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de prendre en compte des accord de refinancement dans le calcul des coefficients de liquidité	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	3 mois	5

– Arrêté du 29 octobre 2009 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de paiement

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Etablissements de paiement -franchissements de seuils à la hausse et à la baisse	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	7, 13 et 14
Etablissements de paiement (éléments figurant aux art. 6 à 10 de l'arrêté du 29/10/2009)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	13 et 14

– Arrêté du 2 mai 2013 portant sur la réglementation prudentielle des établissements de monnaie électronique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Etablissements de monnaie électronique – franchissements de seuils à la hausse et à la baisse	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	7, 13 et 14
Etablissements de monnaie électronique – (éléments figurant aux art. 6 à 10 de l'arrêté du 02/05/2013)	Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR)	2 mois	13 et 14

Procédures non codifiées du secteur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche**– Décret du 9 janvier 1934 relatif aux conditions exigées du personnel enseignant et de direction dans les écoles techniques privées**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation de diplôme ou de stages accordée pour diriger une école technique privée si les titres et les connaissances professionnelles des postulants ont été jugés suffisants par le recteur d'académie.	Recteur	2 mois	4
Dérogation de diplôme accordée pour l'enseignement technique pratique dans une école technique privée si les titres et les connaissances professionnelles des postulants ont été jugés suffisants par le recteur d'académie, après avis de l'inspection spécialisée.	Recteur	2 mois	6

– Décret n° 84-177 du 2 mars 1984 pris en application de l'article L358 du code de la santé publique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispenses d'études et d'examens en vue de l'obtention des diplômes d'Etat de docteur en médecine ou de docteur en chirurgie dentaire	Ministre chargé de l'enseignement supérieur	4 mois	2
Dispenses d'études et d'examens en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de sage-femme	Ministre chargé de l'enseignement supérieur	4 mois	9

– Décret n° 2013-798 du 30 août 2013 relatif au régime des études en vue du certificat de capacité d'orthophoniste

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation à la limitation du nombre d'inscriptions en 2 ^e cycle des études d'orthophonie	Directeur de la composante de l'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	14

– Arrêté du 8 août 1960 relatif aux aumôneries dans l'enseignement public

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Ouverture d'un service d'aumônerie dans un établissement public local d'enseignement	Recteur	2 mois	5

– Arrêté du 29 avril 1988 fixant la réglementation et la liste des capacités de médecine

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense de l'examen probatoire et octroi d'aménagements d'études en vue de la préparation de la capacité de médecine	Président d'université	2 mois	9

– Arrêté du 4 octobre 1988 relatif à l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie par les titulaires d'un diplôme étranger de pharmacien ou d'un diplôme d'université de pharmacien

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispenses de scolarité en vue de l'obtention du diplôme d'Etat de docteur en pharmacie	Ministre chargé de l'enseignement supérieur	4 mois	2

– Arrêté du 9 avril 2001 relatif à la liste des épreuves du baccalauréat général pour les candidats titulaires d'une série de ce diplôme ou d'un baccalauréat de l'enseignement du second degré

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense d'épreuves à l'examen dans une série du baccalauréat général	Recteur	2 mois	1

– Arrêté du 22 septembre 2004 fixant la liste et la réglementation des diplômes d'études spécialisées complémentaires de médecine

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation au nombre de stages à accomplir au cours du troisième cycle des études médicales	Enseignant coordonnateur inter-régional et directeur d'unité de formation et de recherche	2 mois	4
Dérogation au nombre de stages à accomplir au cours du troisième cycle des études médicales	Enseignant coordonnateur inter-régional et directeur d'unité de formation et de recherche	2 mois	9

– Arrêté du 28 octobre 2009 relatif à la première année commune aux études de santé

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation aux mesures de réorientation au cours de la 1ère année commune des études de santé	Président d'université	2 mois	10
Dérogation au nombre d'inscription en 1ère année commune des études de santé	Président d'université	2 mois	12

– Arrêté du 21 décembre 2011 relatif aux modalités d'organisation du contrôle en cours de formation et de l'examen ponctuel terminal d'éducation physique et sportive aux baccalauréats d'enseignement général et technologique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Aménagement de l'épreuve d'éducation physique et sportive en contrôle en cours de formation (inaptitude partielle)	Recteur	2 mois	13

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Aménagement de l'épreuve d'éducation physique et sportive (sportifs de haut niveau, espoirs ou partenaires d'entraînement)	Recteur	2 mois	14

– Arrêté du 11 mars 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de sage-femme

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation au nombre d'inscriptions au cours du deuxième cycle des études en sciences maïeutiques	Directeur de la structure assurant la formation de sage-femme	2 mois	20

– Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du diplôme d'Etat de docteur en chirurgie dentaire

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation au nombre d'inscriptions en vue du diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques	Directeur d'unité de formation et de recherche et président d'université	2 mois	14
Dérogation au délai pour présenter la thèse en vue du diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques	Directeur d'unité de formation et de recherche et président d'université	2 mois	21

– Arrêté du 8 avril 2013 relatif au régime des études en vue du premier et du deuxième cycle des études médicales

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation au nombre d'inscriptions en vue du diplôme de formation approfondie en sciences médicales	Président d'université	2 mois	19

– Arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et « sciences et techniques de gestion » (STMG) du baccalauréat technologique

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Conservation de notes obtenues respectivement dans les séries ST2S et STMG du baccalauréat technologique avant la session 2014.	Recteur	2 mois	1
Autorisation de bénéficier d'une nouvelle préparation à l'examen du baccalauréat technologique dans les séries ST2S ou STMG	Recteur	2 mois	2
Dispenses d'épreuves pour le candidat bénéficiant des possibilités prévues par l'article 1 ^{er} ou par l'article 2 de l'arrêté du 12 juillet 2013 relatif aux dispositions transitoires liées à la rénovation des séries « sciences et technologies de la santé et du social » (ST2S) et « sciences et techniques de gestion » (STMG) du baccalauréat technologique	Recteur	2 mois	3

– Arrêté du 17 octobre 2013 relatif à la dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général ou technologique pour les candidats qui changent de série ou de voie de formation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général et technologique pour un candidat scolarisé immédiatement avant sa classe terminale dans une classe de première ou terminale d'une série technologique ou dans une classe de la voie professionnelle	Recteur	2 mois	1
Dispense de certaines épreuves à l'examen du baccalauréat général et technologique pour un candidat scolarisé immédiatement avant sa classe terminale dans une classe de première ou terminale d'une autre série générale ou technologique	Recteur	2 mois	2

– Arrêté du 22 janvier 2014 relatif au cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Aménagement de la formation pour les salariés, chargés de famille, étudiants assumant des responsabilités dans la vie universitaire, la vie étudiante ou associative	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	10

– Règlement intérieur d'un établissement

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'accès et d'utilisation des locaux et des biens d'un établissement d'enseignement supérieur par les usagers du service public de l'enseignement supérieur	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	—
Domiciliation d'associations d'usagers du service public de l'enseignement supérieur dans les locaux de l'établissement	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	—
Diffusion de documents par des usagers du service public de l'enseignement supérieur	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	—
Organisation d'une mission d'un usager dans le cadre d'une activité de formation ou de recherche	Chef d'établissement d'enseignement supérieur	2 mois	—

Procédures non codifiées du secteur de l'intérieur

– Loi n° 87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de création, de modification statutaire ou de prorogation d'une fondation d'entreprise	Préfet	4 mois	19-1

– Décret n° 59-1489 du 22 décembre 1959 portant réglementation des jeux dans les casinos des stations balnéaires, thermales et climatiques

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'arrêter l'exploitation d'un jeu de table	Ministre de l'intérieur	15 jours	3
Autorisation de substituer un nouveau jeu de table à un jeu de table autorisé	Ministre de l'intérieur	15 jours	3
Autorisation d'augmenter le nombre de machines à sous sans en porter le nombre total dans le respect du ratio défini par l'article 8 de l'arrêté du 14 mai 2007	Ministre de l'intérieur	15 jours	3
Autorisation de modifier le minimum des mises ou les horaires limites d'ouverture des jeux	Ministre de l'intérieur	15 jours	3

– Décret n° 2007-807 du 11 mai 2007 relatif aux associations, fondations, congrégations et établissements publics du culte et portant application de l'article 910 du code civil

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Non opposition à une libéralité consentie à une association inscrite de droit local en Alsace-Moselle	Préfet	4 mois	1 à 6
Non opposition à une libéralité consentie à une association culturelle	Préfet	4 mois	1 à 6
Non opposition à une libéralité consentie à une congrégation légalement reconnue ou autorisée	Préfet	4 mois	1 à 6
Non opposition à une libéralité consentie à un établissement public du culte en Alsace Moselle	Préfet	4 mois	1 à 6
Non opposition à une libéralité consentie à une association inscrite de droit local en Alsace-Moselle	Préfet	4 mois	1 à 6
Non opposition à une libéralité au profit d'un établissement français	Préfet	4 mois	2
Acceptation d'une libéralité consentie à un établissement de santé, social ou médico-social	Préfet	6 mois	4
Non opposition d'une libéralité au profit d'un Etat ou d'un établissement étranger	Ministre de l'intérieur	12 mois	6-2
Autorisation de l'acquisition ou de l'aliénation par les congrégations religieuses légalement reconnues ou autorisées de biens immeubles, de rentes ou valeurs	Préfet	2 mois	7
Autorisation de l'acquisition à titre onéreux ou de l'aliénation par les établissements publics du culte en Alsace-Moselle de biens immeubles, de rentes ou valeurs	Préfet	2 mois	7
Autorisation relative aux opérations portant sur les droits réels immobiliers, emprunts, aliénation ou réemploi des biens mobiliers dépendant de la dotation ou du fonds de réserve d'une association ou d'une fondation reconnues d'utilité publique	Préfet	2 mois	8

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Rescrit administratif constatant qu'une association a un but exclusif d'assistance, de bienfaisance, de recherche scientifique ou médicale	Préfet	4 mois	12-2 à 12-4
Rescrit administratif constatant qu'une association est culturelle	Préfet	4 mois	12- à 12-4

– **Décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation pour les fonds de dotation de faire appel à la générosité publique	Préfet	2 mois	13

– **Décret n° 2013-700 du 30 juillet 2013 portant application de la loi n° 2012-304 du 6 mars 2012 relative à l'établissement d'un contrôle des armes moderne, simplifié et préventif**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des certificats de qualification professionnelle des armuriers	Ministre de l'intérieur	4 mois	93 - 2°

– **Loi du 18 Germinal an X (7 avril 1802), articles organiques pour les protestants**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Non opposition à la désignation des inspecteurs ecclésiastiques et laïques dans l'église de la confession d'Augsbourg en Alsace et en Moselle	Ministre de l'intérieur	2 mois	37

– **Ordonnance du roi du 25 mai 1844 portant règlement pour l'organisation du culte israélite**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des membres laïques du consistoire israélite en Alsace et en Moselle	Ministre de l'intérieur	2 mois	24

– **Instruction ministérielle du 15 juillet 1947 sur la réglementation des jeux dans les cercles**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de modifier le siège d'un cercle de jeux	Ministre de l'intérieur	2 mois	12
Autorisation de modifier le contrat de jeux entre le directeur des jeux et le président du conseil d'administration d'un cercle de jeux	Ministre de l'intérieur	2 mois	12

– **Arrêté du 8 juillet 1992 – Titre 2 – Chapitre 1**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément national des associations de formation aux premiers secours	Ministre chargé de la sécurité civile	2 mois	8

– **Arrêté du 8 juillet 1992 – Titre 2 – Chapitre 2**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément départemental des associations de formation aux premiers secours	Préfet	2 mois	12

– **Arrêté du 8 janvier 2001 fixant les conditions d'agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter, à titre onéreux, un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière.**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément de la formation à la capacité de gestion pour exploiter un établissement d'enseignement de la conduite des véhicules à moteur et de la sécurité routière	Préfet	2 mois	3

– **Arrêté du 24 juillet 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « prévention et secours civiques de niveau 1 » (PSC 1)**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	2

– **Arrêté du 24 août 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 1 » (PSE 1)**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	2

– **Arrêté du 14 novembre 2007 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « premiers secours en équipe de niveau 2 » (PSE 2)**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	2

– **Arrêté du 3 mars 2009 relatif aux conditions d'organisation de l'examen du certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'inscription à l'examen de certificat de capacité professionnelle de conducteur de taxi	Préfet	2 mois	4

– **Arrêté du 31 mai 2010 pris en application des articles 3, 4 et 6 du décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des organismes de formation des artificiers	Préfet	6 mois	35

– **Arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur de formateurs »**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	2

– Arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « conception et encadrement d'une action de formation »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	2

– Arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur aux premiers secours »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	4

– Arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Renouvellement de l'agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	4

– Arrêté du 18 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « surveillance et sauvetage aquatique en eaux intérieures »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	4

– Arrêté du 19 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « surveillance et sauvetage aquatique sur le littoral »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	4

– Arrêté du 20 février 2014 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur sauvetage aquatique en milieu naturel »

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des référentiels internes de formation et de certification	Ministre de l'intérieur	2 mois	4

Procédures non codifiées du secteur de la jeunesse et des sports

– Arrêté du 22 juin 2007 fixant les modalités d'organisation des brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur en accueils collectifs de mineurs

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation à la durée maximale de dix-huit mois entre la fin de la session de formation générale et le début du stage pratique de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Directeur départemental de la cohésion sociale ou directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations	2 mois	8

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Prorogation de la durée totale maximale de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Directeur départemental de la cohésion sociale ou directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations	2 mois	10
Dispense de la session d'approfondissement de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Directeur départemental de la cohésion sociale ou directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations	2 mois	11
Dispense de la session de qualification de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Directeur départemental de la cohésion sociale ou directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations	2 mois	11
Inscription à la formation au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs par dérogation aux conditions fixées par l'article 7 du décret n° 87-716 du 28 août 1987 modifié	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	19
Dérogation à la durée maximale de dix-huit mois entre la fin de la session de formation générale et le début du premier stage pratique de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	21
Prorogation de la durée totale maximale de la formation au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur en accueils collectifs de mineurs	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	24

– Arrêté du 25 juin 2007 relatif à l'habilitation des organismes de formation aux modalités d'organisation des sessions de formations conduisant aux brevets d'aptitude aux fonctions d'animateur et de directeur d'accueil collectifs de mineurs

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Habilitation des organismes de formation préparant au brevet d'aptitude aux fonctions de directeur et au brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur	Ministre chargé de la jeunesse	6 mois	2

– Arrêté du 11 avril 2012 relatif à la formation spécifique du diplôme d'Etat de ski-moniteur national de ski alpin

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément en qualité de centres de formation des écoles de ski, des structures fédérales d'entraînement de la fédération française de ski et des conseillers de stage, afin d'accueillir les stages pédagogiques compris dans le cursus de formation au diplôme d'Etat de ski – moniteur national de ski alpin	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	11

– Arrêté du 26 avril 2013 relatif à la formation spécifique du diplôme d'Etat de ski-moniteur national de ski nordique de fond

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément en qualité de centres de formation des écoles de ski, des structures fédérales d'entraînement de la fédération française de ski et des conseillers de stage, afin d'accueillir les stages pédagogiques compris dans le cursus de formation au diplôme d'Etat de ski – moniteur national de ski nordique de fond	Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale	2 mois	11

– Arrêté du 12 décembre 2013 relatif à l'encadrement des accueils de loisirs organisés pendant les heures qui précèdent et suivent la classe pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'exercice, à titre dérogatoire, des fonctions de direction des accueils de loisirs organisés, pour l'encadrement des enfants scolarisés pendant les heures qui précèdent et suivent la classe, pour une durée de plus de quatre-vingts jours et pour un effectif supérieur à quatre-vingts mineurs	Préfet de département	2 mois	1 ^{er}

Procédures non codifiées du secteur de la justice

– Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Délivrance d'un label à des produits et procédures	Commission nationale de l'informatique et des libertés	6 mois	11 (c du 3 ^o)

– Décret n° 45-0117 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut du notariat

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Honorariat de la profession de notaire	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	27

– Décret n° 45-0120 du 19 décembre 1945 pris pour l'application du statut des commissaires-priseurs judiciaires

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Honorariat des commissaires priseurs judiciaires	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	25

– Décret n° 56-222 du 29 février 1956 pris pour l'application de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative au statut des huissiers de justice

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Honorariat des huissiers	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	40

– Décret n° 73-609 du 5 juillet 1973 relatif à la formation professionnelle dans le notariat et aux conditions d'accès aux fonctions de notaire

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense de la condition de diplôme professionnel (notaires)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	4
Dispense de la condition de diplôme professionnel (notaires)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	5
Admission à se présenter à l'examen de contrôle des connaissances techniques (notaires)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	7
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (notaires)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	7-1
Dispense de la condition de diplôme, de stage ou d'examens professionnels (notaires)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	7-1
Admission à se présenter au concours professionnel (notaires)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	113

– Décret n° 75-770 du 14 août 1975 relatif aux conditions d'accès à la profession d'huissier de justice ainsi qu'aux modalités des créations, transferts et suppressions d'offices d'huissier de justice et concernant certains officiers ministériels et auxiliaires de justice

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dispense d'examen professionnel et de tout ou partie du stage (huissiers de justice)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	2
Dispense de stage et d'examen d'aptitude (huissiers de justice)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	3
Dispense de stage (huissiers de justice)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	5
Dispense de diplôme et de stage (huissiers de justice)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	5-1
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (huissiers de justice)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	5-2

– Décret n° 91-1125 du 28 octobre 1991 relatif aux conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude (avocats au conseil d'Etat et à la cour de cassation)	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	5

– Décret n° 2004-518 du 10 juin 2004 portant diverses dispositions relatives aux administrateurs judiciaires et aux mandataires judiciaires au redressement et à la liquidation des entreprises

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Inscriptions et dispenses relatives à l'examen d'aptitude aux fonctions d'administrateur judiciaire ou de mandataire judiciaire au titre du régime transitoire du décret n°2004-518 du 10 juin 2004	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	108

– Arrêté du 20 janvier 2011 pris en application de l'article 6 du décret n° 73-541 du 19 juin 1973 relatif à la formation professionnelle des commissaires-priseurs judiciaires et aux conditions d'accès à cette profession et abrogeant l'arrêté du 31 décembre 1990 pris en application de l'article 5-1 du même décret

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Admission à se présenter à l'examen d'aptitude	Direction des affaires civiles et du sceau	4 mois	4

– Règlement de fonctionnement de l'établissement ou du service de protection judiciaire de la jeunesse

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Accueil ou rencontre à l'intérieur de la structure de personnes extérieures à celle-ci	Directeur de service	2 mois	—
Sortie de la structure dans le cadre des autorisations définies par le cadre judiciaire	Directeur de service	2 mois	—
Soins ou accompagnement à leur mise en place	Directeur de service	2 mois	—
Entretien avec le directeur de la structure ou tout personnel de l'établissement ou du service	Directeur de service	2 mois	—
Restitution d'objets personnels déposés à l'arrivée dans la structure	Directeur de service	2 mois	—

Procédures non codifiées du secteur du logement

– Loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément d'un opérateur en vue de mener des travaux d'aménagement et d'organiser l'occupation de bâtiments par des résidents temporaires	Préfet de département	4 mois	101

– Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des dispositifs ou dispositions constructives non prévus par la réglementation sécurité incendie des bâtiments d'habitation	Ministres chargés de la construction et de l'habitation et de la sécurité civile	4 mois	Article 105

– Arrêtés du 13 juin 2008, du 26 octobre 2010 et du 28 décembre 2012

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément d'un projet de construction spécifique au regard de la méthode de calcul des exigences de performance énergétique de la réglementation thermique	Ministres chargés de la construction et de l'habitation et de l'énergie	3 mois	Titre V

– Arrêtés du 26 octobre 2010 et du 28 décembre 2012

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément d'un référentiel de démarche de qualité de l'étanchéité à l'air d'un bâtiment et, éventuellement, des réseaux aérauliques	Ministres chargés de la construction et de l'habitation et de l'énergie	4 mois	Article 8

– **Clause-type 5**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation des augmentations de capital des sociétés d'habitations à loyer modéré (HLM)	Préfet de département		—

Procédures non codifiées du secteur social et de la santé– **Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Sortie du statut coopératif	Ministre chargé de l'économie sociale et le ministre compétent dont relève l'activité de la coopérative	4 mois	25

– **Arrêté du 14 février 1997 relatif à l'habilitation des centres d'information sur les droits des femmes et portant création du Conseil national d'agrément**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Habilitation des centres d'information sur les droits des femmes, en vue de bénéficier des subventions mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 14 février 1997	Ministre chargé des droits des femmes	4 mois	3

– **Arrêté du 2 août 2006 relatif à la formation conduisant au diplôme de préparateur en pharmacie hospitalière**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Agrément des médecins conseillers scientifiques des instituts de formation	Directeur général de l'agence régionale de santé	2 mois	2

– **Arrêté du 9 novembre 2011 fixant les conditions d'utilisation de la marque « Programme national nutrition santé »**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation d'utilisation de la marque « Programme national nutrition santé »	Institut national de prévention et d'éducation pour la santé	4 mois	3

– **Arrêté du 6 décembre 2011 relatif à la formation et aux missions de la personne spécialisée en radiophysique médicale et à la reconnaissance des qualifications professionnelles des ressortissants étrangers pour l'exercice de ces missions en France**

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Libre prestation de services par une personne spécialisée en radiophysique médicale, ressortissante d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen, qui est établie et exerce légalement les fonctions de la personne spécialisée en radiophysique médicale dans un Etat, membre ou partie	Préfet de département	1 mois à compter de la réception de la déclaration et un mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle, ou 2 mois à compter de la réception de la déclaration si le dossier doit être complété et un mois à compter de la réussite de l'épreuve d'aptitude éventuelle	14

Procédures non codifiées du secteur du travail

– Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires et territoires associés relevant des ministères de la France d’Outre-mer

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Retrait ou modification des dispositions d’un règlement intérieur	Inspecteur du travail et des lois sociales	2 mois	35

– Arrêté du 28 janvier 1991 définissant les modalités de formation à la sécurité des personnels intervenant dans des opérations hyperbares

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation en faveur des entreprises qui souhaiteraient dispenser elles-mêmes la formation des salariés intervenant en milieu hyperbare	Directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l’emploi, par le chef du service régional de l’inspection du travail, de l’emploi et de la politique sociale agricoles ou par le directeur interrégional de la mer	2 mois	9

– Arrêté n° 93-196 du 9 juillet 1993 fixant la durée du travail dans le territoire des îles Wallis et Futuna

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Autorisation de dérogation temporaire à la durée du travail effectif au delà de la durée légale	Inspecteur du travail	30 jours	6

– Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l’article R235-3-18 du code du travail

Objet de la demande	Autorité compétente	Délai de naissance de la décision	Article de référence
Dérogation à l’accès par chaque niveau au travers d’un local d’attente servant de refuge lorsqu’un ascenseur dessert un bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est à plus de 8 mètres du sol mais ne constituant pas un immeuble de grande hauteur au sens de l’article R122-2 du Code de la construction	Inspecteur du travail	2 mois	3 (II)

